



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



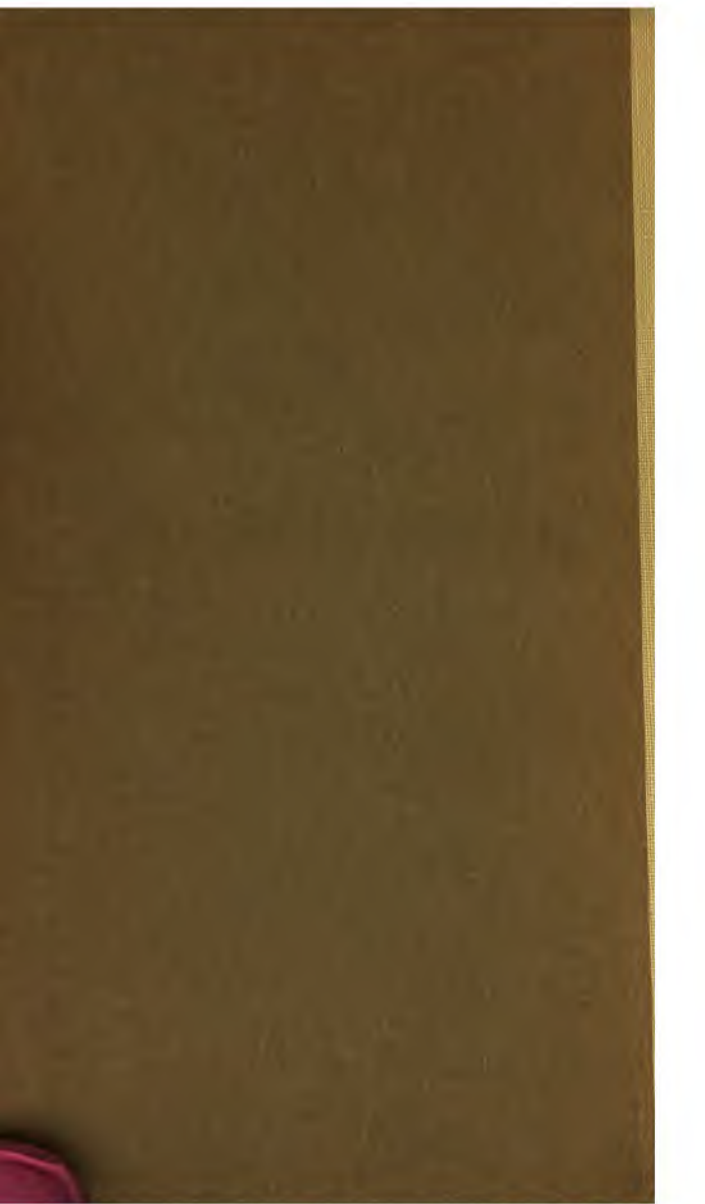
3 3433 06932394 1

ADON LIBRARY



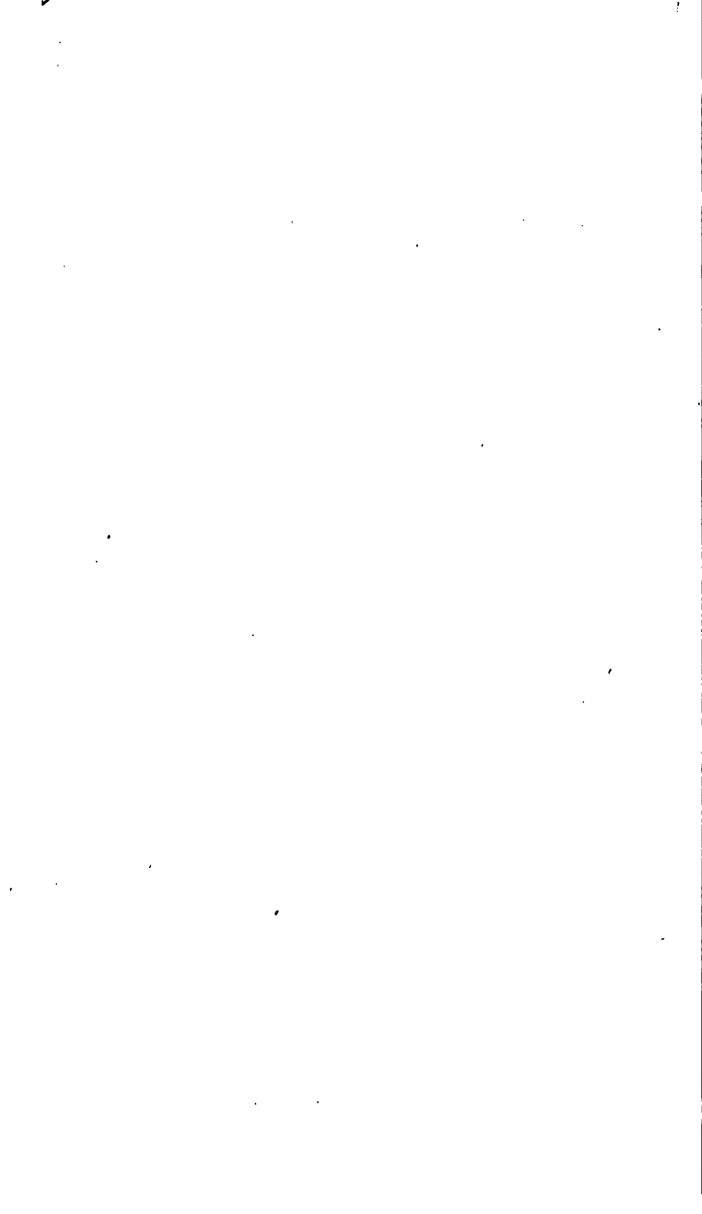
Astoria Collection
Presented in 1884







DIF
Delm.



CURIOSITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

LES
JOURNAUX ROUGES

ASTOIN NEW-YORK

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 44, rue de la Monnaie.

Christian Lelmas

CURIOSITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

LES

JOURNAUX ROUGES

HISTOIRE CRITIQUE

DE TOUS LES JOURNAUX ULTRA-RÉPUBLICAINS

PUBLIÉS A PARIS

Depuis le 24 février jusqu'au 1^{er} octobre 1848

AVEC DES EXTRAITS-SPECIMENS

ET UNE PRÉFACE

PAR

UN GIRONDIN

PRIX : 4 FRANC 50 CENTIMES

PARIS

GIRAUD ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE DE SEINE, 51

1848

**L.
K.**



NOV 21 1904

PRÉFACE.

Après le 24 février, Paris est subitement inondé de journaux :

Journaux rouges, journaux blancs, journaux *gris*, journaux de toutes les couleurs ;

Journaux de la *veille*, journaux du *jour*, journaux du *lendemain* ;

Journaux géants, journaux nains ;

Journaux sages, journaux fous ;

Journaux au *camphre*, journaux au *vinaigre* ;

Journaux à la Marat, journaux à la Dorat ;

Journaux couleur de rose, journaux couleur lie de vin ;

Journaux en frac, journaux en blouse ;

Journaux pour le salon, journaux pour la rue ;

Journaux bien peignés, journaux mal peignés ;

Journaux avec orthographe, journaux sans orthographe ;

Journaux mâles, journaux femelles ;

Journaux-*peuple*, journaux-*bourgeois* ;

Journaux de l'*action*, journaux de la *réaction* ;

Journaux érotiques, journaux *capucins* ;

Journaux gros et gras, journaux *poitrinaires* ;

Journaux orthodoxes, journaux athées ;

Journaux en vers, journaux en prose ;
Journaux qui rient, journaux qui pleurent ;
Journaux qui applaudissent, journaux qui grondent ;

Vraiment, *il en pleut !* qu'on nous pardonne cette expression triviale en faveur de sa justesse.

Chaque jour, chaque nuit, les presses de la capitale, nouvelles cataractes, vomissent, sur le pavé, des milliards de carrés de papier, qui, tous, du plus petit au plus grand, ont la singulière prétention d'apprendre au peuple ce qu'il doit faire ; de tracer au gouvernement la ligne de conduite qu'il doit tenir.

Jamais, à aucune époque, on n'a vu pareil débordement.

Impossible de dire tout ce qu'on gaspille d'encre, tout ce qu'on gaspille de papier.

Ne pouvant suffire à tant de besogne, les imprimeurs de Paris appellent la banlieue à leur aide, ils songent même à faire venir la province.

C'est le bon temps des chiffonniers et des bohèmes.

Les théories les plus insoutenables, les doctrines les plus extravagantes, les plus folles, les motions les plus déraisonnables se produisent à l'envi dans ces morceaux de papier qui, pour la plupart, sentent le gros vin.

Au lieu de calmer le lion populaire, on ne songe qu'à l'exciter.

Au lieu de contenir, dans de sages limites, l'effervescence des masses, on ne cherche qu'à l'exalter.

Proclamée, avec un enthousiasme à peu près unanime à Paris, la République est acceptée avec ardeur par les provinces, et déjà certains journaux divisent

la France en *vainqueurs*, en *vaincus*; déjà ils se préparent à de nouveaux combats et parlent de relever les barricades de Février... tout cela, sans doute, au nom de la fraternité.

Ces républicains *fantaisistes* créent un nobiliaire de calendrier, une aristocratie de dates, ils distribuent des brevets de patriotisme aux *gens de la veille*, et n'ont que des injures pour les *gens du lendemain*.

Ils crient bien haut : hors nous et nos amis, point de patriotisme, point de vertu.

Ils ne veulent pas comprendre que la France est *républicaine du lendemain*.

Une catastrophe est imminente, les gens sages la prévoient, et personne ne songe à opposer une digue au torrent des idées démagogiques. Elles font le siège de Paris le 23 juin.

Pendant quatre jours, les rues sont ensanglantées. Plusieurs milliers d'hommes y trouvent une mort affreuse.

Voilà les résultats de l'insurrection.

Remontons aux causes.

A quoi faut-il les attribuer ?

En grande partie, sinon en entier, à la mauvaise presse, à ses déclamations forcenées, à ses appels incessants contre la société.

Les républicains de Sparte, pour empêcher leurs fils de s'adonner à l'ivrognerie, faisaient passer devant leurs yeux des esclaves ivres. Républicains de France, pour vous dégoûter de la République rouge, nous faisons défiler sous vos regards les journaux qui l'ont préconisée.

Parmi les signataires de ces publications, quelques-uns — fort heureusement en très petit nombre, — ont fait preuve d'un remarquable talent. Regrettons qu'ils n'aient pas mis leur plume au service d'une meilleure cause.

Les autres ont barbouillé leurs pages avec la fange du ruisseau.

Méfiez-vous des premiers, car le talent attire toujours à lui.

Quant aux seconds, ils ne pourraient être dangereux que dans les moments de crise.

Mais le calme est revenu.

Une vaillante épée qui a donné des gages à la République honnête — celle que nous voulons tous — préside aux destinées de la France. De nouvelles collisions sont impossibles.

Les ténèbres se dissipent peu à peu ;

La lumière se fait ;

La vérité va luire sur nous ;

Le triomphe de la République honnête est assuré pour toujours.

LES JOURNAUX ROUGES

HISTOIRE CRITIQUE

DE TOUS LES JOURNAUX ULTRA-RÉPUBLICAINS

PUBLIÉS A PARIS

Depuis le 24 février jusqu'au 1^{er} octobre 1848.

LES BULLETINS DE LA RÉPUBLIQUE.

(1) *A tout seigneur, tout honneur*; aux *Bulletins de la République* la première place.

Les *Bulletins de la République* appartiennent à notre galerie; le numéro 16, entre autres, mérite une mention spéciale: gardons-nous bien de la lui refuser; nous le rapporterons en son entier. La prose de madame George Sand vaut bien les honneurs de la reproduction. Il est fâcheux de ne pouvoir dire combien la France a payé de pareilles élucubrations (1).

Les *Bulletins de la République* n'ont été insérés

(1) M. Etienne Arago prétend, dans une lettre adressée à la *Réforme*, que la rédaction de madame Sand a été gratuite; serait-ce parce que cette rédaction était *impayable*?

ni au *Moniteur*, ni au *Bulletin des Lois* : ils étaient cependant publiés par l'autorité et chaque bulletin porte en tête : *République française*. — **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.** Ce *Moniteur du gouvernement provisoire* a paru tous les deux jours sans interruption, du 13 mars au 6 mai. La collection se compose de vingt-cinq numéros. Attribués d'abord à M. Jules Favre, sous-secrétaire d'État de l'intérieur, pendant que M. Ledru-Rollin trônait à la rue de Grenelle-Saint-Germain, les *Bulletins de la République* n'ont été officiellement reconnus pour les enfants naturels de madame George Sand, qu'au moment où les *pièces justificatives* de l'enquête Bauchart, nous ont fait lire la petite note suivante :

Gouvernement provisoire. (Séance du 15 mars 1848.)

« Le ministre de l'intérieur est autorisé à s'entendre avec madame George Sand, pour fournir des articles au *Bulletin de la République*.

« Le *Bulletin de la République* ne paraîtra désormais que sur le bop à tirer d'un des membres du gouvernement provisoire.

« M. Crémieux est chargé du n° du jeudi, 16. — M. Garnier-Pagès, du n° du samedi, 18. — M. Lamartine, du n° du lundi, 20. — M. Marie, du n° du mercredi, 22. — M. Marrast, du n° du vendredi, 24. — M. Louis Blanc, du n° du dimanche, 26. — M. Arago, du n° du mardi, 28. — M. Albert, du n° du jeudi, 30. — M. Flocon, du n° du samedi, 1^{er} avril. — M. Ledru-Rollin, du n° du lundi 3. — M. Bethmont, du n° du mercredi, 5. — M. Carnot, du n° du vendredi, 7.

On sait quel triste retentissement ont eu, dans toute l'étendue de la France, ces fameux *Bulletins*, ont sait avec quelle juste sévérité ils ont été jugés ; nous n'insistons pas sur leurs déplorables tendances, elles sont bien connues, trop connues, nous ne critiquerons pas leur mauvais esprit. Voici le bulletin n° 16, il nous dispense de tout commentaire :

BULLETIN DE LA RÉPUBLIQUE.

Ministère de l'intérieur.

« Paris, 15 avril 1848.

« Citoyens,

« Nous n'avons pu passer du régime de la corruption au régime du droit, dans un jour, dans une heure. Une heure d'inspiration et d'héroïsme a suffi au peuple pour consacrer le principe de la vérité. Mais dix-huit ans de mensonge opposent, au régime de la vérité, des obstacles qu'un souffle ne renverse pas ; les élections, si elles ne font pas triompher la vérité sociale, si elles sont les intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections, qui devaient être le salut de la République, seront sa perte ; il n'en faut pas douter. Il n'y aurait alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait les barricades, ce serait de manifester une seconde fois sa volonté, et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale.

« Ce remède extrême, déplorable, la France voudrait-elle forcer Paris à y recourir ? à Dieu ne plaise ! Non, la France a confié à Paris une grande mission ; le peuple français ne voudra pas rendre cette mission incompatible avec l'ordre et le calme nécessaires aux délibérations du corps constituant. Paris se regarde, avec raison, comme le mandataire de tout le territoire national ; Paris est le poste avancé de l'armée qui combat pour l'idée républicaine ; Paris est le rendez-vous, à certaines heures, de toutes les volontés générales, de toutes les forces morales de la France ; Paris ne séparera pas sa cause de la cause du peuple qui souffre, attend, et réclame d'une extrémité à l'autre du pays. Si l'anarchie travaille au loin, si les influences sociales pervertissent le jugement ou trahissent le vœu des masses dispersées et trompées par l'éloignement, le peuple de Paris se croit et se déclare solidaire des intérêts de toute la nation.

« Sur quelques points, on abuse, on égare les populations ; sur quelques points, la richesse réclame ses privilèges à main armée. Ceux qui agissent ainsi commettent un grand crime, et nous menacent de la douleur de vaincre, quand nous aurions voulu seulement persuader.

« Que, de toutes parts, le peuple des campagnes se rallie au peuple des villes, et que le peuple des villes s'unisse à celui qui, au nom de tous et pour la commune gloire, a conquis le principe d'un heureux et noble avenir. Partout, la cause du peuple est la même ; partout les intérêts du peuple et de l'opprimé sont solidaires. Si la République succombait à Paris, elle suc-

comberait, non seulement en France, mais dans tout l'univers, qui, les yeux fixés sur nous, s'agite héroïquement pour sa délivrance.

Citoyens, il ne faut pas que vous en veniez à être forcés de violer, vous-mêmes, le principe de votre propre souveraineté. Entre le danger de perdre cette conquête par le fait d'une Assemblée incapable, ou par celui d'un mouvement d'indignation populaire, le gouvernement ne peut que vous avertir et vous montrer le péril qui vous menace. Il n'a pas le droit de violenter les esprits et de porter atteinte au principe du droit public. Elu par vous, il ne peut ni empêcher le mal que produirait l'exercice mal compris d'un droit sacré, ni arrêter votre élan le jour où, vous apercevant vous-mêmes de vos méprises, vous voudriez changer, dans la forme, l'exercice de ce droit.

« Mais ce qu'il peut, ce qu'il doit faire, c'est de vous éclairer sur les conséquences de vos actes. Jadis, les représentants du peuple sauvaient la patrie en proclamant le danger de la patrie.

« Dans une nation comme la France, l'idée du danger ne peut démoraliser que ceux qui n'ont pas le cœur français. Le vrai Français aime l'idée du danger, qui est, pour lui, l'idée même de la victoire ! Eh bien ! si la patrie n'est plus en danger comme aux jours de notre première République, si l'ennemi n'est plus à nos portes, si la lutte matérielle n'est plus établie dans nos propres rangs, il y a une lutte intellectuelle, qu'un danger moral et une grande foi dans les idées peuvent seuls conjurer.

« Citoyens, ayons ce courage. Détachons-nous de l'intérêt matériel mal entendu, des étroites passions de localité. Préservons-nous des ennemis qui nous flattent et en nous caressant, pour mieux étouffer la liberté qui leur sert d'égide. Sauvons, à tout prix, la République. Il dépend encore de nous de la sauver sans convulsions et sans déchirements. »

(2) Je vous présente maintenant LE PÈRE DUCHÊNE, qui se pose comme le continuateur du *Père Duchêne* de la première Révolution, l'honnête Hébert. Le nouveau *Père Duchêne* a publié trente-cinq numéros, et il en publierait sans doute encore d'autres, si le gouvernement n'avait fait transporter son rédacteur en chef, pour sa participation à l'insurrection de Juin. Voici le premier article, l'article *specimen* de ce journal :

PRIX : 5 CENTIMES.

JOURNAL PARAISSANT DEUX FOIS PAR SEMAINE.

Vigilance.

LE

Indépendance.

PÈRE DUCHÈNE

GAZETTE DE LA RÉVOLUTION.

Sûreté.

An 1^{er} de la nouvelle République.

Fermeté.

« Paris, 10 avril.

« Citoyens, me connaissez-vous ? je suis le tribun dont la colère éclatait autrefois dans Paris agité, de même que le tonnerre au milieu de la tempête. Ma voix, infatigable à poursuivre les ennemis de la Révolution s'éteignit un jour..... et ce fut sur l'échafaud. En ce temps-là, voyez-vous, on mourait sur l'échafaud, comme le soldat meurt sur le champ de bataille, pour la patrie ! O vous tous, dont le sang a fécondé la terre républicaine, illustres martyrs, n'est-ce pas en montant les degrés de la terrible machine que vous avez mis le sceau à votre gloire immortelle ?

« J'ai dormi cinquante-quatre ans du sommeil de la mort. Pourquoi ai-je tressailli dans ma tombe ? Pourquoi mes débris se sont-ils rapprochés ? Pourquoi ma main si longtemps glacée, privée de mouvement, a-t-elle déchiré le linceul et soulevé la pierre sépulcrale ? D'où vient que je respire ? La trompette de l'ange a-t-elle retenti ? Non, ce qui a retenti, c'est la voix du peuple, la *Marseillaise*, le cri mille et mille fois répété de : *Vive la République !*

« En fallait-il plus pour opérer le miracle d'une résurrection ?

« J'accours, citoyens, je veux assister à la régénération de ma glorieuse patrie ? que dis-je ?... à la régénération de tous les peuples du monde !

« Mais peut-être mon nom va-t-il réveiller toutes les haines et toutes les malédictions qui ont été le prix de la sombre ardeur avec laquelle j'ai défendu jadis la cause de la nation, peut-être, les hommes faibles, timorés, verront-ils, dans mon retour, celui d'une époque dont la date leur semble écrite en lettres rouges dans les pages de l'histoire ?

« Qu'on se rassure, le siècle a marché ; les mœurs se sont adoucies ; les circonstances ne sont plus les mêmes. Je ne viens pas faire entendre le langage d'une époque que nous avons

laissée bien loin derrière nous. J'exècre, comme autrefois, les rois, leurs partisans et les faux patriotes, mais la hache a disparu du faisceau des licteurs, c'est le peuple qui l'en a arrachée, il pardonne à ses ennemis, il ne veut pas souiller, de leur sang, la blanche tunique de la liberté. Que la volonté du peuple soit faite !

« Vous le voyez, citoyens, je ne suis pas moins accessible qu'un autre aux sentiments d'humanité, mais je m'appelle le *Père Duchêne*, et dans mon âme, le patriotisme l'emporterait au besoin sur tous les autres sentiments.

« Je ne ressemble en rien à ces démocrates efféminés dont les fades théories tendent à nous faire retomber dans une nouvelle décadence. Mes théories, à moi, sont celles du peuple, j'aime à faire résonner la crosse de mon fusil, en un mot, je suis révolutionnaire.

« C'est pourquoi, citoyens, si vous êtes dégénérés, rejetez cette feuille ; si, au contraire, vous êtes les dignes fils de vos pères, lisez-la, vous saurez me comprendre, nous vivrons, vous et moi, comme des amis qui ont mêmes goûts, mêmes désirs, mêmes opinions et mêmes volontés.

« Cependant, il faut que je vous le dise, mon caractère n'a pas changé, je suis, comme autrefois, brutal, grognon et méfiant, très méfiant.

« La sottise me révolte : je ne fais grâce à personne de la vérité, je vous la dirai à vous-mêmes, républicains, avec beaucoup plus d'empressement et beaucoup moins de ménagements qu'aux autres, parce que je vous considère comme mes amis.

« Vos murmures ne m'arrêteront pas. Je vous secouerai dans votre indolence, je ne cesserai de vous crier aux oreilles : Sentinelles, prenez garde à vous ! je vous ferai ouvrir les yeux et marcher de force, car chaque minute commande la nécessité de voir et d'agir.

« Enfin, autant que je hais les circonlocutions oratoires, autant je hais, en matière politique, tout ce qui décrit une ligne courbe ou brisée. Les manœuvres obliques, les hésitations ont pour résultat certain d'éveiller, en moi, des soupçons de perfidie et d'allumer ma colère.

« Alors, j'interpelle avec aigreur, j'attaque avec violence, nulles considérations ne m'arrêtent, je n'épargnerais pas un demi-dieu.

« Vous rendez-vous bien compte, citoyens, de l'immensité de la tâche que vous avez à remplir ?

« Savez-vous bien qu'il faut changer, non seulement les institutions, mais encore les hommes, pour arriver à la République, comme je la comprends, comme vous la comprenez, sans doute, vous-mêmes ?

« Demandez-vous une République affablée de la détroque des monarchies et couverte d'oripeaux de saltimbanques, propres, tout au plus, à fasciner les yeux d'une troupe d'esclaves lainés ? »

« Une République qui s'étudie à composer son visage et son maintien, à la manière des courtisanes, pour s'attirer un regard favorable de ceux qu'elle devrait traiter en valets, et se chiffrier du revers de la main ? »

« Une République égoïste et lâche, qui reste sourde aux cris de détresse des peuples écrasés par leurs tyrans ? »

« Une République qui tremble de saisir le scalpel et de trancher dans le vif pour enlever la gangrène hideuse dont le corps social est infecté ? »

« Une République qui recule devant la pensée d'abattre le vieil édifice, dont la charpente vermoutue menace de s'écrouler sur nos têtes pour construire, à sa place, un temple digne de la liberté, de l'égalité, de la fraternité ? »

« Une République qui songe plutôt à s'engraisser des mains du peuple, qu'à faire cesser les souffrances auxquelles il est en proie ? »

« Une République, enfin, qui ne puisse se maintenir qu'à la condition de bâillonner, plus ou moins, la presse, de restreindre le droit d'association, de détruire le libre arbitre des électeurs, en un mot, d'attenter aux droits imprescriptibles des citoyens ? »

« Non ! non ! non ! »

« Qu'auriez-vous donc gagné à faire des barricades ? à verser votre sang ? à chasser Louis-Philippe ? Une République de cette espèce ne serait-elle pas une fiction, un mensonge ? Or, le règne des fictions et des mensonges n'est plus ? Il nous faut, moins le nom de la chose, que la chose elle-même. »

« Substituons dans notre patrie la morale à l'égoïsme, la probité à l'honneur, les principes aux usages, les devoirs aux bien-séances, l'empire de la raison à la tyrannie de la mode, le mépris du vice au mépris du malheur, la fierté à l'insolence, la grandeur d'âme à la vanité, l'amour de la gloire à l'amour de l'argent, les bonnes gens à la bonne compagnie, le mérite à l'intrigue, le génie au bel esprit, la vérité à l'éclat, le charme du bonheur aux ennuis de la volupté, la grandeur de l'homme à la petitesse des grands ; un peuple magnanime, puissant, heureux, à un peuple atnabte, frivole et misérable, c'est-à-dire, toutes les vertus et tous les miracles de la République, à tous les vices et à tous les ridicules de la monarchie. »

« Donc, des réformes partout, dans l'administration, dans l'armée, dans la magistrature, dans le clergé ; autre répartition de l'impôt, plus de privilèges, du travail, la liberté. »

« Pas de transaction avec les idées rétrospectives ! pas de demi-mesures ! ou les trois révolutions que nous avons faites seront à refaire. Que l'on se garde bien d'endormir le peuple, sous le prétexte qu'il a besoin d'être rassuré ! il se réveillerait au fond d'un abîme ; pour quelques jours d'une fausse quiétude on lui préparerait des siècles d'asservissement, de honte et de désespoir.

« Voyons les choses comme elles sont, ne les regardons pas au microscope, mais ne les observons pas, non plus, par le gros bout de la lunette. Si, après tant de déceptions affreuses et d'enseignements sévères, nous ne savions pas aujourd'hui guider notre indépendance, et assurer le triomphe de nos droits, ah ! je n'hésite pas à le dire, il faudrait nous considérer comme absolument indignes et incapables, et nous résigner à vivre éternellement sous la férule du despotisme.

« Travaillons donc à ce que la souveraineté du peuple ne soit plus un vain mot et, sa force, un torrent qui gronde, bondit au hasard et disparaît avec l'orage qui l'a formé.

« Si la nation comprend ses devoirs, elle ne descendra pas des hauteurs où elle s'est placée majestueuse et forte, elle marchera dans la voie du progrès, à la tête des autres nations, ses secours, qui, par une sorte de révélation, ont toujours pressenti qu'elle leur servirait de guide et découvrirait, la première, la terre promise de la liberté.

« Ce sera un grand, un sublime spectacle que celui offert par tous les peuples ne formant plus qu'une seule famille, ne connaissant plus qu'un drapeau, le nôtre, sur lequel sont écrits ces beaux mots : *Liberté, égalité, fraternité*.

« Aujourd'hui, déjà, tous ces peuples que les tyrans avaient faits nos ennemis, nous tendent les bras ; ils brisent leurs fers au nom de la France. D'autres, hélas ! implorent son secours dans leur détresse ; ils attendent qu'elle achève son œuvre... qu'ils n'attendent pas longtemps ! Je descends dans l'arène où chaque jour les mille lutteurs de la presse en viennent aux mains. Ma place est au plus fort de la mêlée. Vous ne verrez jamais le *Père Duchêne* dans les traînards. D'autres, plus jeunes et plus vigoureux que lui, porteront de plus grands coups, mais jamais leur dévouement à la chose publique ne l'emportera sur le sien. »

Le *Père Duchêne*, vous le voyez, n'y va pas de main-morte, il parle haut et fort, il est franchement révolutionnaire, comme il a soin de le dire lui-même, il aime à faire résonner la crosse de son fusil. Mais son premier article est *tout rose et tout miel* en

comparaison de ceux qui vont suivre. Et d'abord, dès son second numéro, le vieillard quinteux se met b.....ment en colère à propos de l'Assemblée nationale.

Un abonné lui écrit :

« Il y a des gens qui prétendent que quel que soit l'esprit de l'Assemblée constituante, on doit la maintenir et la respecter, attendu qu'elle sera, disent-ils, en raison du vote universel, l'expression la plus fidèle du vœu de la nation.

« Cette opinion a cela de fâcheux pour ceux qui l'émettent, qu'elle exprime, ou une grande niaiserie, ou une pensée réactionnaire, car on ne peut plus mettre en doute aujourd'hui que les véritables amis du peuple ne soient les républicains démocrates et socialistes. Donc, si l'esprit du peuple, dans les élections, est bien dirigé, l'Assemblée constituante sera toute démocratique ; dans le cas contraire, le peuple aurait été trompé et, alors, il devrait user du pouvoir de la souveraineté pour dissoudre l'Assemblée et provoquer de nouvelles élections. Contester ce droit au peuple, c'est nier sa souveraineté. » G.,

« Délégué des ouvriers au Luxembourg. »

Comme bien vous pensez, le *Père Duchêne* adopte avec enthousiasme l'opinion de son correspondant ; aussi se hâte-t-il de lui répondre :

« Oui, citoyen, contester ce droit au peuple c'est nier sa souveraineté, et j'ajoute c'est allumer la guerre civile, c'est marcher à la mort. »

Le *Père Duchêne* a reçu quelques lettres anonymes ; on le menace, mais il n'a peur de rien. Voyez plutôt :

AVIS.

« Les menaces que les méchants réactionnaires font tous les jours au *Père Duchêne* ne sauraient l'effrayer. Le vieux républicain s'en moque comme d'une chique de tabac. Il publiera incessamment la vraie biographie des membres de l'Assemblée nationale. Il a pour toute défense son portier et l'opinion des patriotes. Avec cela, on est bien fort, qu'en pensent les valets de la royauté ? »

Le *Père Duchêne* se fâche. Écoutez :

« Le peuple a fusillé, le jour de sa victoire, les infâmes qui, par le vol, avaient voulu la déshonorer. Il a encore une amorce pour ceux qui auraient la pensée de lui ravir la conquête d'hier.

« Assez de conseils et d'avertissements !

« Pour moi, mon cœur est plein de dégoûts. Le *Père Duchêne* n'osera bientôt plus crier : *Vive la République*, car la République n'est plus que la chose de quelques misérables voleurs des dignités lucratives de la France. »

De temps à autre, on envoie au *Père Duchêne* des éptres semblables à celle-ci :

« *Citoyen Père Duchêne,*

« Je te donne avis d'une chose que je ne m'explique pas très bien. Figure-toi, mon vieux, que depuis à peu près vingt jours, il arrive, par le chemin du Nord, des pièces de canon. Les pièces sont enlevées et transportées dans un lieu qui m'est inconnu. Je crois qu'il serait utile de savoir ce que le gouvernement (qui sent la monarchie à faire reprendre le fusil) prétend en faire.

« Tâche de le savoir et de le publier dans ton excellent journal que je lis toujours avec le plus grand plaisir, surtout quand je vois stigmatiser les traîtres.

« Salut et fraternité,

« Louis L...

« Ce 19 floréal, l'an 1^{er} de la République. »

Candidats du *Père Duchêne* aux élections complémentaires :

Caussidière, Blanqui, Raspail, Hubert, ouvrier corroyeur, Cabot, Proudhon, Pierre Leroux, Gauthier, Kersantie, Colfavru, un des deux rédacteurs du *Père Duchêne*, Marche, ouvrier.

Citons encore :

Marat au Père Duchêne.

« Mon vieux,

« Oublions nos vieilles haines et serrons nos rangs. Mille tonnerres ! je suis content de te revoir. Tu essuies les verres de tes lunettes, tu te frottes les yeux : hé bien ! oui, c'est moi, Marat, ô *viédase* ! ne me connais-tu pas ?

« Que te dirai-je ? on m'a envoyé des sombres bords (comme disait ce pauvre M. Chénier) pour savoir, au juste, ce que l'on

fait ici. Quant à moi, tu te rappelles mon histoire ; envoyé *ad patres*, par les plus jolies mains du monde, je me suis marié là bas. Oui, vraiment, et tu ne devinerais jamais contre qui?... avec Charlotte Corday..... oui, mon vieux, avec celle qui..... enfin, suffit : cela a été sa punition et ma récompense. Je lui ai fait trois filles, elles sont parmi vous : *ils* (*sic*) s'appellent liberté, égalité, fraternité. Nous nous aimons comme deux tourtereaux... Nous jouissons d'un bonheur inaltérable. Enfin, nous faisons voir à ce pauvre M. de Florian que tout ce qu'il a écrit sur le tendre amour, c'est de la *gnognotte*.

« Corbleu ! cela va mal. Comment diable avez-vous été chercher des républicains à l'eau de rose : des hommes froids comme le souvenir du dernier roi des Français ? Et toi, viédase, j'ai peine à te reconnaître ; tu es devenu doux comme les mesures du gouvernement provisoire. Allons, un peu d'énergie, aux grands maux les grands remèdes. As-tu peur de la censure ? Elle n'existe plus. Dis-leur donc ce que tu penses à tous ces gaillards-là. Dis à celui-ci : Vous êtes un républicain pâle et froid comme votre figure. A celui-là : Ton journal remplace admirablement celui du gros Bertin. A cet autre : Tu n'es pas à la hauteur des grands événements qui vont se dérouler devant nous. Toi, tu avais promis d'appuyer la régence. — Toi, tu as refusé ton concours à de bonnes et grandes actions ; toi, ministre de l'intérieur, est-il vrai que tu distribues, avec une grande profusion, des fonds secrets à de vils agents ? Tu es bon républicain, pourtant : pourquoi as-tu laissé surprendre ton patriotisme si éclairé ? D'où vient le choix malheureux que tu as fait, en envoyant, dans les provinces, tant de misérables agents ? On ne peut pas suspecter, cependant, ton ardent républicanisme. Tu es, pour moi, l'homme et la personification de la nouvelle et glorieuse République française ! sois plus circonspect à l'avenir.

« Adieu, viédase, je ne sais pourquoi, mais j'espère. Mon cœur s'épanouit ; je porterai là-bas de bonnes nouvelles : je leur dirai que le Français n'a pas dégénéré, que si nous avons succombé en leur traçant la route, notre sang n'a pas été stérile. Si cela ne va pas (ce qu'à Dieu ne plaise), je serai à tes côtés et gare dessous.

« Salut et fraternité,

« MARAT. »

Mais voici maintenant la *grrrrande colère* du Père *Duchêne* ; jusqu'à présent, le vieux, comme il s'intitule, a fait patte de velours :

« ASSEMBLÉE NATIONALE.

« Honneur à vous, courageuse minorité, travaillez pour la France que vous seuls pourrez sauver. De grands et nobles sentiments patriotiques ont prouvé à vos adversaires que le fouet de la Némésis incorruptible stigmatiserait les infamies. Honneur à toi, Jules Favre, tu n'as pas trompé le Père Duchêne qui t'aime et fonde de grandes espérances sur ton ardent patriotisme. Continue, Barbès, écrase, sous le poids de ton énergique patriotisme, les turpitudes que tu connaîtras. Apprends aux viédases réactionnaires que leurs aboiements ne peuvent effrayer les vrais républicains.... Enfin, travaillez tous pour cette généreuse République que des misérables voudraient anéantir.

« Pour vous, satisfaits quand même, qui avez vu dans le grand mandat dont vous avez été chargés, un moyen de gagner 25 fr. par jour et de caser honorablement votre nombreuse famille... gare le Père Duchêne, il vous fera la vie dure, il vous traitera comme des infâmes et des lâches..... » (11 mai).

Opinion du Père Duchêne sur les événements du 15 mai.

« Le peuple est fou ; j'entends, par le peuple, ceux qui ont usurpé ce titre, depuis deux jours, pour couvrir Paris de baïonnettes et de canons, et faire entendre des cris de mort et de vengeance contre leurs frères qui, avant, pendant et après, n'ont cessé de souffrir et de combattre pour la République.

« Gardes nationaux de Paris et de la banlieue, vous avez prouvé, encore une fois, que la modération et la sagesse ne sont pas vos vertus.

« J'ai vu le 15 mai, au matin, la classe des travailleurs, le vrai peuple, celui qui souffre, celui qui a fait la République, marcher vers l'Assemblée nationale en s'abstenant de faire entendre d'autre cri que celui de *vive la Pologne!* Je l'ai vu, quelques heures après, se diriger vers l'Hôtel-de-Ville, sans armes, sans colère, n'ayant, dans la bouche, que ces mots : *République démocratique.* Il ne demandait la tête de personne et cependant, il se croyait victorieux. L'avez-vous entendu menacer de sa colère et de sa justice, tous ces hommes, et ils sont nombreux, qui, depuis le 24 février, travaillent à le tromper ! tous ces faux frères traîtres à la patrie qui, eux aussi, ont escamoté la liberté et préparé la guerre civile ! Non, le peuple, magnanime comme toujours, le peuple, jaloux de sa dignité et de son honneur, pardonnait encore une fois à ses ennemis. Aussi, voyait-on les baïonnettes rentrer dans le fourreau, et les rangs de la garde nationale qui occupait les quais et la place de l'Hôtel-de-Ville, s'ouvrir devant lui ; aussi, tous les citoyens,

armés ou sans armes, partageaient-ils son saint enthousiasme et joignaient-ils leurs accents aux siens pour proclamer, à son exemple la République démocratique. Hélas ! sur quoi reposent les destinées d'une nation ! quelle puissance se joue des hommes et des choses ?... Je vous ai dit comment le peuple s'est montré, je vais vous apprendre, si vous ne le savez déjà, comment s'est conduite la garde nationale, lorsque par un de ces changements subits, imprévus, inouïs, le nouveau gouvernement provisoire se fut écroulé. Barbès, Raspail, Albert, Courtais avaient été mis en arrestation..... (suit une longue diatribe contre la garde nationale qui a crié à mort Barbès ! à mort Raspail ! à mort Cabet ! il faut les fusiller cette nuit, les gueux ! les brigands ! les communistes ! il faut en finir d'un seul coup avec les factieux ! contre la garde nationale qui a violé le domicile de Sobrier et de Cabet).

L'article se termine ainsi :

« N'importe je ne cesserai de travailler et de combattre pour toi (le peuple), je ne cesserai de t'instruire par la vérité. Et toi, Ledru-Rollin, écoute bien ce que je vais te dire : les meilleurs républicains sont à Vincennes, d'autres les suivront, car c'est la proscription qui règne aujourd'hui. On ne fait pas tout à la fois. Il y a encore de la place dans le donjon, avant quinze jours, tu l'habiteras avec les camarades ; et ceux qui ont grincé des dents, à la lecture de tes circulaires, seront tes geôliers jusqu'à ce qu'ils deviennent tes bourreaux. » (Jeudi, 18 mai.)

Voici maintenant une appréciation du *Père Duchêne* ; elle mérite d'être rapportée en son entier :

« LES BRIGANDS ET LES SCÉLÉRATS. »

Cours complet de politique en quelques lignes.

« Les différents partis politiques se renvoient réciproquement les épithètes flétrissantes de brigands et de scélérats ; il serait cependant bon de s'entendre sur ce point, afin de savoir de quel côté sont les bonnêtes gens, car, enfin, tous les hommes ne sont pas des brigands.

« Les premiers brigands ne sont-ils pas ceux qui, à l'origine, se sont approprié, au détriment de leurs semblables, toutes les richesses de la terre, et qui ont fait des lois, pour léguer exclusivement et perpétuellement ces richesses à leurs descendants. Les brigands d'aujourd'hui sont ceux qui font tous leurs efforts pour éterniser cette révoltante usurpation ?

« Les brigands ne sont-ils pas ceux qui ont toujours laissé

croupir les peuples dans la misère, l'ignorance et la superstition ?

« Les brigands ne sont-ils pas ceux qui sont cause que, dans un pays riche comme la France, il y a une foule de mendiants et un grand nombre d'ouvriers dans une extrême misère ?

« Les brigands ne sont-ils pas ceux qui sont ennemis de toute théorie ayant pour but d'améliorer la condition de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ?

« Les brigands ne sont-ils pas ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour combattre leurs adversaires politiques ?

« Les brigands ne sont-ils pas ceux qui persécutent les hommes qui se dévouent à la cause du peuple, et qui persécuteraient encore Jésus-Christ, si Jésus-Christ revenait parmi nous ; car Jésus-Christ était républicain socialiste ?

« D'après ce qui vient d'être dit, chacun peut maintenant reconnaître de quel côté se trouvent les honnêtes gens.

« Les ennemis du peuple ont constamment employé la ruse pour l'asservir, et, pour parvenir à ce but, ils ont toujours eu recours au mensonge et à la calomnie ; aussi, ont-ils acquis, par là, une habileté dangereuse dans l'art de la discussion et dans la manière de présenter les faits ; un des arguments qu'ils emploient le plus souvent est celui-ci :

« Ce n'est pas avec des révolutions qu'on fait aller le commerce. — Il y a dans cet argument *une perfidie extrême*, car ils savent bien que les gens simples répéteront : C'est vrai, les révolutions ne font pas aller les affaires.

« Il est évident que toute révolution a, pour résultat immédiat, la stagnation des affaires, mais faut-il conclure de là qu'un peuple ne devrait jamais se révolter et que toute révolution est blâmable ?

« Où en serions-nous, grand Dieu ! si le peuple ne s'était jamais révolté contre ses oppresseurs ! C'est par les révolutions que les peuples peuvent arriver au bonheur.

« L'histoire est là pour attester que les paroles n'obtiennent rien, sans révolution, et que toutes les véritables révolutions ont eu pour résultat d'alléger les charges du peuple.

« Cela est bien triste, mais enfin les révolutions ne cesseront que quand les peuples auront reconquis *tous leurs droits*. »

Le Père Duchêne était l'organisateur du fameux banquet démocratique à vingt-cinq centimes, que les événements de Juin ont indéfiniment ajourné.

Quant à l'insurrection, le bilieux journal n'en parle que pour mémoire :

« Nous ne dirons rien sur les événements de Juin et sur leurs tristes conséquences, car nous en dirions trop ou pas assez. Le Père Duchêne veut, avant tout, sauver la République, et il espère contribuer à son salut. »

Enfin, pour terminer, il nous resterait à crayonner le portrait du *Père Duchêne*; mais, de peur d'être traité de dessinateur *réactionnaire*, nous laisserons à la *Mère Duchêne*, autre journal *ejusdem farinae*, le soin de tracer la silhouette de son respectable époux :

« La mère Duchêne, la veuve du conventionnel Hébert, ne se souillera jamais jusqu'à faire alliance avec un homme taré, qui n'a aucune conscience morale; la veuve d'un vieux républicain ne souffrira pas qu'on ose insulter à sa dignité, jusqu'à la faire descendre au niveau de la fange.

« Eh bien! sachez une fois pour toutes, que deux misérables exploités, que l'on dit aujourd'hui vendus à la police et à l'aristocratie, cette éternelle ennemie du peuple, représentent le vieux Père Duchêne, le grondeur d'autrefois. L'un est un sieur..., (1), ancien ci, ancien ça, mais que je sais avoir passé en Cour d'assises pour *banqueroute frauduleuse*, puis en Police correctionnelle pour une autre *disgrâce*. Son collaborateur, associé ou complice, est un sieur....., espèce d'avocat sans causes, qui a pour ressources pécuniaires une femme de 60 ans, à laquelle il se prostitue... »

Si non e vero, bene trovato.

Nous vous ferons grâce du reste.

Le *Père Duchêne* a publié, en tout, trente-cinq numéros, du 10 avril au 24 août; il a été suspendu deux fois, par décret du gouvernement. L'un de ses deux rédacteurs, nous l'avons déjà dit, est *transporté*, l'autre a été, assure-t-on, tué sur la barricade de la barrière Poissonnière.

Le *Père Duchêne* a obtenu de grands succès... dans la rue, il le doit sans doute à son titre, à son style et aux poumons d'acier de ses vendeurs (2).

(1) Nous ne prononcerons pas les noms propres.

(2) Voici une contrefaçon du *Père Duchêne*; au moment où

JOURNAL
des Sans-Culottes
PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

(3) *Le factum* de M. Constant Hilbey ouvre le feu par la bordée suivante :

AVIS AUX SANS-CULOTTES.

« Si j'avais publié un journal il y a trois mois, je ne l'aurais pas intitulé Journal des Sans-Culottes, parce qu'alors les sans-culottes étaient souverains, du moins, ils le croyaient..... et je

ce journal fut suspendu, des spéculateurs firent paraître :

CONFIANCE.

LE PERDU CHÊNE
DE LA RÉVOLUTION.

INTELLIGENCE.

—
SÉCURITÉ.

—
AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE.

—
PATRIE.

Les rédacteurs du *Perdu Chêne* justifient ainsi leur titre :

« Notre titre, assez extraordinaire au premier aspect, se rattache cependant à une anecdote d'une simplicité touchante. Vers le milieu de 93, un avocat, déjà célèbre, et qui avait eu le malheur de se laisser entraîner par les exagérations politiques de cette horrible époque, s'égara vers le soir, en poursuivant un chevreuil dans la forêt de Fontainebleau. Il fut rencontré par des voleurs qui, après l'avoir dépouillé, cherchèrent à le mettre à mort. Il parvint toutefois à s'échapper de leurs mains, et PERDU d'effroi, il se réfugia dans le tronc d'un CHÊNE énorme, où il rencontra un pauvre prêtre dont il avait, le matin même, signé l'arrêt de proscription, et qui se vengea en le défendant, au péril de sa vie, contre ses agresseurs. Cette leçon de clémence ne fut pas inutile. L'ex-terroriste rendu à lui-même, jura de consacrer le reste de ses jours au triomphe de la fraternité évangélique. Il a consenti à nous venir en aide dans la tâche de conciliation que nous voulons accomplir, et comme notre aîné dans la Presse, nous avons accueilli le titre qu'il nous a proposé, le *Perdu Chêne de la République*, avec d'autant plus de déférence et de gratitude qu'il nous fournira l'occasion de combattre des doctrines que notre anonyme a essayé de rendre populaires et qui ne seront jamais les nôtres. »

Le Perdu Chêne n'a pas vécu longtemps.

n'ai jamais su flatter les souverains, même les souverains sans culottes. Aujourd'hui que vous n'êtes plus souverains, du tout, et que vous êtes toujours sans culottes, et même sans souliers, attendu que vous avez usé ce qui vous en reste à faire des barricades et à monter la garde pour protéger les propriétés des bourgeois (c'est là le fruit le plus clair que vous avez retiré de la révolution) : je puis prendre le nom des sans-culottes, c'est celui des infortunés. Nom jeté comme un outrage à la face des déshérités, par les heureux du monde, et relevé, comme une gloire, par la révolution française, pour en accabler les tyrans ; nom sanctifié par nos pères, sois l'expression de mon amour pour les opprimés, et de mon mépris pour les oppresseurs. Bien loin de redouter la haine de ces derniers, je la souhaite comme un bonheur, et dût-elle m'arracher la vie, je ne tiens pas à vivre dans un monde où triomphent les scélérats. Le degré de haine qu'ils me porteront marquera le degré du bien que j'aurai fait sur la terre ; plus ils me persécuteront, plus je serai loin d'eux. Jamais un intervalle assez immense ne me séparera des méchants ! Qu'ils vous appellent *anarchistes, brigands, communistes, canailles, factieux*, jusqu'à mon dernier souffle, je serai pour vous, contre vos oppresseurs, déshérités du monde ! » (28 mai.)

Vient ensuite :

« *Motifs de mon silence depuis le 25 février.*

« Le 25 février, je fis imprimer l'affiche suivante :

« **CONSTANT HILLET AU PEUPLE FRANÇAIS :**

« Je sors de Sainte-Pélagie, où j'étais incarcéré pour avoir démasqué l'infâme traître de Lamartine, que je trouve à la tête de votre nouveau gouvernement, lui, qui, l'autre hiver (dans son discours sur les subsistances), excitait le gouvernement à réprimer le peuple qui avait faim. Les traîtres seront éternellement traîtres. Si vous remettez votre sort dans de pareilles mains, vous êtes perdus ; une révolution sera inévitable, et le sang de nos frères aura coulé inutilement. Déjà la garde nationale et les écoles prennent la direction du mouvement que le peuple seul a opéré, la bourgeoisie veut nous escamoter, encore, cette révolution. Au nom du ciel, restez debout, méfiez-vous de la garde nationale. L'aristocratie des riches, disait Marat, est pire que l'aristocratie des nobles. Aurez-vous versé votre sang pour ces hommes qui se sont engraisés de vos sueurs, et qui n'ont d'autre mérite que leurs écus ?

« Vive l'égalité ! vive la République ! mais à bas les faux républicains ! Français ! point de petites réformes ! vous avez, entre vos mains, votre bonheur et celui des générations à venir,

il faut jeter par terre l'édifice entier de vos lois, elles ont été faites par des scélérats, et ne protègent que des scélérats.

« Etablissez des clubs, exigez une Convention nationale ; et que la salle soit assez vaste pour contenir, au moins, 4,000 spectateurs, afin que vous puissiez avoir toujours les yeux sur vos représentants ; ce point est le plus important, et celui par conséquent qu'on tâchera de ne vous point accorder.

« Point d'amnistie ! la punition de tous les traîtres ! »

M. Constant Hilbey raconte, après cette déclaration, que l'afficheur et l'auteur de sa proclamation au peuple français, faillirent être massacrés, que l'affiche fut arrachée et brûlée.

« Le désespoir que j'éprouvai, ajoute-t-il, de ne pouvoir ouvrir les yeux au peuple, qui semblait conspirer avec ses ennemis contre lui-même, fût tel, que je tombai malade... Le 17 mars, le jour de la manifestation, je voulus voir l'attitude du peuple à l'Hôtel-de-Ville, non, ce que je vis n'était pas un peuple, c'était une multitude de fous... Je demeurai anéanti, devant cette immense stupidité de tout un peuple en délire ! Indépendamment de tout cela, je me trouvais sans argent, et, par conséquent, dans l'impossibilité de rien faire imprimer. Enfin, je puis élever la voix, peut-être voudrez-vous m'entendre, aujourd'hui que vous reconnaissez que vous êtes dupes, et que votre folie commence à se passer. »

Hélas ! trois fois hélas ! la France n'a pas prêté une oreille complaisante à M. Constant Hilbey, qui n'a publié que deux numéros du *Journal des Sans-Culottes*.

Un confrère, la *Carmagnole*, l'appréciait ainsi :

« Un nommé Constant Hilbey, qui se dit ouvrier, et ne travaille qu'à être méchant avec tout le monde, a publié le premier numéro du *Journal des Sans-Culottes*. »

« Cette feuille anti-révolutionnaire, prêche la réhabilitation de Marat, et voue Charlotte Corday à l'exécration des races futures.

« Tout cela dans un langage indigne d'un écrivain. »

« On nous assure que la police est intervenue, et que la publication du journal sera suspendue. »

LA CONSPIRATION DES POUDRES.

Journal fulminant.

Paraissant le Jeudi et le Dimanche de chaque Semaine.

Peuple ! tu as beaucoup d'ennemis, sache au moins reconnaître ceux qui combattent pour ta cause.

Lors cognoistrez que la drogue contenue est bien d'autres valeurs que le promestoyt la boyte, c'est-à-dire que les matières ici traitées ne sont tant folastres, comme le titre au-dessus prétendoyst. RABELAIS.

(4) Nous avons fouillé au fond de la *boyte*, comme nous le conseillait l'épigraphe, mais nous n'avons pu y trouver, au milieu de bien des choses insignifiantes, que cette insignifiante flagernerie, à l'adresse de M. Louis Blanc :

« POUDRE ACCUSATRICE.

« Pauvre Louis Blanc ! on t'accuse, on te poursuit. Qu'as-tu donc fait ? De beaux discours au peuple, de généreux systèmes pour lui, de magnifiques ouvrages, du bien à tous ceux qui avaient besoin de toi.

« Que voulais-tu ? la liberté, l'égalité, la fraternité ; en un mot, le bonheur du monde.

« Ton crime, en effet, est bien grand !!!

« Galilée ne fut-il pas condamné pour avoir dit que la terre tourne. » (4 juin.)

La Conspiration des Poudres n'a fulminé qu'un seul numéro.

Prix : 5 centimes.

2 FOIS PAR SEMAINE.

LE

2 FOIS PAR SEMAINE.

La Vérité. **BONNET ROUGE** Le Droit.
DRAPEAU DES SANS-CULOTTES.

Tout citoyen qui n'est ni royaliste, ni aristocrate, ni mauvais riche, ni égoïste, ni modéré, mérite d'être salué du titre honorable de sans-culottes.

(*PRUD'HOMME, Révolution de Paris.*)

(5) Voici comment débute le *Bonnet rouge* :

« **AUX SANS-CULOTTES.**

« Braves sans-culottes,

« Je suis un d'entre vous, et je viens m'essayer à la défense de nos droits. Ce n'est pas une molle plume d'oie que je voue au service de notre cause, j'ai pris la mienne à l'aile du vieux coq de 93. Que les aristocrates ne s'étonnent donc pas de la sentir grincer un peu durement sur leur peau, mais qu'ils se rassurent aussi, quoique je porte le bonnet rouge qui les effraye si fort, c'est à peine si je les égratignerai quelquefois, et jamais je ne demanderai à tremper ma plume dans leur sang, d'abord parce que je tiens à ne la point souiller, ensuite parce que le goût des exécutions sanglantes ne vient qu'aux oppresseurs, et nous autres nous sommes toujours des opprimés.

« Sans-culottes ! savez-vous ce que signifie ce nom-là ? il exprime le patriotisme et le courage, dans la misère et avec la faim, le civisme sous les haillons. Ce nom fut d'abord une injure que les aristocrates de 91 jetèrent dédaigneusement par dessus l'épaule à nos pères déguenillés. Mais ceux-là mêmes qu'on voulait insulter, surent bientôt élever le mot qui devait servir à l'insulte, et s'en faire un titre glorieux. Ils avaient déjà pris la Bastille, et s'étaient déclarés les champions de la liberté naissante. Ils étaient partout où la divinité nouvelle avait besoin de défenseurs ou avait trouvé des interprètes ; aux portes de la Constituante, où déjà elle avait la parole par l'organe de Robespierre et de Pétion ; dans les clubs où Brissot et Danton prêchaient son culte à des adorateurs enthousiasmés et charmés ; autour de la maison et des presses de Marat ou de Camille Desmoulins, qui rendaient, en son nom, de sinistres oracles contre le despotisme et l'aristocratie ! Enfin, les sans-culottes prirent,

un jour, les Tuileries comme ils avaient pris la Bastille, et eurent ainsi l'honneur de porter le coup décisif au vieux monde des nobles et des rois, car, ce jour-là, ils s'assirent sur le trône vermoulu des Capets, et ce fut comme l'installation grotesque et solennelle de la souveraineté populaire, dans la France désormais républicaine. Alors, le nom de sans-culottes ne fut plus une injure, mais un éloge, et, souvent même, une flatterie.

« Il désigna les hommes en qui se trouvaient l'incorruptibilité, le civisme et le courage alliés à la patience et au dévouement, dans la pauvreté. Le *sans-culottisme* fut une vertu qui résuma toutes les vertus révolutionnaires de ce temps, et la *sans-culotterie* devint une espèce de noblesse, sans parchemins, obligeant à l'amour de la patrie et à la haine des rois. Mais, bientôt, toutes ces énergiques appellations furent oubliées et proscrites, quand, la tyrannie revenue, les vertus qu'elles exprimaient furent traitées comme des crimes.

« Quant au bonnet rouge, il a toujours été l'emblème de la liberté, le signe de la victoire du peuple contre ses tyrans. Les Grecs, les Romains et les Gaulois, nos ancêtres, l'avaient adopté pour se distinguer des peuples barbares, de telle sorte qu'il est aussi l'emblème de la civilisation. Liberté ! civilisation ! c'est-à-dire triomphe du droit contre la force. Il n'est point de plus noble drapeau pour tous ceux qui ont à s'affranchir du despotisme d'un maître ou de l'esclavage de la faim. Laissons donc, à leurs ridicules alarmes ou à leur perfidie, ceux qui trouvent, je ne sais pourquoi, dans le bonnet rouge, un souvenir de la guillotine ; il est l'étendard consacré de l'émancipation des peuples, et c'est à nous, Français, de le tenir haut ; il reçut, autrefois, le serment que faisaient nos pères, de *vivre libres ou mourir*.

« Sans-culottes ! voilà votre généalogie et vos titres facilement retrouvés dans l'histoire, où ils sont gravés en caractères profonds ; ne les reniez point, ne rougissez jamais, ni de vos pères ni de vous-mêmes ; et si, les aristocrates d'aujourd'hui vous disent encore votre nom révolutionnaire, avec l'intention d'une injure, répondez aux faquins, qu'il vaut mieux avoir un noble cœur sous une blouse en lambeaux, que des habits tout neufs et bien entiers, et rien au-dessous..... ou pas grand'chose ! » (11 juin.)

Vive la République !

Ainsi soit-il.

Cette citation nous dispense de vous faire faire plus ample connaissance avec le *Bonnet rouge*. Il a eu quatre numéros.

L'AIMABLE FAUBOURIEN

JOURNAL DE LA CANAILLE.

PARAISSANT LE JEUDI ET LE DIMANCHE.

... La grande populace et la sainte canaille
Se rualent à l'immortalité.

Aug. SARNIER.

... Ce peuple qui, sur l'or, jonché devant ses pas,
Vainqueur, marchait pieds nus et ne se baissait pas.
Hégésippe MOREAU.

(6) Le sous-titre de ce journal lui a fait débiter sa *marchandise*. Ses vendeurs s'en allaient par les faubourgs et criaient à tue-tête : *Voilà le Journal de la Canaille, fait par la canaille, vendu par la canaille, quelques-uns ajoutaient même : acheté par la canaille.*

L'Atmable Faubourien a publié huit numéros ; il a été suspendu après les événements de juin et n'a plus reparu. Laissons-lui justifier son titre, à sa manière :

Notre titre.

« Avant et après février, hier comme aujourd'hui, deux faits caractérisent la politique qui gouverne la France.

« Au-dedans, on cherche, suivant l'expression textuelle de Louis-Philippe, une ressource pour maintenir dans le devoir et la soumission, la très turbulente population de Paris et ses AIMABLES FAUBOURGS.

« Au-dehors, abandon de la Pologne et de l'Italie, absolument comme Louis-Philippe le promettait dans ses lettres écrites à l'Angleterre et à Nicolas.

« En un mot, la France désarmée de ses idées et abdiquant son rôle de libératrice... On sait, sans doute, de quoi se composent cette très turbulente population et les aimables faubourgs. Ce qu'on appelle ainsi, c'est la France démocratique de 92 et de 1848, les penseurs et les soldats, les volontaires de la Révolution.

« Aujourd'hui, on n'espère plus faire cuire la Révolution dans

son jas et donner des ordres impitoyables, comme au beau temps de Saint-Merry et de Transnonain, mais on se flatte de *diviser pour régner*. C'est le mot de Tibère et du petit Thiers, remis à la mode par les tyrans du jour. On exilera les héros de Février dans les départements; on les parquera, on les abrutira dans un travail ingrat, selon les désirs du philanthrope Dupin. Les plus récalcitrants iront étudier la géographie aux îles Marquises...

« La *canaille*... Ne voyez-vous pas que ce n'est pas précisément cette lie de la société corrompue par la misère et l'ignorance, cette masse qui cherche à se soustraire aux atroces douleurs de notre enfer civilisé par des orgies de cabaret... Non ! la *canaille*, c'est tout ce qui a une pensée trop profonde et un cœur trop sympathique, tous ces *Candide* qui trouvent que tout n'est pas pour le mieux, dans notre République... Cette *canaille-là*, on ne lui pardonne pas, on ne se donne pas la peine de la juger; on l'exile, on la tue !

« Supposez, en attendant, que quelques-uns de ces parias s'avisent de vous exposer, deux fois par semaine, leur franche opinion sur les affaires de la patrie, de jouer cartes sur table... Lisez, en tête de cette feuille, la définition qu'Hégésippe Moreau et Barbier nous donnent de la sublime canaille, et vous aurez une idée claire et nette de notre but.

« Et maintenant, en avant ! (1^{er} juin.) »

Les tendances politiques de l'*Aimable Faubourien* sont indiquées dans l'article suivant :

« AU PEUPLE.

« Je comprends les grondements de ta colère et les cris rauques de ta puissante douleur, ô peuple ! Les rhéteurs et les Bourgeois ne les comprennent pas, et ils te calomnient ! Ils ne savent pas, ils feignent d'ignorer ce que ton cœur ulcéré a amassé de fiel et d'amertume, pendant ton demi siècle de servage et de misère ! Ils ne veulent pas te croire honnête, ô peuple, après t'avoir vu terrible et fort ! Ils connaissent ton énergie, et ils doutent de ton intelligence ! Ces moucheron stupides harcèlent tes flancs amaigris, mais nerveux, ô vieux lion, si longtemps muselé, si longtemps enchaîné ! Ils croient t'apaiser en te jetant quelques lambeaux de phrases tricolores, ou plutôt multicolores, vaillant champion qui t'es trouvé debout, à l'heure où ils étaient couchés et cachés, ceux qui voudraient t'humilier et te museler de nouveau.

« Que leur as-tu donc fait à ces eunuques du Palais-Bourbon, pour qu'ils te châtent ainsi ? Est-ce pour te mettre à leur niveau, qu'ils cherchent à te rapetisser, à t'étriquer, de

cette ignoble et honteuse façon ? Est-ce pour n'entendre plus ta voix grave et forte, qu'ils essayent de te bâillonner ?

« O peuple des *aimables faubourgs* ! toi qui sais combien de généreux cœurs battent dans les robustes poitrines de tes enfants, combien de nobles intelligences rayonnent sous les fronts brunis de tes enfants, sais-tu où l'on te mène, le sais-tu ?... Sais-tu dans quel traquenard on veut te faire tomber ? quels projets s'ourdissent, dans l'ombre, contre tes libertés, ô peuple héroïque des barricades ? Non ! tu ne le sais pas ! Toi qui souffres, tu espères, comme tous ceux qui souffrent ! Tu comptes sur des jours meilleurs, et, calme comme la force, ferme comme le droit, tu attends l'avenir réparateur de tant de jours mauvais, rêvé par tes poètes et annoncé par tes prophètes ! Tu attends ! et tu délaisses ton fusil pour les instruments de travail ! Ton fusil ! oh ! cache-le, car, aujourd'hui que la loi des suspects est décrétée, on te prendrait pour un conspirateur ! Cache-le, mais pourtant ne le quitte pas de l'œil, et qu'au premier signal, il se retrouve dans tes viriles mains !

« Car, tes 900 représentants, ô peuple, te préparent une surprise à laquelle tu ne t'attends pas ! La Chambre est grosse de projets de réformes, et elle accouchera d'une mystification ! Oui, le mot est écrit ; je ne le rayerai pas. La Révolution de Février, comme sa sœur, la Révolution de Juillet, est une révolution escamotée ! »

Un grand philosophe a dit que ceux qui flattaient le peuple étaient ses ennemis ; si cette maxime est vraie, et tout nous le prouve, *l'Aimable Faubourien*, qui, dans les quelques lignes précédentes, appelle le peuple terrible,

fort,
énergique,
intelligent,
nerveux,
vaillant,
généreux,
noble,
héroïque,
calme,
ferme,

est, à coup sûr, un des plus grands ennemis du peuple.

2 fois **L'ACCUSATEUR PUBLIC** Mercredi
par semaine. PAR ALPHONSE ESQUIROS. Dimanche.

(7) M. Alphonse Esquiros, ou, pour parler plus convenablement, le citoyen Alphonse Esquiros, était connu, avant le 24 février, par la publication de l'*Histoire* (apologétique) *des Montagnards* et d'un autre livre intitulé : *l'Évangile du Peuple*. Le premier de ces deux ouvrages s'est médiocrement, bien médiocrement vendu, quoiqu'il ait été écrit, ainsi que son titre l'indique, *pour le besoin de la cause*. Le second, grâce aux poursuites du parquet de la monarchie, a eu un plus grand retentissement, et a valu, à son auteur, une condamnation en Cour d'assises. Après Février, le citoyen Esquiros annonça pompeusement l'apparition d'un nouveau journal, *l'Ami du Peuple*, mais Raspail avait déjà pris ce titre. Il fallut changer l'étiquette ; *l'Ami du Peuple* devint **LE PEUPLE**, tout court. *Le Peuple* eut un numéro, deux numéros au plus. Son rédacteur en chef le remplaça par *l'Accusateur public*, et fit de ce dernier journal le *Moniteur officiel du club du Peuple*, dont il avait la présidence.

L'Accusateur public ne tarda pas à expirer dans les bras du même M. Esquiros, après avoir publié quatre numéros, du 11 au 25 juin. — Voici son article de début :

« Nous ne dirons qu'un mot de notre titre. — *L'Accusateur public* citera à sa barre tous les abus de la société, — les hommes et les choses. Il ne demande pas des têtes, comme les Frank-Carré de la réaction ; il veut, au contraire, détruire le vieil édifice rouge de la vieille Thémis. Ses armes sont la discussion et la logique ; son drapeau est la République sociale ; son but est l'anéantissement du privilège et la rédemption du travailleur. »

Ces prémisses posées, l'Accusateur public se met à la besogne :

« LES EXALTÉS ET LES MODÉRÉS.

« Voici trop longtemps, à notre avis, que les *modérés* reprochent aux républicains exaltés de perdre la République. A notre tour de répondre, à notre tour de vous accuser, ô démocrates de la veille, qui vous êtes faits les réacteurs du lendemain.

« Vous avez voulu établir une République de transaction et d'opportunité, vous n'avez réussi qu'à reconstruire le gouvernement de Louis-Philippe, avec plus de médiocrité dans les hommes et moins de stabilité dans les affaires. Si nous avions été au pouvoir, nous aurions fait tout le contraire de ce que vous avez fait. Vous avez appauvri les riches et vous n'avez pas enrichi les pauvres. L'ouvrier est pour vous un obstacle, un embarras, un empêchement, comme il l'était pour la monarchie. Après l'avoir embrigadé dans les ateliers nationaux, vous ne songez plus qu'à l'écarter de nos grandes villes ; vous avez hâte de vous défaire du producteur. Telle est votre faiblesse, que vous n'avez rien décidé, ni la question du capital, ni celle du travail. Voilà pourtant le sphynx, voilà l'énigme. Cette énigme sociale, il faut la résoudre ou être dévoré. Prenez garde à vous, M. Pagnerre !

« Après avoir fait, sous la monarchie, une politique guerroyante dans les colonnes du *National*, afin de rallier à vous les traînards de l'empire, les mécontents de l'armée, les fétichistes du sabre, vous abandonnez lâchement la Pologne, l'Italie et tous les peuples qui s'agitent sous la main des tyrannies européennes. Vous n'avez pas compris que la Révolution de Février était, avant tout, une expansion de l'esprit humain et du sentiment de la fraternité universelle. Sans sympathie pour les classes ouvrières, sans entrailles pour les races sœurs de la France, vous avez regardé, avec un horrible sang-froid, l'égorgeement des peuples par les rois coalisés. Ces gens-là sont maîtres chez eux. C'était la politique de Guizot ; c'est maintenant la vôtre.

« Vous déclamez chaque jour contre les anarchistes, eh bien ! moi, je vous dis que votre gouvernement est la pire de toutes les anarchies. Je vous défie de me dire où est le pouvoir, dans ce simulacre de société que vous avez fait, et où vous êtes logés assez convenablement, vous et vos amis. Partout où tombent mes regards, je ne vois que privation d'autorité, absence d'initiative. La force morale, la force matérielle, tirillées en tout sens, vont où la passion du moment les envoie. Ne trouvant où

vous appuyer, vous avez d'abord flatté les intérêts de la classe moyenne, puis, ne sachant comment les satisfaire, vous les avez alarmés contre les émeutiers et les factieux. Les bourgeois ont pris du courage dans la crainte d'un danger absent; les voilà sous les armes pour un bruit qui court, pour un nuage qui vole. Effrayés, ils effraient. L'épouvante gagne peu à peu toutes les âmes. Nous voyons ainsi se développer, dans le pays, la maladie de la peur. Elle vous perdra.

« Vous avez ourdi, depuis trois mois, contre la République, la conspiration de l'insuffisance et de la frayeur. Aucun moyen pour cela ne vous a manqué. Vous avez réussi à faire une République tellement absurde, tellement contre nature, que les cœurs, soulevés de dégoût contre la monarchie, le 24 février, se retournent maintenant en arrière. Grâce à vous, à vos actes empreints d'irrésolution et de mollesse, l'idée d'une royauté nouvelle est devenue possible. Comme tous les gouvernements faibles, vous recourez, le lendemain de votre existence politique, à l'intimidation et à la violence. Après avoir déclamé, sous le dernier régime, contre les prisons d'Etat, les arrestations préventives, les procès de tendance, la complicité morale, vous renouvelez toutes ces turpitudes de la justice; vous peuplez ces mêmes prisons de vos anciens amis les républicains, qui ont le tort énorme, à vos yeux, de trouver votre politique détestable, votre marche aveugle et rétrograde. Vous ne supportez pas même la contradiction, vous qui n'avez fait que contredire pendant dix années. Vous n'avez favorisé ni les arts libéraux, ni les arts utiles. A vous la faute, si le titre de républicain de la veille est devenu le synonyme d'impuissant. Je vous ai vus à l'œuvre; je connais votre impéritie, votre ignorance des faits et des idées, votre infatuation personnelle. Vous êtes la vieille quenotte du vieux libéralisme; vous avez opposé, à la monarchie, une négation, rien de plus. Vous n'avez pas deux idées en économie politique, ni en administration. Vous n'avez étudié aucune de nos questions sociales. Vous n'êtes ni des philosophes, ni des moralistes, ni des hommes d'Etat. Vous vous êtes mis continuellement à la remorque de toutes les vieilles utopies, de tous les systèmes usés. Entre le vrai et le faux, vous vous êtes toujours décidés pour l'erreur d'hier contre la vérité de demain. Vous vous êtes jetés, tête baissée, dans tous les culs-de-sac du régime constitutionnel. La science politique est fille de la méditation et de l'étude; où sont vos travaux? Publicistes de sacristie ou d'estaminet, en vérité vous me feriez rire, si vous ne me faisiez pitié.

« Vous vous disiez des puritains, et vous avez dévoré, en trois mois, le budget d'une année. Vous avez gorgé vos amis. Nous avons eu, sous le gouvernement de la République de-03,

le gouvernement des principes; sous l'Empire, le gouvernement de la gloire; sous la Restauration, le gouvernement des souvenirs; sous la monarchie de Louis-Philippe, le gouvernement des intérêts bourgeois. Je crains que nous n'ayons, sous votre règne, le gouvernement de la banqueroute. Ce mot vous effraie; je le sais. Vous promettez de tenir les engagements de l'Etat. Erreur. Vous vous trompez, ou vous trompez les autres. Cette banqueroute, vous la ferez en détail, vous la ferez plusieurs fois. Vous la ferez aux riches, vous la ferez aux pauvres. Je vous défie de sortir honorablement de la situation où vous vous êtes fourvoyés.

« Cette faillite, par où l'avez-vous commencée ? par la classe ouvrière. Vous lui avez pris ses économies. Elle vous avait donné de l'argent, et vous allez lui remettre du papier. Et quel papier ! grand Dieu ! des coupons de rentes sur l'Etat qui tombent chaque jour avec la confiance publique. On sait à quoi s'en tenir, malgré vos efforts pour masquer l'absence du crédit. La Caisse d'épargne était peut-être la seule institution démocratique des temps modernes ; vous la ruinez. Le travailleur vous avait confié le dépôt sacré de son admirable prévoyance, ce dépôt, vous le trahissez. L'Etat, débiteur infidèle, renvoie son créancier les mains vides. On se demande alors où est l'argent. L'argent ! mon Dieu, regardez dans les mains des fonctionnaires publics !

« Cela vous apprendra, citoyens, à faire une révolution de journalistes. La République, pour *le National*, c'est Marrast à l'Hôtel-de-Ville ; la République, pour *la Réforme*, c'est Flocon au ministère de l'agriculture et du commerce. De quoi maintenant vous plaignez-vous ? La France descendue dans la fosse aux serpents, la démocratie livrée aux bêtes, l'avènement de la République grande et humanitaire indéfiniment reculé, voilà de quoi transpercer nos cœurs d'un glaive mortel. Toutefois, reprenons confiance, s'il est des moments de défaillance morale où l'on sent, pour ainsi dire, tout mourir en soi et dans l'univers, il y a dans la force même du principe une main qui abaisse et une main qui relève. L'idéal de notre République est obscurci, les nuages de l'intrigue et de la réaction passent maintenant devant sa lumière ; mais ce qui passe ne nous effraie guère : Dieu est toujours là. » (14 juin.)

Citons encore l'article suivant où les hommes du *National* sont rudement traduits à la barre révolutionnaire :

« NI LIBERTÉ, NI ORDRE.

« Il faut en vérité de l'audace à nos bateleurs politiques pour

oser mettre en tête de leurs ordonnances et de leurs placards, le titre de République française. Non, il n'y a pas de République quand la liberté individuelle n'existe pas, quand le domicile est violé chaque jour par l'impudence des agents de la police, quand la fraternité est écrite sur le bâton de l'assommoir ou à la bouche du canon. Apostats du *National*, qu'auriez-vous dit si le 20 février la police eût fait une descente dans vos bureaux, sous prétexte du banquet électoral ? Et cependant ce fameux banquet contenait une révolution, tandis que celui des travailleurs ne contenait qu'un toast à l'avenir des peuples.

. Les cachots de la Conciergerie, le donjon de Vincennes, accusent votre inhumanité stupide. Les tortures inutiles que vous faites endurer à Raspail, à Blanqui, à Sobrier, à Barbès, en les séquestrant, en les privant d'air et de mouvement, montrent bien que vous poursuivez en eux des haines et des vengeances particulières.

« Vous n'avez rien découvert en fait de gouvernement ; je me trompe, vous avez inventé la peur..... Votre Clément Thomas fait écraser tous les soirs, par manière d'exercice, ce même peuple que vous déclariez souverain, le soir du 24 février. O terroristes terrifiés ! vous n'avez ni cœur ni mémoire !..... Vous n'êtes capables de rien établir, ni l'ordre, ni la liberté. Par vos lâches concessions à l'esprit modéré, par votre impuissance d'agir, vous rendez possible tous les candidats à la couronne..... Il faut que tout cela change ; ce mot est dans toutes les bouches et dans tous les cœurs..... »

Enfin, voici le bouquet :

« LES INSULTES AUX DÉMOCRATES.

.
« Nos adversaires tiennent entre leurs mains cette espèce de considération factice que l'on achète par de l'argent ; qui le nie ? Mais cette considération là, établie uniquement sur l'ignorance ou la bassesse de ceux qui les entourent, ne saurait nous éblouir. On connaît l'immoralité de la plupart de ces fortunés qui calomnient nos misères. Sur dix fonctionnaires de l'Etat, il y en a au moins neuf qui doivent leur bien-être personnel à des concessions, à des fraudes qu'on tolère. J'ai vu de près les chefs des établissements et des services publics, je les ai vus à l'œuvre ; hé bien, je déclare que la forêt de Bondy a été transportée dans nos institutions administratives.....

« A lui (au peuple) de balayer les abus de la propriété mal acquise, à lui de passer au creuset de la conscience publique

ces fortunes où l'or se mêle à l'alliage. Il ne faut pas croire que la corruption, le vol, l'appropriation illicite habitent seulement les fonctions supérieures de la société, non, la classe bourgeoise est atteinte jusqu'à la racine par cette cupidité frauduleuse.

« Et voilà les misérables qui osent élever la voix dans les rues contre des citoyens dont la vie est pure, dont le désintéressement s'est étendu jusqu'au martyre !..... »

Nous vous faisons grâce des invocations du citoyen Esquirois à la *République rouge* qui s'appuiera sur la justice, la mansuétude et ne proscrira personne, nous laisserons l'*Accusateur public* glorifier le peuple d'avoir aboli *l'échafaud politique et le bourreau que la bourgeoisie avait toujours maintenus*, nous ne l'empêcherons pas d'accuser les *boutiquiers réactionnaires* du premier et deuxième arrondissements de vivre des dépenses folles et scandaleuses des lorettes, des produits du marchandage et de la débauche, mais nous regretterons que toutes ces sottises soient écrites en français.

Prix : 10 centimes.

LE BONHEUR PUBLIC ET GÉNÉRAL

OU

Les Confessions d'un Montagnard.

(8) Comprenne qui pourra l'unique numéro publié par ce journal : il appartient au genre ténébreux et universel ; il a un remède souverain pour toutes nos plaies politiques et sociales. Pour donner cependant une idée de ce réformateur, nous mettrons sous les yeux de nos lecteurs les épigraphes que *le Bonheur public et général* place fièrement sur son frontispice :

« On a quelquefois besoin d'un plus petit que soi. — Dans les petites boîtes, les bons enguents. — Les plus petites causes,

en apparence, produisent les plus grands effets. — La révolution de 1830 a été, en partie, suscitée par les chansons de Béranger. — Quelles sont les causes occultes de la révolution de 1848 ? elles ne sont pas encore bien connues, elles ne le seront peut-être pas véritablement, car chacun croit y avoir contribué, plus ou moins directement. — ROUGET DE L'ISLE A ÉTÉ GUILLOTINÉ AU SON DE LA MARSEILLAISE, sans que le peuple le connaît auteur de cette chanson. »

Ah ! citoyen rédacteur en chef du *Bonheur public et général*, je consens à ne pas vous chicaner sur vos premières épigraphes, à cause de votre proche parenté avec M. de La Palisse, mais la dernière est par trop forte, et ce pauvre M. Rouget de l'Isle que vous faites si cruellement guillotiner par la *Montagne*, est tout doucement mort dans son lit, après avoir reçu, en 1830, une pension du *tyran*.

On n'est donc jamais trahi que par les siens ! Vous, montagnard, vous calomniez la Montagne ! A l'école, citoyen, à l'école.

À	L'ORGANISATEUR	De
chacun		chacun
selon	DU TRAVAIL,	selon
ses facultés.	VASTE ASSOCIATION	ses œuvres.
commerciale - agricole - industrielle.		

(9) Pâle copie du système de M. Louis Blanc.

PROGRAMME.

- « Le gouvernement républicain, comme dernier mot de la République.
- « Transformation sociale, graduelle et pacifique.
- « Liberté illimitée du droit d'association.
- « Éducation commune et gratuite pour tous.
- « Respect à la propriété.
- « Liberté et sécurité pour chacun.
- « Fondation de colonies agricoles, commerciales et industrielles d'adultes des deux sexes.
- « Tout par le travail, l'intelligence, l'ordre, la justice, la raison. »

En somme, beaucoup de mots et peu d'idées.

Se vend cinq centimes.

LIBERTÉ, **LA SOUVERAINETÉ** LIBERTÉ,
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. **DU PEUPLE.** ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

(10) *La Souveraineté du Peuple* a publié un numéro... un seul ; il porte la date du 1^{er} avril. La Cour d'assises a arrêté la publication de ce curieux *factum* ; la Cour d'assises sans respect pour le patriotisme du rédacteur en chef de *la Souveraineté du Peuple*, a eu l'audace, — ô Cour d'assises, voilà bien de tes coups ! — d'envoyer *cet honnête citoyen* AU BAGNE, AU BAGNE, entendez-vous bien pour cinq mignonnes petites années.

Le citoyen Juin d'Allas, qui cachait son véritable nom et se faisait appeler Michelot, était le rédacteur en chef de *la Souveraineté du Peuple*. C'est un ancien prêtre défroqué, ancien instituteur, ancien entrepreneur d'industries *pittoresques*, qui a été condamné le 9 août 1848, par la Cour d'assises de la Seine, pour banqueroute frauduleuse et soustraction de livres.

Voici le *manifeste* du journal placé en tête du premier numéro :

« Nous sommes arrivés à une époque où la lumière doit descendre dans toutes les profondeurs sociales, éclairer les masses sur leurs droits et leurs devoirs, c'est le salut de la République. Il faut que le peuple connaisse les manœuvres clandestines des révolutionnaires, manœuvres qui tendent encore à nous imposer le joug d'une dynastie, à dépouiller les masses de leurs droits civiques et à les parquer hors la loi, comme un troupeau de *cerfs* (sic) ou d'ilotes, bons seulement à payer l'impôt, à cultiver la terre et à mourir, soit à la glèbe, soit sur un champ de bataille, pour le maintien du beau système de leurs oppresseurs.

« Pour qu'on puisse se rallier, en connaissance de cause, à la *souveraineté du peuple*, voici la profession de foi du rédacteur en chef, le citoyen Michelot (Jean-Juin), homme de let-

tres, ex-président de la société démocratique de Londres (1) et, depuis plusieurs années, un des plus ardents propagateurs des doctrines républicaines (voir la *Réforme*, surtout depuis quatre ans) » (2).

Vient, à la suite, une profession de foi brûlante du plus pur patriotisme.

Le citoyen Michelot était, en outre, président du *club de la Sorbonne*. Quel malheur que la justice l'ait arrêté dans son vol !

(11) Le rédacteur du *Père Duchêne* de la première révolution, un misérable, un cynique, un crapuleux vampire, dont le véritable nom est Hébert, avait été successivement contrôleur de billets à la porte du théâtre des *Variétés*, puis laquais, puis escroc, puis *fabricant de fourneaux*, puis enfin pamphlétaire (3).

Or, voici que le 12 mars 1848, un sieur Bordot, fait placarder sur tous les murs de Paris une affiche ainsi conçue :

LE PÈRE DUCHENE

ANCIEN FABRICANT DE FOURNEAUX.

Le Père Duchêne n'est pas mort... le voilà !

Le lendemain les affiches sont déchirées par des *réactionnaires*, par des *bourgeois*, assure Bordot.

(1) Nous ajoutons, à titre de renseignements : présentement détenu au bagne de Toulon sous le n° 6756.

(2) Cette note appartient à la *Souveraineté du Peuple*.

(3) Il devint plus tard encore membre de la commune insurrectionnelle du 10 août : accusé, en mars 1794, de complicité avec l'étranger et d'avoir voulu amener la famine dans Paris, de concert avec Ronsin, Vincent, Momoro, Cook, banquier hollandais, etc. Hébert fut condamné et exécuté. Il a publié, outre son journal, *les Vitres cassées, par le véritable Père Duchêne, député aux États généraux* (1789); *l'Ami des soldats et des lettres b..... patriotiques* (1791); *Vie privée de l'abbé Maury* (1790); *les Sermons prêchés dans l'Assemblée des enragés*; *la Nouvelle lanterne magique* (1792).

Mais ce n'est pas tout. Un membre du Gouvernement provisoire fait venir le même Bordot à l'Hôtel-de-Ville, et l'invite très poliment à retourner d'où il était venu et à ne pas continuer sa publication. On le prend par les sentiments, on lui dore la pilule, on l'exile sous prétexte qu'il est dangereux. Le citoyen Bordot, après avoir graissé ses souliers, s'en va visiter la province, il y voit des carlistes, des orléanistes, des bonapartistes, mais point de républicains. Il revient à Paris.

Laissons-le parler lui-même :

« Arrivé à la barrière d'Italie, j'ai demandé à un cabaretier du vin et du fromage et je me suis attablé à sa porte.

« J'ai entendu prononcer ou plutôt beugler mon nom : *Père Duchêne*. Involontairement, je me suis retourné en disant : Voilà.

« Un homme s'est approché de moi et m'a offert, pour un sou, un papier qu'il a appelé, l'animal, le journal du *Père Duchêne*. Tu mens ! me suis-je écrié !

« L'homme a voulu me battre, et, quoique peu patient de ma nature, je me suis acheté moi-même, pour un sou, et je me suis lu moi-même, pour un sou.

« Alors, je suis rentré dans Paris, en répétant exactement le même mot héroïque, que j'avais prononcé en le quittant.

« Mais, c'est trop fort !

« Je voudrais pouvoir jurer tous les jurons du monde !

« C'est donc ça, la République, eh bien ! elle est belle.

« On me déchire mes affiches !

« On me met à la porte, on m'exile !

« On me vole mon nom !

« Ah ! citoyen T... (1), tu peux être un très bon républicain, je le crois, bien que j'en ai peu rencontrés jusqu'à présent, mais je te le dis tout cru : tu es un voleur !

« Ah ! tu profites de mon absence forcée pour prendre mon nom !

« Mais, comment veux-tu que je m'appelle, alors !

« T.... ! mais ce n'est pas un nom, ça !

« Au lieu que le *Père Duchêne* ! sais-tu bien ce que ça veut dire, ce nom-là ? sais-tu bien à quoi ça oblige ?

(1) Le rédacteur du *Père Duchêne* dont nous avons parlé plus haut, à la page 9.

« Les aristocrates de mon jeune temps disaient : noblesse oblige.

« *Duchêne* oblige autrement.

« Le *Père Duchêne* ça veut dire l'ami, le défenseur du peuple, l'ennemi des aristocrates, des faux patriotes, des injustes, des humbles d'hier, orgueilleux d'aujourd'hui ; des corrompus d'hier, pourris d'aujourd'hui ; sais-tu ça, citoyen T.... ?

« Le journal du *Père Duchêne*, ça veut dire le journal du peuple, du peuple républicain qui souffre, qui a faim, qu'on flatte, qu'on exténue, qu'on bâillonne, qu'on trompe, qu'on insulte et qu'on tue, s'il n'est pas content.

« Le journal le *Père Duchêne* c'est le pilori de l'égoïsme, de l'arrogance, de l'inertie, de la sottise, de l'infamie, de la trahison.

« C'est le poteau des hommes du lendemain, qui ont mangé à tous les râteliers, et qui viennent manger à celui du peuple, après avoir mangé à celui des rois.

« C'est l'accusateur public qui appelle, à son tribunal inflexible, tous les citoyens, quels qu'ils soient, quand ils manquent à leurs promesses, à leurs devoirs, à leur serment ; qui les juge, qui les honnit, qui les flétrit, qui les marque de sa plume, qui vaut un fer rouge, car la trace est indélébile.

« Est-ce ainsi que tu as fait, citoyen Th.... Je n'en sais rien et ne veux pas le savoir. Je ne te connais pas, je ne veux pas te connaître, parce que je serais obligé d'aller te crier :

« Rends-moi mon nom, voleur ; et je ne veux pas te dire cela si tu as été de bonne foi.

« Mais ce nom je le reprends, il m'appartient.

« Il m'appartient par droit d'ancienneté, il m'appartient parce qu'il est le mien, voilà, voilà tout !

« Et je le crie bien haut, parce que j'y tiens !

« J'y tiens parce que, ce nom-là, je veux qu'il devienne cher à l'ouvrier, que je défendrai, que j'avertirai, que je consolerais, peut-être.

« J'y tiens, parce qu'il sera l'insomnie des hommes du pouvoir qui ont promis, au peuple, du travail, du pain et la République, et qui ne lui donnent ni pain, ni travail, ni la République.

« J'y tiens enfin parce que c'est un nom républicain et que je ne l'échangerais pas contre celui de Brutus.

« Entends-tu, citoyen T.... ?

« Si tu le peux, continue donc à usurper ce nom, moi je le porterai, la tête aussi haute que le cœur, le cœur aussi droit que l'épée.

« Voilà pourquoi j'écris et je signe : **LE PÈRE DUCHÊNE**, ancien fabricant de fourneaux.

Tel est l'article qui ouvre la série des publications du citoyen Bordot.

Mais le *Père Duchêne*, ancien fabricant de fourneaux, ne put parvenir à se faire rendre son nom. On ne l'écouta pas, on se moqua de lui : on fit plus encore, on l'affubla, malgré lui, d'une femme, et quelle femme ! LA MÈRE DUCHÈNE, dont nous vous parlerons tout à l'heure ; on l'affubla d'un petit-fils : LE PETIT-FILS DU PÈRE DUCHÈNE (1), qui renia son

(1) On a publié, pendant quelques jours, sous ce titre :

LE
PETIT FILS
DU
PÈRE DUCHÈNE,

un journal qui se donnait la mission de combattre à outrance les tendances du *Père Duchêne* ; il portait pour épitaphe : *Il pater non talis filius*. L'ingrat petit-fils trace, dans son premier numéro, un portrait peu flatté de son grand-père : « Un brutal, un harbare, un furieux, la rue était son domaine ; il aimait à se vautrer dans une fange sanglante... ; il avait la sagacité du chien, la faim du loup ; il était le limier qui menait toute la bande, en hurlant... »

Comme bien vous pensez, le *Père Duchêne*, ancien fabricant de fourneaux, qui revendique l'héritage du véritable Père Duchêne, ne pouvait pas laisser tant d'ingratitude impunie, aussi voyez comment il tance son petit-fils :

MON PETIT FILS.

« Ce n'était donc pas assez, en rentrant à Paris, de trouver un je ne sais qui affublé de mon nom, voilà donc qu'on me fait des compliments de condoléance, et sur la mauvaise santé de madame mon épouse, la *Mère Duchêne*, et sur la renaissance de mon petit-fils, un aimable enfant, qui ouvre, une première fois, la bouche pour me renier.

« Avec celui-là nous serons bien vite d'accord, il ne veut pas de moi, je ne veux pas de lui ; il me repousse, je le chasse.

« Oui, corbleu, je le chasse comme un imposteur, comme un Duchêne supposé, comme un enfant trouvé, et trouvé par qui, bon Dieu ! Je vais vous le dire.

« Il a été ramassé, je ne sais où, non pas par le critique, celui-là n'a rien de commun avec les enfants, le ciel ne lui en donne pas, tout marié qu'il est ;

grand-père. Le citoyen Bordot mourut sans doute de chagrin, car après avoir publié deux numéros, il disparut de la rue; ce ne fut pas toutefois sans dire leur fait aux représentants du peuple. Voici comment il les traite dans son deuxième numéro :

« AUX REPRÉSENTANTS.

« Le Père Duchêne vous le dit, pour que vous soyez bien avertis et que vous ne prétendiez pas qu'il vous donne un croc-en-jambe; il ira, tous les jours, à la Chambre s'embêter à vous entendre et s'écœurer à vous voir, afin de pouvoir, le lendemain ou le surlendemain, vous empoigner au collet et vous dire à chacun, l'un après l'autre, ce qu'il mérite.

« Et dur! vous verrez ça!

« Ah! comme il éreintera les beaux parleurs, les orateurs! tas de blagueurs qui jabotent et qui n'avancent rien, le Père Duchêne! et il les marquera en toutes lettres, savez-vous ça!

« Car le Père Duchêne a dit :

« Mon journal c'est le *Pilori*. »

Assez sur le Père Duchêne, passons au suivant, car la liste est longue (1).

« Ni par le compère du critique, celui-là n'a jamais rien su faire de sa main droite, ni de sa main gauche;

« Ni par tout autre gribouilleur de papier, à gants jaunes, dont on a cité les noms;

« Ni, pas même, par un des négociants au petit crochet, car cette corporation que j'aime doit présider aux funérailles de mon faux petit-fils et non à son entrée dans la vie.

« L'inventeur, le trouveur, le ramasseur, le faiseur, c'est le père du *Figaro*, de l'*Europe Littéraire*, de la *Semaine*, de l'*Epoque* et de bien d'autres serpents avec ou sans sonnettes.

« C'est le seigneur suzerain du *Château des Fleurs*, du *Jardin d'Hiver*, de la *Souffrerie de la Guadeloupe*.....

« C'est l'ancien directeur des Nouveautés, c'est l'ancien préfet, c'est.....

« Oui, c'est Bohain, s'il faut l'appeler par son nom.

« Qu'il le nie s'il l'ose, et alors je lui casse sa bonne jambe. »

Le Petit-Fils du Père Duchêne n'a pas vécu longtemps, il nous semblait vouloir conserver la République; il a eu quelques bons articles et quelques spirituelles saillies contre les culottes de pipes de l'estaminet *Sainte-Agnès*, devenus hommes d'Etat de la République française; Brutus-Boniface-Hector Duchêne, petit-fils, est mort faute d'abonnés.

(1) Nous n'en finirons donc jamais avec la famille Duchêne; le

Organisation
du
Travail.

Prix : 8 centimes.

Liberté, Égalité,
Fraternité.

— LE VOLCAN —

Juste Répartition
de
la Richesse.

PAR

LA CITOYENNE SANS-PEUR.

Guerre
au Despotisme,
quel que soit
son masque.

(12) Le 15 juin, la citoyenne SANS-PEUR, mais non pas sans reproches, a publié le premier numéro du VOLCAN.

Cette respectable matrone dit, entre autres *excellentes* choses, celle-ci :

« Le peuple souffre, la misère est à son comble, le commerce est nul ! Un abîme est ouvert sous nos pieds ! L'anarchie

citoyen Maziellé se dit aussi le véritable Père Duchêne, et publie un journal sous le titre suivant :

LA COLÈRE ET LE DÉSÉPOIR

Liberté.

D'UN

Vigilance.

—
Fermeté.

VIEUX RÉPUBLICAIN.

—
Raison.

J'allais, au premier abord, classer le Vieux Républicain parmi les hommes rouges, mais sa couleur est plus tendre, jugez-en vous-mêmes par cet extrait :

« On a dit : c'est le peuple qui a organisé et fait la guerre civile. On a menti. On t'a compromis, Peuple, je te défendrai.

« C'est en ton nom, il est vrai, c'est au nom des travailleurs et du socialisme, que des fauteurs de troubles ont élevé des barricades ; mais derrière ces barricades, il faut le dire, le peuple n'y était pas, ou il était en minorité.

« Tout vieux que je suis, je suis curieux, j'ai voulu voir, j'ai vu. J'ai vu des insurgés qui avaient écrit sur leurs drapeaux : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. J'ai cru que la faim les torturerait ou que la misère les tenaillait, et dans leurs mains, oh je déposais discrètement mon offrande, j'ai vu de l'or ! Ils mentaient donc sur leur drapeau ! Ce n'était pas là le peuple. — Plus loin j'ai vu sur une autre bannière : *Liberté, égalité, fraternité*, et des hommes qui d'une main recevaient l'or de quelque envoyé du démon, en armant de l'autre un fusil, s'embusquaient froidement derrière des pavés amoncelés pour envoyer plus sûrement la mort à leurs amis, à leurs frères... Fraternité ! Quelle dérision !... Non, ce n'était pas encore là le peuple, — j'ai continué mes recherches et j'ai vu sur un dra-

nous menace ! Qu'importe ! Dimanche, à Saint-Roch, jamais la musique n'a été plus délicieuse ! jamais les prêtres n'avaient été plus chargés d'or ! jamais l'église n'avait étalé plus d'ornements ! Le peuple marche pieds nus et en guenilles, la poitrine labourée par la faim ! qu'importe ! jamais les suisses foulant les dalles de leurs souliers vernis ne s'étaient plus fièrement carrés sous leurs pompeux habits, surmontés d'épaulettes en or, à graines d'épinards. Tudieu ! les colonels doivent être contents et fiers ! on leur permet de porter les mêmes insignes que les valets du curé de Saint-Roch, cet habile organisateur de la mise en scène ecclésiastique, et les chasseurs de Messieurs et Mesdames tels et tels... Disons, en passant, que sous le régime déchu, la police circulait dans cette église les jours de grandes fêtes ; maintenant, c'est bien mieux ! indépendamment des *Tyroliens* (1), on y voit un piquet armé de ces matelots (2) à l'eau douce, que l'on peut voir, à chaque instant du jour,

peau : *Vive la République démocratique et sociale ! Un homme était tombé en le défendant. Cet homme était un forçat !... Le peuple n'était donc pas encore là. — J'ai vu aussi cette autre promesse : Vaincus, l'incendie ; vainqueurs, le pillage ! et je me suis dit : à coup sûr, le peuple n'est pas là. J'ai vu un digne prelat, messager de paix, frappé d'une balle.... Un brave général prisonnier, lâchement assassiné... mutilé... J'ai vu tout cela, et je me suis dit : le peuple, le vrai peuple, peut jouer sa vie, mais il n'assassine pas... Le peuple n'est pas là. Non, mille fois non !... — J'ai vu, enfin, un malheureux vieillard aux mains duquel on avait mis un fusil en lui disant : Si tu veux du pain pour tes enfants, bats-toi ! Et près de lui un pauvre jeune homme à qui on avait dit : On en veut à la liberté, bats-toi si tu ne veux pas être esclave !... Et le vieillard, fidèle à un engagement d'honneur pris par amour pour ses enfants, et le jeune homme entraîné par l'erreur, étaient là déterminés à se battre ! Ceux-là étaient véritablement du peuple ! Ils me reconnurent et me serrèrent la main, en pleurant, comme pour protester de la bonne foi de leurs actes. Au même instant une balle les atteignit l'un et l'autre... Deux familles perdaient à la fois, l'une, son soutien, l'autre, son espérance ; la patrie perdait deux braves citoyens !*

« Est-ce donc ainsi, pensai-je en m'éloignant, qu'on opère une révolution sociale ? Oh ! non ! C'est ainsi qu'on détruit une société, qu'on rétrograde de plusieurs siècles et qu'on tombe dans la barbarie. Que vous dirai-je ? J'étais fou, mille tonnerres !... et je me suis pris à regretter d'avoir assez vécu pour voir ainsi compromettre la stabilité de notre République, qui pourrait être si belle, si grande, et, avant tout, féconde et civilisatrice. »

Un *Père Duchêne* RÉACTIONNAIRE, c'est vraiment à ne pas y croire.

(1) Les gardiens de Paris.

(2) La garde marine.

promener dans tout Paris leur air débraillé et éminemment chaloupeur ! Ça n'ira pas mal ! ça va !

« De plus fort en plus fort, comme chez Nicolet.

« Vive la République ! »

La citoyenne Sans-Peur lance, en passant, une ruade (elle appelle cela : *une lave*) aux représentants du peuple :

- « Amour sacré de la goinfreterie,
- « Un représentant vous honorera,
- « Dans l'intérêt de la patrie,
- « Petits pâtés et Malaga,
- « Chaque jour, il dévorera. »

La prose vaut les vers, les vers valent la prose ; nous en resterons là, si vous le voulez bien, avec la citoyenne SANS-PEUR, qui n'a *commis*, d'ailleurs, que deux numéros. *Parum, pro nihil reputatur.*

Prix : 5 centimes.

LE SPARTACUS

LIBÉRATEUR DU PEUPLE.

Justice, Travail, Indépendance.

Tyrans, disparaissez, votre règne est fini.

(13) DÉMOCRATIE, SOCIALISME, en deux mots, voilà la profession de foi du SPARTACUS.

Comme corollaire, le rédacteur du journal ajoute *qu'il faut que le peuple sauvegarde lui-même ses droits ; et, pour y parvenir plus sûrement, il doit exercer un contrôle de tous les instants sur les actes des citoyens chargés de le conduire à la régénération sociale.*

Prenez une bonne dose de Proudhon, joignez-y une livre de *socialisme montagnard*, épicez le tout, servez chaud, le résidu vous donnera un échantillon de la doctrine du SPARTACUS.

Spartacus a publié deux numéros.

LE SALUT SOCIAL

A bas
la Guillotine
politique!

MONITEUR DU COMMERCE VÉRIDIQUE

Plus
d'exploitation
de l'homme
par l'homme.

Journal des Droits de l'Homme.

RÉDIGÉ PAR LES OPPRIMÉS.

—
Vive

A bas
la Guillotine
de
la Faim!

Rédacteur en chef : LE VIEUX DE LA MONTAGNE.

l'organisation
du travail
par
l'Association!

(14) Ceci est du *sublime corrosif*; écoutez plutôt :

« Peuple de Paris, en fait de révolution, tu n'es qu'un âne. Pardonne-moi ce premier compliment, tu le mérites. Tu es aussi embarrassé de ta liberté, que le coq de la fable était embarrassé de la perle de son fumier.....

« Peuple de Paris, fais bon accueil au vieux de la Montagne, au professeur dans l'art de faire la dernière des révolutions. Car, saches-le bien, ce n'est pas sa faute si tu as manqué ton coup eu 89, si tu l'as manqué en 1793, si tu l'as encore manqué en 1830, chaque fois enfin que tu as mis la main à la pâte, pour faire une brioche, au lieu d'une révolution..... Jusqu'à présent tous les révolutionnaires n'ont fait que des sottises...

.....
« Veux-tu une révolution qui ait l'air de quelque chose, qui culbute dans le fossé cette société vermoulue, gangrenée, pourrie, qui pue la corruption et tombe en lambeaux? Ah! pour peu que le cœur t'en dise, je te conduirai par un chemin qui n'a pas de pierres. Nous irons droit au but, droit comme la hache qui frappe un ennemi en pleine poitrine.

« Car, vois-tu, en fait de révolution, je sais ce que personne ne sait; je suis le grand révolutionnaire, le révolutionnaire par excellence, le seul révolutionnaire sérieux qui ait apparu dans le monde, depuis le Christ, que le peuple ingrat laissa crucifier par les Jésuites et les réacteurs de Jérusalem.

« Laisse de côté les barbouilleurs de papier, tu perds ton temps à les lire; moque-toi de tous les faiseurs de constitutions prétendues éternelles, et dont tu as changé plus souvent que de chemises; car, avec ta fausse liberté, tu n'as pas toujours des chemises à mettre sur ton dos. Méfie-toi de la politique qui a des yeux, des oreilles et point d'entrailles; éloigne-toi des loups ravisseurs couverts de la peau des brebis. Viens à moi, et faisons ensemble la révolution sociale; ton heure est arrivée, et malheur à qui laisse passer l'occasion.

« Ton ami,

« LE VIEUX DE LA MONTAGNE. »

LE SALUT SOCIAL demande encore :

*La fin de l'exploitation de l'homme
par l'homme.*

*L'affranchissement des travailleurs
par l'association.*

Une souscription populaire.

*La formation de l'armée des con-
sommateurs.*

*L'abolition de la guillotine poli-
tique.*

*L'abolition de la guillotine de la
faim.*

Et tout cela, dans un premier et dernier numéro, à
la date du 18 juin.

On lit à la quatrième page la réclame suivante :

« CLUB DU SALUT SOCIAL,

« La ligue du Salut social a ouvert un club. Là, sont traitées
les questions de la plus haute importance, ayant toutes trait au
salut du peuple.

« Là, une enquête sévère est ouverte sur les crimes du com-
merce et de l'industrie; toutes les fraudes et les falsifications
sont impitoyablement démasquées.

« Ce club a un caractère tout particulier et plein d'attrait. »

Plein d'attrait ! le mot est joli ; il faut le retenir.

Que nous réservait donc *le Vieux de la Montagne*,
si un imprimeur lui eût prêté vie ?

Quelle ardeur ! quelle verve ! quel entrain !

Et personne n'est venu à son secours ! O misère des
temps !

JUSTICE!!!

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

LA PEINE DE MORT EST ABOLIE.

(15) Cette chose est à peu près dans le goût de celle de M. Alphonse Esquiros. Seulement, à notre avis, la chose de M. Alphonse Esquiros vaut mieux que celle de M. Ollivier, sous le rapport du style, du moins, car les idées sont de la même couleur, ou peu s'en faut.

Le Tribunal révolutionnaire veut être la véritable feuille judiciaire de la République; soit, nous n'y voyons aucun inconvénient, surtout après la loi de l'abolition de la peine de mort. Écoutons :

« Un jour on amena, à la barre du Tribunal révolutionnaire, du grand Tribunal créé par le fameux décret du 22 prairial, une aristocrate, correspondante de Pitt et de Cobourg, accusée et accusée d'incivisme et de complot contre la République, une et indivisible, la citoyenne de Mouchy, ex-maréchale de France.

« — Citoyenne, lui dit Fouquier-Tinville, vous êtes accusée d'avoir correspondu avec les émigrés, d'avoir porté sur vous des emblèmes de la royauté déchuë, d'avoir enfin organisé, dans les prisons, un complot tendant à dissoudre et à massacrer la Convention nationale! La citoyenne de Mouchy ne répond pas. Nouvelle interpellation, Profond silence de l'accusée.

« Fouquier-Tinville et Dumas insistent, mais sans obtenir de réponse, lorsqu'un témoin fait observer que la vieille aristocrate est sourde comme une laupe, et n'a pu entendre, très probablement, un seul mot de l'interrogatoire.

« Fouquier-Tinville se tourne alors impassiblement vers les greffiers :

« — Écrivez, leur dit-il, que madame a conspiré *sourde-ment*.

« Heureux temps pour la République, continue le Tribunal révolutionnaire, que celui-là, où, pour trouver des conspira-

teurs, il fallait que l'accusateur public eût recours à de pareils moyens !

« Les conspirateurs qui menacent, aujourd'hui, notre jeune République ne sont ni sourds, ni muets, et s'ils comparaissaient devant un jury populaire, les preuves ne manqueraient pas pour les faire tomber sous les coups de la loi.

Ici, l'auteur a soin de nous expliquer ce qu'il entend par les coups de la loi : *Les coups de la loi, en matière politique, ne sont plus désormais des coups de hache.*

Il ajoute ensuite :

« La peine de mort a été abolie. Ceux qui seraient tentés de la rétablir, ne sont pas dans nos rangs ; ils seraient, tout au plus, dans les rangs des royalistes, qui ont fait fusiller le maréchal Ney et Labédoyère, qui ont guillotiné le général Berton, ou dans les rangs des royalistes tricolores, qui ont à venger leur honteuse défaite du 24 février 1848.

« Mais, la justice subsiste tout entière, et les attentats journaliers des conspirateurs dont nous parlions, plus haut, appellent une prompte instruction et une répression immédiate. .

« Ah ! l'on dit quelque part que l'indignation fait les poètes. Cette fois-ci, aristocrates, conspirateurs, comploteurs de guerre civile, corrupteurs, exploitateurs, de tous les rangs et de tous les étages, caméléons et hyènes politiques, l'indignation qui s'empare de nous va vous donner des juges ; et, devant notre TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE, vous comparaitrez, un à un, pour entendre le réquisitoire de l'accusateur public, pour présenter votre défense, si le crime trouve des défenseurs, si la lâcheté trouve des apologistes, si la corruption trouve encore des avocats ! Et le verdict populaire vous déclarera indignes de porter le nom de citoyens français ! C'est la seule peine que notre Tribunal révolutionnaire prononcera contre les grands coupables,

« Quant aux accusés qui obtiendront, devant le jury de notre Tribunal, des circonstances atténuantes, quant aux simples délits, des peines proportionnelles leur seront appliquées, et si quelque sentiment démocratique subsiste encore dans leur cœur, la simple réprimande suffira pour les ramener à la pratique des vertus républicaines.

« Citoyens, la publicité des débats est une garantie de justice et un droit pour tout accusé. Vous ne ferez pas défaut, dans votre patriotisme, aux séances du Tribunal révolution-

naire, qui s'ouvrent aujourd'hui mercredi, 21 juin 1848, pour continuer tous les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine.

« VIVE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE UNE ET INDIVISIBLE ! »

Cette dernière recommandation sent un peu l'annonce; mais ne nous arrêtons pas en si beau chemin.

A la suite de l'article qu'on vient de lire, nous trouvons le compte-rendu de l'audience du 21 juin 1848, dans laquelle, Louis-Philippe et ses ministres, traduits à la barre du *Tribunal révolutionnaire*, sont accusés :

- « 1° De complot contre la sûreté de l'Etat ;
- « 2° De complicité avec l'étranger ;
- « 3° D'attentat aux grands principes de la souveraineté du peuple ;
- « 4° De violation de la charte et des lois organiques ;
- « 5° D'attentat aux mœurs publiques ;
- « 6° De détournement des revenus publics ;
- « 7° De vols commis, de nuit et à main armée, dans les forêts de l'Etat ;
- « 8° De provocation à la guerre civile. »

Louis-Philippe et ses ministres sont condamnés par contumace, attendu qu'ils n'ont point répondu au mandat lancé contre eux et que, d'un autre côté, les mandats d'amener n'ont pu être mis à exécution.

Dans son second numéro (le dernier) le *Tribunal révolutionnaire* rend encore, et toujours par contumace, un jugement contre M. Clément Thomas.

Nous avons relu, deux fois de suite, le journal de M. Ollivier, pour savoir si tout cela était dit sérieusement ; il paraît que c'est sérieux, et, même, très sérieux.

DROITS DE L'HOMME

TRIBUNE

DES

PROLÉTAIRES.

(16) Cette feuille a paru trois fois, les 2, 4 et 9 mars. Le citoyen Dezamy, pour éviter sans doute d'être confondu avec un homonyme, a soin d'avertir que l'abbé Lacordaire le fit condamner par les tribunaux, *parce qu'il s'était permis (lui, Dezamy) de faire une critique philosophique, pleine de loyauté et de modération, des prétendues conférences de Notre-Dame, ce que le célèbre dominicain reconnaissait lui-même.*

Mais alors, pourquoi l'abbé Lacordaire a-t-il *fait poursuivre le citoyen Dezamy, puisque la critique des conférences a été pleine de loyauté et de modération*, au dire même du prédicateur?

Pourquoi le tribunal a-t-il condamné?

En vérité, je m'y perds.

Dans son exposition de principes, le citoyen Dezamy nous annonce qu'il *revendiquera, pour tout le monde, l'exercice de toutes les libertés* ;

Liberté politique,

- de la parole,
- de la presse,
- d'association,
- d'enseignement,
- des échanges,
- industrielle.

Il combattra, avec force et persévérance, le privilège et le monopole; le but de ses efforts sera de faire passer, dans les mœurs et dans la loi sociale, le principe d'égalité.

Réduite à des termes moins ambitieux, la proposition de M. Dezamy nous semble conclure directement au partage des biens. Mais, ne nous fâchons pas trop, le citoyen Dezamy n'est pas pressé d'en faire la liquidation, il attendra pendant quelque temps encore. D'ici là, *la Tribune des Proletaires* nous convertira à ses doctrines proudhono-icariennes, et pour commencer, elle biffe le mot *fraternité* de notre devise et le remplace par celui-ci : *solidarité*, sauf à nous prouver plus tard que le principe de la solidarité étant d'ordre fondamental, doit trouver sa sanction, non seulement dans la morale pratique, mais encore dans les lois civiles et religieuses.

Ne voyez-vous pas, mon cher lecteur, à travers ce nuage, le drapeau du communisme ? Si vous inscrivez la *solidarité* dans nos codes, qu'aurez-vous à répondre à l'homme qui viendra vous dire : *partageons ?*

Les Droits de l'Homme veulent bien plus encore, le drapeau tricolore n'est pas de leur goût — *de gustibus non est disputandum* — ils lui substitueront le drapeau rouge ; l'article suivant ne laisse aucun doute à cet égard, je vous le livre, comme un des passages les plus curieux de cette revue :

« Vaincues et honnies hier, les couleurs tricolores sont aujourd'hui acclamées par l'aristocratie, d'une manière triomphante, comme insigne réactionnaire. On se convie à s'armer pour contenir ce qu'on appelle, insolemment, *la populace*.

« J'entends partout les aristocrates dire : — Mettons-nous dans la garde nationale ; il est temps que cela finisse. *Les Débats*, *la Presse*, et *tutti quanti*, insultent le drapeau des barricades, qu'ils appellent un drapeau souillé et sanglant.

« A voir tant d'audace, quel cœur républicain ne saignerait d'indignation et de colère ? Sommes-nous donc déjà descendus au temps de Fréron et de la jeunesse dorée.

« Que faire ? Protester contre la réaction, sans incriminer le gouvernement, qui n'est coupable que de faiblesse. Réservons la question ; l'Assemblée constituante décidera. En attendant,

CONSERVONS, NOUS, NOS COULEURS ROUGES ; le gouvernement lui-même porte notre ruban et notre écharpe.

« Mais, ne bornons pas là notre vigilante sollicitude. Proclamons des garanties positives. L'Hôtel-de-Ville, le 24 février, n'a pas failli à ce devoir ; imitons les combattants républicains.

« Jeudi, 24 février, les combattants républicains, maîtres de l'Hôtel-de-Ville, proclamèrent ce qui suit :

« 1° Déchéance de Louis-Philippe, de sa famille et de tous les Bourbons ; abolition du gouvernement et du régime monarchiques ;

« 2° Mise hors la loi des officiers et des chefs de corps qui feraient ou laisseraient tirer sur le peuple, ou qui refuseraient de remettre leurs armes et munitions, lorsqu'ils en seraient requis par le gouvernement provisoire.

« 3° Assemblée constituante républicaine, basée sur les principes suivants :

« *La forme républicaine est de droit.* C'est un principe fondamental supérieur aux constitutions et aux lois. Les constitutions et les lois règlent et organisent la République, mais elles n'ont de légitimité qu'autant qu'elles sanctionnent le principe de la démocratie pure.

« *Principes fondamentaux de la République française :*

« 1° Suffrage universel, direct et absolu.

« 2° Liberté illimitée et sans entraves de la parole et de la presse.

« 3° Armement immédiat de l'universalité des citoyens.

« 4° Point de milices soldées, quant à l'intérieur.

« Ce programme, proposé par le citoyen Dezamy, fut énergiquement acclamé, à la presque unanimité. A l'appui de notre assertion, nous pouvons invoquer les témoignages de beaucoup de citoyens que nous avons reconnus, entr'autres : *Delestre*, membre du conseil général ; *Landolphe*, *Pelassy-Delousle*, *Collet*, l'un des vainqueurs républicains, capitaine de la 12^e légion ; *Denissel*, gouverneur des Tuileries ; *Feuillade*, président du club du *Collège de France* ; *Laviron*, artiste et homme de lettres ; *Léon Malleville*, ex-député.

« En prenant acte de ce fait, nous n'avons d'autre but que de constater quel fut le caractère de la Révolution du 24 février. Nous désirons sincèrement n'être jamais obligé de rappeler, à la mémoire des pouvoirs publics, ce nouveau programme de l'Hôtel-de-Ville. » (2 mars.)

LES BOULETS ROUGES

FEUILLE DU CLUB PACIFIQUE DES DROITS DE L'HOMME.

ABOLITION

des SINÉCURES et des PRIVILÈGES.

ABOLITION

de la MISÈRE.

ÉCONOMIE — TRAVAIL.

L'Ordre est la conséquence de la Liberté et de la Civilisation.

(17) Le citoyen Pelin, directeur des *Boulets rouges*, a fait une profession de foi... en vers, dans son premier numéro ; c'est assez neuf. La poésie et la politique vont rarement de compagnie.

Quelques extraits suffiront pour donner une idée juste du journal :

Déjà des plats valets la horde rassurée,
Plus âpre que jamais, accourt à la curée,
De leur première marche ils ont repris le cours,
La France se débat sous de nouveaux vautours.
Pour eux rien n'est sacré, rien n'est cher, rien ne coûte,
Par eux la nation frise la banqueroute,
L'économie en vain nous offre son concours,
Le bon marché des lois nous ruine, tous les jours,
Toujours, de plus en plus, et semblable à l'éponge,
Chaque jour, voit s'enfler ce budget qui nous ronge ;
Nos commis ont à cœur de nous pousser à bout,
Le trésor dans leurs mains en tous lieux se gaspille,
Chacun de se charger ; aux coffres, chacun pille,
Chacun de s'écrier : à moi la grosse part,
A leur ambition, il n'est pas de rempart.

.

O reviendrez-vous pas, vous que quatre-vingt-treize
Faisait courir pieds nus, chantant la *Marseillaise*,
Vous qui, pour le pays, marchiez, trouvant moins lourds
Vos poitrines de fer qu'un pourpoint de velours.

.

Vous ne gorgiez pas d'or, d'impudiques maîtresses,
L'or du pays n'a pas racheté vos bassesses,
La patrie en tout temps fut votre seul amour.

Leur esprit est un gouffre ou plutôt un égout
Le masque est inutile, il n'est plus sur la face,
Les voyez-vous courir, envahir chaque place.
Ils ne se cachent plus, craignent-ils nos efforts,
Non, par la baïonnette, ils seraient les plus forts,
Mais qu'importe à ma plume une puissance impure ?
A la face je veux leur jeter mon injure,
Et de ma main débile aux yeux de tout Paris,
Clouer leur nom fameux sur tous les piloris.

Pour tous mes ennemis, implacable adversaire,
J'irai, lançant mes feux, comme un hardi corsaire.

Je veux, dans les partis, que chacun se dessine,
Qu'importe contre nous, si la masse domine,
N'avons-nous pas toujours, ferme à notre côté,
La femme au bras de fer qu'on nomme Liberté,
Et puisque par des noms les partis se révèlent,
J'avertirai tous ceux qui parmi nous se mêlent
Et qui peuvent sur nous demeurer incertains,
De consulter les noms mis sur nos bulletins.
Au dernier vote, amis, j'ai porté sur ma liste
Les citoyens Raspail, Thoré le publiciste,
Kersausie et, s'entend, les quatre noms sortis
Que n'ont pu nous ravir la ligue des partis (1)

Le peuple souverain vous fait ses mandataires,
Représentants sortis des rangs des prolétaires.

(22 juin.)

Nous voilà bien fixés sur les principes des *Boulets rouges*, Raspail, Thoré, Kersausie, Leroux, Caussidière, Proudhon et Lagrange sont ses dieux en politique.

M. Pelin n'a lancé qu'une ou deux bordées, prose ou vers.

C'est déjà bien assez.

(1) Pierre Leroux, Caussidière, Proudhon, Lagrange.

Prix : 5 centimes.

JOURNAL

DEMOCRATIQUE ET OFFICIEL

DES ATELIERS NATIONAUX.

VIVRE EN TRAVAILLANT...

(18) On ne jouait pas seulement au bouchon, dans les ateliers nationaux, on y faisait aussi un journal, sous le titre que nous venons d'indiquer. Un brigadier, du nom de Dumas, signait cette feuille. Elle s'ouvre par la publication du décret du 25 février 1848 : *Le Gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier, par le travail ; il s'engage à garantir le travail à tous les citoyens.*

Le but de la publication est ainsi expliqué :

« Les travailleurs des ateliers nationaux viennent de fonder une feuille périodique pour défendre les intérêts des ouvriers, poursuivre les conséquences de la République démocratique et sociale, et, réclamer le droit au travail proclamé sur les barricades du 25 février.

« Les rédacteurs, ouvriers, fidèles aux saintes lois de la fraternité, seront justes envers tous ; leur polémique sera modérée, ils se défendront, sans personnalité, mais avec énergie contre des calomnieux qui insultent à leur misère.

« Pauvres et arrachés, depuis trois mois, à leurs travaux ordinaires, ils ont besoin, pour soutenir leur cause, du concours des vrais démocrates et ils comptent sur l'appui moral des républicains sincères. »

Les rédacteurs du journal terminent en demandant une cotisation de 10 c., pour subvenir aux dépenses du journal.

Nous persistons à croire, malgré cette profession de foi, que les ouvriers des ateliers nationaux avaient mieux à faire que de publier des journaux.

LE CHRIST RÉPUBLICAIN.

Journal du citoyen DECLERGUES, administré par le citoyen RIDEL,
Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

(19) *Le Christ républicain* est un pamphlet bourré de citations bibliques et dirigé contre les ministres de la religion catholique. C'est le fait d'un énergumène, d'un fou furieux qui battrait des mains et pleurerait de joie, si on voulait bien chasser tous les prêtres du temple, depuis *le simple curé de village jusqu'au pape*; l'auteur fait cependant quelques exceptions, peu nombreuses à la vérité.

Nous citons :

« QU'EST-CE QUE LE CHRIST RÉPUBLICAIN ? »

« Assurément, ce n'est pas le Dieu des prêtres, ni de toute leur suite de dévots, de béats, de moines et de menettes. J'aurais peur de me damner si ma plume impie osait rendre le Christ complice des tartufes de sacristie et justifier le clergé, quand le Dieu de l'Evangile le condamne depuis 18 siècles.

« Apprenez donc qu'entre les robes noires et le Sauveur des hommes, il y a un abîme de différence; entre la religion et l'esprit des ecclésiastiques, il y a un enfer qui les sépare; parce que la doctrine du code sacré est diamétralement opposée à la conduite des prétendus successeurs des apôtres; parce que cette grande corporation marche dans la voie de l'iniquité, pour entraîner l'humanité dans la répression, parce qu'à partir du simple curé de campagne, le vice, la fourberie, l'hypocrisie, l'impureté, la soif de l'or et du pouvoir, vont en augmentant jusqu'au souverain pontife, pour abonder effroyablement. Ce qui surtout les rend coupables devant le Christ, c'est d'avoir été toujours les ennemis les plus perfides du peuple.

« Il ne s'ensuit pas que les prêtres soient tous mauvais, sans exception, il est certain qu'il en existe de vraiment dignes, mais

Ils sont en petit nombre, ceux que le Christ ne désavoue pas ; il y en a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus.

« Oui, le clergé, conjointement avec les rois par la grâce de Dieu, a si indignement trahi et exploité l'ignorance et la simplicité du peuple, qu'il faut repousser de l'Assemblée nationale les membres de ce corps, comme un fléau. Oui, le clergé a tellement déshonoré, profané et vendu la religion, que, si, le crucifié du Calvaire était resté visible sur la terre, après sa résurrection, les papes, oui, les papes l'auraient crucifié de nouveau !

« Qu'est-ce donc que le Christ républicain ? C'est comme vous le savez le Dieu de l'Evangile, toujours le Dieu des pauvres et des ouvriers, toujours le Dieu des opprimés et des pécheurs, toujours le Dieu de toutes les souffrances, toujours le Dieu de cette nombreuse classe qu'on renie, qu'on pressure, qu'on vole, qu'on emprisonne, qu'on calomnie atrocement et qu'on appelle populace, plèbe.

« Il n'y a qu'un Christ qui est Dieu ; seulement, je lui ai appliqué l'épithète de républicain, que les prêtres lui ont refusée, pour des raisons connues d'eux et de moi et qui lui convenait aussi bien du temps d'Hérode que de celui de Lamartine.

« Mais, le Dieu des riches, des princes, des papes et des rois quel est-il ? Ma foi, vive la République ! Ce ne peut être que Satan. Celui qui a aimé ses frères jusqu'à la mort a dit, dans son livre divin : il est plus difficile au riche d'entrer dans le royaume des cieus, qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille. Il a renversé les potentats de leur trône, et il a relevé les petits. Voilà pourquoi les riches et les princes détestent tant la République, qui doit amener le règne de Dieu.

« C'est le Christ qui, le premier, apporta la liberté en leur disant : « Prenez garde de devenir les esclaves de personne. Que le plus grand d'entre vous devienne le plus petit. » L'homme est un enchaînement dans la vie morale, une étrange nullité dans la famille des êtres raisonnables, une brute, enfin, quand il est privé de sa liberté ; alors, il ne saurait avoir aucun mérite du bien qu'il fait, ni être coupable du mal qu'il commet, puisqu'il y est forcé. Ainsi, malheur à vous, colons de la Martinique et de la Guadeloupe, qui vendez et achetez les hommes de couleur, comme du bétail, pour les forcer de travailler à coups de fouet ! Le Dieu de la liberté vous a en abomination. C'est le Christ qui le premier apprit l'égalité aux hommes en leur disant : On vous mesurera avec la même mesure dont vous vous servez pour mesurer les autres. Voilà votre condamnation, fiers aristocrates, qui vous targuez de tous vos privilèges et prétendez jouir seuls de tous les biens qui appartiennent à tous. Honneurs, sinécures, richesses, argent, monopole du travail et du commerce, vous voulez tout posséder exclusi-

vament, mais le principe de ces exclusions deviendra votre perdition.

« C'est le Christ qui, le premier, nous enseigne la fraternité par cette sainte maxime. Aimez-vous les uns les autres et le prochain comme vous-même. D'où il faut conclure, à moins d'être de la plus insigne mauvaise foi, que le Sauveur du monde est un républicain, un démocrate par excellence et que son règne doit être une sainte République. Quel horrible blasphème proférez-vous, monarques absolus, quand vous vous proclamez maîtres des nations, par la grâce de Dieu !

« Le Christ républicain n'est pas un émeutier, un factieux, un sectateur, un chef de parti, comme le prétendaient les princes des prêtres ; ce serait la plus étrange impiété de l'en accuser. Il est le père du peuple, et nul, plus que lui, ne veut la paix pour ses enfants ; nul, plus que lui, ne commande la paix, mais la paix de la liberté, la paix de l'union, la paix qui est le fruit de la prospérité répandue sur l'universalité des citoyens.

« Le Christ veut l'ordre, avec l'amour du prochain, et non l'ordre des baïonnettes. Je vous dis, en vérité, que l'épée ne rétablira jamais la paix et l'ordre, tant que la misère sera le partage de la multitude, et l'abondance, le partage de quelques-uns ; si c'était possible, Dieu ne serait pas Dieu.

« Alors, le Christ est venu, en réformateur révolutionnaire, détruire les innombrables abus, et changer le vieux édifice social où les uns possèdent tout, et les autres ne possèdent rien.

« Ne vous en déplaise, députés aristocrates, si le Dieu de la Croix se trouve en opposition avec votre politique ; ne vous en déplaise, députés réactionnaires, si le Christ vous réproche, et s'il montre au peuple, que vous avez trompé, un tout autre chemin que le vôtre ; alors, permettez-nous de suivre notre maître à tous, de vous tourner le dos, et de secouer, sur vous, la poussière de nos pieds.

« Pauvre peuple ! quand donc sauras-tu discerner les bons apôtres d'avec cette horde de loups qui s'adressent à toi, sous la peau des brebis ? Tu devrais savoir une chose, le jour des élections, une chose d'où dépend notre salut : c'est que la République compte des Judas dans les richards, dans les aristocrates, dans les prêtres, dans les poètes qui chantent Charles X et le duc de Bordeaux. »

Et après cette diatribe, le rédacteur du *Christ républicain* nous explique son programme :

« Le but que je me propose est de contribuer, de toutes mes forces, à maintenir les droits que les pauvres et les ouvriers,

mes frères, ont conquis, sur les barricades, le 24 février ; c'est d'empêcher, selon mes petits moyens, que la victoire nous soit escamotée par les successeurs de Robert Macaire. Ce but est de tout point conforme à celui de l'Evangile, et ma conscience me rend ce témoignage. Alors, il est juste de croire que loin d'offenser le Christ, c'est obéir à sa volonté que de choisir son nom pour titre d'une feuille qui doit continuer son œuvre. . . .

« J'appartiens à la classe des pauvres plébétiens, et je crois de mon devoir de bon citoyen, de m'opposer, l'Evangile en main, aux perfides machinations des réactionnaires. . . .

« Le Christ républicain est-il communiste, fouriériste, socialiste, icarien, phalanstérien, saint-simonien, franc-maçon ? Selon moi, ce serait une impiété, ce serait blesser la dignité de notre Rédempteur, de vouloir l'assimiler à des hommes. C'est pourquoi je m'abstiendrai. Les conceptions du Christ sont empreintes de tant de grandeur et de sainteté, qu'elles dépassent, infiniment, tout ce qu'il y a de meilleur dans celles de l'homme. « Aimez le prochain comme vous-même ; ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse ; rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu. » Telle est sa doctrine, rien de plus simple, et pourtant il est bien difficile de déterminer le système social de J.-C. Mais l'œuvre révolutionnaire de Dieu n'en progressera pas moins, et l'humanité n'en arrivera pas moins à cette heureuse destinée où elle aspire, de toute son âme, et que les riches qualifiaient d'utopie impossible. »

Ainsi, nous voilà bien avertis, le citoyen Declergues, avec le concours et l'assistance du citoyen Ridel, va continuer l'œuvre de Jésus-Christ sur la terre.

Cette démagogie religieuse, qui a noirci cinq numéros, a été vendue, dans la rue, au prix de cinq centimes, les 8, 14, 18, 21 et 25 juin.

LA

RÉPUBLIQUE ROUGE.

Paraissant le Dimanche, le Mardi et le Vendredi de chaque semaine.

Souvenez-vous que le drapeau rouge est le
signe d'une révolution qui sera la dernière.
Le drapeau rouge ! c'est l'étendard du genre
humain. P.-J. PROUDHON.

(20) Voici un journal rouge, qui a au moins le courage de son opinion ; et quelle opinion ? il va droit au but, il ne dissimule pas la couleur de son drapeau ; dès le début, *la République rouge* vous dit ce qu'elle pense, ce qu'elle espère ; elle consent à nous pardonner nos fautes, elle promet que nous ne serons pas du tout guillotines. Merci, du moins, grand merci, feuille écarlate !

Maintenant, lisons quelques pages de *la République rouge* :

« Il y a deux républiques, demandez-le plutôt au vicomte Hugo ; nous irons plus loin que cet honorable, il y en a trois, il y en a quatre. Car, la République blanche de l'ex-pair n'est pas bien certainement la République tricolore de Lamartine, la République bleue de lord Marrast. Il y en a bien d'autres encore, si nous voulions compter.

« La République rouge, c'est la nôtre ; et, comme Proudhon, nous serrons, sur notre cœur, le glorieux étendard de pourpre, celui qui n'a pas fait la conquête de l'Europe par la guerre, mais qui porte, dans ses plis flottants, l'avenir de l'humanité.

« Pauvres poètes, pauvres penseurs, pauvres petits nains bourgeois, quelle race étiée et misérable que la vôtre ! Quoi, vous vous dites démocrates, vous vous dites les amis des hommes ! vous avez, pour la misère, de grands discours comme M. Barrot ; des vers pour toutes les infortunes, comme M. Hugo ; vous pleurez, à toute volonté, comme M. Garnier-Pagès ; vous aimez plus ou moins la nature, et vous adorez surtout le soleil levant, et dans la profondeur de vos rêves philanthropiques, messieurs, qui dédaignent si fort le socialisme, qui allez criant continuellement au peuple ; Prenez garde, c'est le croquemitaine de la propriété, comme si la propriété importait au

peuple ? et dans la logique de vos déductions, vous n'avez pas compris que l'histoire de l'humanité était une marche incessante, éternelle vers la perfection, vers le bonheur ; que si, dans la société moderne, après le noble était venu le bourgeois, il était nécessaire, fatal, qu'après le bourgeois vint le peuple, vous n'avez pas compris que l'heure de l'émancipation des travailleurs avait sonné, et, qu'à la place du drapeau tricolore, symbolisant l'existence côte à côte de trois classes, de trois intérêts rivaux (noblesse, prolétariat, bourgeoisie), devait bientôt surgir le drapeau rouge, symbole de l'unité du peuple, de l'égalité fraternelle des hommes libres.

Il vous effraie, ce drapeau ; son éclat vous blesse la vue ; vous êtes devant lui, comme des hibous devant le soleil, éblouis ; la République rouge vous fait peur ; hommes du passé, le passé vous épouvante ; vous avez vu 93 infliger à la noblesse un châtiment terrible, et vous craignez, vous, qui n'avez pas la conscience pure, vous, qui savez bien, toujours, n'avoir pas été de bons frères pour les hommes du peuple, qu'ils ne vous demandent enfin un compte rigoureux : vous voulez les bâillonner.

« Si c'est la peur qui vous tient, sachez mieux ce que nous sommes. Le drapeau rouge n'est pas le drapeau du sang, c'est le drapeau de la fraternité.

« En 93, la jeune démocratie, n'étant pas suffisamment appuyée par le peuple, qui manquait, bien plus qu'aujourd'hui, d'éducation politique, soutenue seulement par la conviction enthousiaste de quelques hommes d'élite, dont la pensée avait devancé leur époque, devait frapper violemment, car elle était faible.

« Mais aujourd'hui, vous avez beau faire, nous sommes les plus forts, c'est vous qui êtes les faibles, c'est vous qui faites la terreur. Quand nous nous serons débarrassés des vieilles formes qui obstruent les voies de l'avenir, ne craignez pas les échafauds, ce n'est pas la République rouge qui les relèvera. La République rouge, mais elle ne veut même pas vous enlever vos richesses, elle veut niveler la société, c'est vrai, mais, en élevant les travailleurs jusqu'au bonheur dont vous jouissez, et non pas, en vous abaissant à leur misère. C'est vous-mêmes qui ferez votre ruine ; vous qui, par vos systèmes bâtards, timorés, égoïstes, conduisez la France à une banqueroute dont nous souffrirons, dont vous saurez encore faire pâtir le peuple, et dont la République rouge peut seule nous préserver.

« La République rouge que demande-t-elle donc ? L'organisation du travail, l'association substituée à la guerre acharnée, à la concurrence qui vous ruine, petits commerçants besogneux. Et puis encore, l'éducation universelle, le pain de

l'âme et le pain du corps, pour tous les enfants de la même patrie.

« La République rouge, c'est le bourgeois qui n'est plus égoïste, c'est la France confondant, dans un maternel embrassement, tous ses enfants devenus des frères aux pieds des arbres de la liberté.

« N'est-ce pas l'aspiration de la nation vers cet idéal sublime qui a fait 1830, qui a fait 1848 ?

« Non, M. Hugo, non, la République rouge ne fera pas, comme vous le prétendez, de gros sous avec la colonne, elle ne relèvera pas les échafauds. Est-ce qu'elle a seulement fait jeter, à Vincennes, votre Thiers, ce petit mauvais homme, ce polichinelle embastilleur ; est-ce qu'elle a gardé rancune à Odilon Barrot, voire même à Garnier-Pagès et tant d'autres, qui sont au pouvoir aujourd'hui, et qui, le 24 février, désertaient lâchement la cause du peuple qu'ils avaient poussé dans la rue ? Est-ce qu'elle a été bien méchante avec ce doux roi, qui, durant dix-huit ans, a donné les écrivains à la liberté ?... Non, car la République rouge a, pour devise sainte, la formule sublime de nos pères : *Liberté, égalité, fraternité*, tandis que votre République bâtarde, votre République de toutes les couleurs, a conservé, pour devise, l'hypocrite formule de Louis-Philippe : *Liberté, ordre public*.

« Travailleurs, nos frères, dites-nous, est-ce ainsi que vous avez rêvé la République, est-ce ainsi que vous la rêviez, nobles martyrs, tombés aux barricades de février, sous les balles de la royauté. Non ! n'est-ce pas ; eh bien ! criez avec nous

« VIVE LA RÉPUBLIQUE ROUGE !!! »

Continuons, si vous le voulez bien :

« LE PEUPLE ET SES COMME.

« Quand donc, ô peuple ! seras-tu enfin le maître chez toi, quand cesseras-tu de te laisser escamoter la souveraineté par les fripons et les ambitieux ? »

« Si c'étaient encore des hommes qui te conduisissent ; mais tu es arrivé à ressembler aux Grecs du Bas-Empire, à te laisser mâter par des eunuques.

« Et pourtant tu es un noble et grand peuple. Quelle douleur pour ceux qui t'aiment, qui ont dévoué leur vie obscure à la sainte cause, de te voir, toujours, en proie aux intrigants.

« Quand donc, enfin, feras-tu toi-même tes affaires ? Alors seulement tu seras heureux. Il y a peu d'intendants honnêtes ! Vois, pourtant, quand tu étais aux barricades, quand tu veillais sur la bonne ville de Paris, quand tu étais debout enfin,

armé et fort, nul ne te cherchait querelle, bourgeois et marquis te parlaient chapeau bas : tu étais bien le souverain ; mais, aujourd'hui, la main qui serrait la tienne est armée d'une baïonnette, la bouche, qui te souriait, montre les dents.

« Aurez-vous bientôt fini, spéculateurs infâmes, misérables, pour qui la faim du peuple est un trésor, qui faites l'usure sur sa soif ? Eh quoi ! il vous laisse les places, les lambris dorés, il se range, humble et respectueux, lorsque vos équipages, entraînés par des chevaux fringants, l'éclaboussent insolamment. N'est-ce point assez de le voler et de l'affamer, sans l'insulter et le railler encore ?

« Je ne sais vraiment pas où l'on est allé chercher tous ces prétendus Français qui gloussent dans le *sancta sanctorum* du palais Bourbon. Où diable ont-ils connu le peuple, qu'ils le traitent de façon si cavalière ; sommes-nous revenus au temps du bon plaisir de messieurs de l'Assemblée nationale, se croient-ils décidément des *monseigneurs*, se prennent-ils donc au sérieux ? ces petits hommes ont-ils juré de nous faire regretter Louis-Philippe ; on le croirait, à la manière dont ils s'y prennent. Hier, c'était Louis Blanc qu'on accusait ; c'était la démocratie qu'on insultait, dans un de ses glorieux enfants, c'était Dieu même qu'ils défiaient, en déflant le peuple : aujourd'hui, c'est une loi sur les attroupements que l'on propose, que l'on discute, qui passe ; loi stupide, loi-Barrot, loi-Thiers, loi-Tranannonain, une loi avec laquelle on fermera les clubs, on interdira les banquets au nom d'une République née à propos d'un banquet.

« Ledru-Rollin et les autres, où êtes-vous donc ? le peuple, qui comptait sur vous, ne vous entend plus. Est-ce que vous vous trouveriez, à votre tour, trop souverain pour lui ! Montrez-vous donc, si vous ne voulez pas être maudits !

« Et vous tous, en qui le peuple a eu foi, et qui faites métier de le tromper, souvenez-vous de ces quelques lignes écrites de la main de Robespierre, à l'art. 29 de la Déclaration des Droits de l'homme.

« Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits, le plus indispensable des devoirs. »

» Et prenez garde, qu'à son tour, il ne s'en souviene. »

Voulez-vous savoir l'opinion de la République rouge sur l'Assemblée nationale ?

« Depuis la pacifique visite du peuple souverain à ses représentants, — visite un moment troublée par l'incartade de

Blanqui et d'Hubert, arrivée à souhait pour la réaction et si habilement exploitée par elle, — l'Assemblée nationale, puis qu'ainsi on la nomme, baisse chaque jour de plus en plus dans l'opinion publique. On peut prévoir dès à présent qu'elle tire à sa fin..... »

Et toujours sur le même ton, toujours avec les mêmes idées, toujours avec le même style, pendant quelques numéros.

La République rouge n'a pas osé reparaitre, après les événements de juin; quel dommage pour la France!

LA COLÈRE

En avant!

d'un

Marchons donc!

VIEUX RÉPUBLICAIN (1).

Vive la République!

(21) Ceci est tout simplement du galimatias; quelques idées saines surnagent bien, de temps à autre, mais elles sont bientôt définitivement noyées dans un océan de paroles oiseuses et d'interminables digressions; jugez plutôt :

« Depuis 89, je suis en colère, et je n'ai rien dit encore! J'ai pu me taire, je ne le puis plus! J'ai pu me taire, car je me disais : Faut pardonner à la liberté, elle est bien jeune! Péchés de jeunesse que tout cela! Mais elle grandit, elle s'établira, et je verrai cela un jour, et je mourrai content.

« J'ai donc vu Convention, Directoire, Consulat, Empereur! J'ai vu, oui, j'ai vu, à Paris, les Cosaques, et j'en ai versé des larmes de colère, mais je me disais : Patience, péché de jeunesse, ce n'est qu'une saisie de créanciers! Nous brûlerons ces hypothèques! J'ai vu la comédie pendant quinze ans. O colère! et c'étaient nos républicains, c'étaient nos guerriers

(1) Ne confondez pas avec *la Colère et le Désespoir d'un vieux Républicain*, journal déjà cité.

de l'empire qui la jouaient autour d'une famille imbécile ! Mais je me disais : Folie de jeunesse, patience, ça viendra.

« En 1830, j'ai cru que c'était venu. Mille colères ! ce n'était pas cela ; j'ai encore été trompé. Je me suis retiré dans un coin du faubourg et pleurant de rage ; j'ai vu, je les ai vus ces traîtres, ces marchands de liberté, la consigner dans les corps-de-garde, l'assassiner dans la rue, l'étouffer dans les cachots, l'insulter, en la plaçant comme une idole dans leurs Chambres et leurs journaux.

« O colère ! peuple, tu t'en souviens. La France avilie n'osait bouger, n'osait se regarder, n'osait se montrer. La grande nation était devenue la risée des tyrans, le marche-pied de leur commis, Louis-Philippe ! Et je me disais : Mais ça finira-t-il ? Le peuple me répondit : C'est fini.

« Et moi, je respire ! Vive la République ! Enfin, nous y voilà ! Vive la République ! Je puis mourir ; on gravera sur ma tombe : *L'an 1848, et de la vraie République, le premier.*

« Peuple, quelle joie pour nous tous ! La France réveillée, la France debout ! La France, de toute sa stature, au-dessus des peuples couchés, endormis ! La France, poussant le cri du réveil, qui fit pâlir tous les tyrans, les fit sauter, en sursaut, de leurs trônes à moitié brisés, et nous revint, avec les acclamations de l'univers entraîné.

« Les beaux jours, peuple, c'est toi qui les a faits ! Ils sont à toi, sans partage. Nation française, tu fus grande, le jour, où tu fus, seule, repoussant, de ton pied dédaigneux, les débris fracassés du pouvoir qui pesait sur ta tête.

« Les beaux jours ! mais qu'ils ont passé vite ! car voilà trois mois sept jours que nous avons la République, et voilà trois mois que je suis en colère. En colère, contre tout le monde, entendez-vous ! Je ne puis plus y tenir, il faut que j'éclate ; car j'étouffe si je ne parle pas.

« Colère contre toi, peuple qui me lis..... Tu tires les marrons du feu, tu te brûles, et pendant que tu souffles dans tes doigts, le gros singe mange à son aise.

« Colère contre les gardes nationales..... Etes-vous donc faits pour jouer au colin-maillard avec les ouvriers autour d'une salle où 900 députés jouent au billard, carambolent des décrets et nous jettent tous dans la blouse.

« Colère contre les ouvriers..... Vous vous fâchez contre tout le monde ; vous tirez à hu et à dia, comme des chevaux emportés, et vous croyez que si tous les patrons sont ruinés, cela vous fera du bel ouvrage ! Vous vous enfermez vous-mêmes, vous faites sauver à Londres les beaux louis jaunes, et vous n'avez que des *Louis Blanc* à mettre à leur place ; ils ne seront jamais de recette.

« *Colère contre le gouvernement provisoire.....* Jamais je n'oublierai les longs jours perdus, la curée des places, le gâchis de ton administration et le mauvais traitement fait à nos pauvres finances. »

« *Colère contre les riches.....* N'auriez-vous donc pu vous arranger avec la République? Est-ce qu'elle veut boire votre sang et votre champagne! Voyons, est-ce que vous n'auriez pas pu rester dans nos villes, descendre sur la place publique, serrer une bonne fois la main de ce peuple généreux qui toujours pardonne. »

« *Colère contre les journaux.....* Comédie, oui, c'est le mot. Chacun a son rôle, prêt à en changer le lendemain. Ce sont des engagements d'acteurs, le plus souvent, Peuple qui paye ce charivari de paroles, oh! si tu voyais les couliasses! »

« *Colère contre les clubs....* Mille colères! je vois bien qu'on donne des sous à la porte; j'entends crier, hurler, ou bien j'y vois des gens qui dorment. Je ne trouve point, là, le peuple entier, la foule n'y vient pas. Les riches, les savants les dédaignent; le peuple ne les comprend pas. Mille tonnerres, cela ne va pas! »

« *Colère contre les curés.....* Allons donc, citoyens, laissez-là, le pauvre Henri; ce n'est pas le messie. Fils du peuple, frères du peuple, soyez peuple avec nous, et venez prendre part au gâteau, tâter de la liberté républicaine, et vous verrez que l'appétit vient en mangeant. »

« *Colère contre les rois.....* Quand je les entends parler et faire les bons apôtres, quand je les vois se mettre en boule, faire les morts, puis se réveiller, puis rugir et se jeter sur leur proie; quand je les vois tour à tour caresser lâchement, tromper effrontément, mordre impitoyablement..... ça doit finir, entendez-vous. »

« *Colère contre les peuples.....* J'en veux aux peuples à mort. J'en veux aux Irlandais, aux Polonais, aux Germains de toutes races, aux Slaves de toute espèce, aux Italiens... J'en veux à tous les peuples... Comment ne vous entendez-vous pas? Vous ne pouvez jeter, à bas, ces marmousets que vous portez en eroupe... Accordez-vous, soyez unis, et vous verrez si tout ne va pas bien. »

« *Colère contre tout le monde.....* J'en veux aux hommes qui sont des femmes; aux femmes qui sont des hommes... Je m'en veux à moi-même..... »

ROBESPIERRE

JOURNAL DE LA RÉFORME SOCIALE.

Le Peuple est le seul souverain. Abolition de la peine de mort.

Ses Représentants sont ses commis. Abolition de la misère.

Liberté, Égalité, Fraternité, Solidarité, Unité.

(22) On lit en tête du premier numéro de ce journal :

« Cette publication est une œuvre de dévouement à la cause du peuple. Elle est fondée, dans le double but, de signaler le remède à la misère sociale, et, de dénoncer les *réacteurs* qui endorment le peuple et les charlatans ou les faux *démagogues*, qui exploitent sa bonne foi ou flattent ses préjugés, dans un but d'ambition égoïste et personnelle. *Le Robespierre* de 1848 ne faillira pas à sa mission ! Il dénoncera le mal et signalera le remède, avec la persévérance indomptable et patiente qui est l'apanage de la conviction. »

Certes, il n'y a pas le moindre reproche à faire à un pareil programme : *signaler le remède à la misère sociale, dénoncer les ennemis du peuple*, c'est du vrai patriotisme, voyons donc si *Robespierre*, ou plutôt M. Marcel Deschamps, son rédacteur en chef, est fidèle à sa promesse :

« AU PEUPLE SOUVERAIN.

« Citoyens,

« Je viens remplir un rôle sévère au milieu de vous, celui d'accusateur des hommes corrompus qui trompent le peuple, et veulent se faire un marchepied de sa bonne foi et de son dévouement à la République. »

« Un mot d'abord sur mon passé. Que le nom de Robespierre n'effraie point les gens sensés. Le jour de la justice à lui pour tous ; la postérité s'est chargée de venger ma mé-

moire outragées par les ennemis du peuple (1) ; elle l'a réhabilitée dans l'opinion populaire. J'ai reconquis le droit de vous parler, au nom du patriotisme et de l'humanité.

« Ma parole doit avoir quelque poids au milieu de vous. Je rentre dans la carrière de la Révolution — que j'avais quittée jeune encore, — mûri par soixante années de méditations sur les découvertes du génie humanitaire et les expériences des partis politiques.

« Vous avez fait la révolution des barricades, gloire à vous ! Il s'agit aujourd'hui de féconder la victoire du peuple.

« Si j'ai bien saisi les vagues tendances de l'opinion publique, vous *voulez*, comme les penseurs, une révolution *sociale*. S'il ne s'agissait que d'une révolution *politique*, mieux eût valu, le 24 février, que de placer quelques *corrompus*, et de préparer une *curée* aux basses ambitions qui ne cherchent qu'à se satisfaire.

« Pour opérer sûrement cette révolution, suivez les conseils de ma vieille expérience. Une transformation radicale ne peut être le produit de l'instinct ou du hasard. Il vous faut un programme *complet* d'améliorations *sociales*, puis, toute une série de mesures de *transition*, qui permettent d'y arriver sans secousses.

« Quand la lumière se sera faite dans les esprits, quand vous aurez arrêté les clauses de la CHARTE SOCIALE, il se manifestera une UNITÉ imposante dans les masses populaires ; elles n'arriveront plus à pousser ce cri terroriste : VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT !

« Ce n'est pas tout encore. Il vous faut aussi un centre de propagande qui enveloppe, de son réseau, *tous les peuples révolutionnaires*. Si vous n'entretenez une *agitation incessante*, la réaction amortira l'énergie populaire ; la torpille de la corruption touchera les défenseurs de l'IDÉE ; elle les frappera de paralysie et de mort.

« Surtout, que les leçons de notre vieille histoire ne soient pas stériles pour vous. La Révolution nouvelle touche aux entrailles de la société ; elle entre dans le vif des intérêts, elle ne peut se faire que lentement, successivement, et par des procédés exclusivement *pacifiques*. Mais ce que vous avez le droit d'exiger, c'est que la société s'organise, directement, pour le progrès, et que le mouvement social ne souffre pas d'interruption.

« J'entends déjà les faux *démagogues* me crier que j'ai *vieilli* ; que je ne suis plus à la hauteur de mes idées ; que je frise

(1) Lamartine, Louis Blanc.

les endormeurs de la réaction, qu'il faut faire la révolution *sociale* par le marteau et par la hache; que l'*agitation pacifique* s'est usée d'elle-même, chez un peuple voisin.

« O peuple abusé ! combien de rudes leçons faudra-t-il que tu reçoives encore ? Combien de fois, subiras-tu, sans fruit, la rude école de l'expérience ? Où as-tu vu que les hommes puissent être conduits à bien par la violence et par la terreur ?

« Les dominations fondées par la force brute n'ont-elles pas toujours péri par la force ? N'en as-tu pas, sous les yeux, de terribles exemples, à Paris, à Berlin, à Naples, à Vienne ?... N'as-tu pas, présente à l'esprit, l'histoire de mes fidèles Jacobins, dont les actes sanguinaires ont soulevé l'immense *réaction de la pitié*, qui fait, tôt ou tard, périr les hommes de violence ?...

.....
« Vous voulez tous, s'il vous est démontré possible, le règne de la fraternité universelle, qui se résout dans l'affranchissement successif et le bonheur de tous les êtres humains et de toutes les classes sociales.

« Or, que ceci soit entendu, les moyens employés jusqu'ici conduisent à la division, à l'anarchie, à l'exploitation de l'homme par l'homme, et n'ont jamais pu produire le bonheur *général*.

« Il demeure donc bien démontré, par des expériences répétées, qu'il n'y a que des moyens *nouveaux* qui puissent produire le bien-être de tous, qui puissent conduire au salut de l'humanité.

« Cherchons-les, de bonne foi, à peine de demeurer dans les ténèbres intellectuelles et la douleur physique. Il est écrit : « Cherchez, vous trouverez ; frappez, il vous sera ouvert. »

« Quelle est la base principale, ou plutôt, la base *unique* des sociétés modernes ? C'est le travail pacifique, le travail productif, le travail créateur.

« La société moderne n'est pas, comme l'ancienne Rome, organisée exclusivement pour la guerre. Vous voulez tous l'indépendance des nationalités et la *SAINTÉ ALLIANCE DES PEUPLES* ; vous avez abjuré l'esprit de conquête, qui n'est autre chose que l'esprit de rapine, de meurtre, d'exploitation élevé à la plus haute puissance.

« Ceci est convenu : *LA GUERRE EST UN CRIME CONTRE LE PEUPLE*, dont elle fait le marchepied des conquérants et des ambitieux de bas étage.

« Puisque la grande civilisation ne se fonde que par le travail, voyons ce que vous avez fait pour en perfectionner l'organisation, pour améliorer la condition des travailleurs de tout âge, de tout sexe.

« Là est toute la question sociale : A VOS VRAIS REPRÉSENTANTS APPARTIENT D'EN FOURNIR LA SOLUTION.

« Salut et fraternité.

« MAXIMILIEN ROBESPIERRE. »

Ce premier article appartient à l'école socialiste, mais à l'école socialiste pacifique. Il n'y a rien de bien neuf dans tout cela, et ROBESPIERRE n'avait pas besoin de sortir de la tombe, pour faire imprimer de pareilles redites.

Cherchons un autre article :

« APPEL AUX PEUPLES RÉVOLUTIONNAIRES.

« L'heure de l'émancipation sociale a sonné pour tous. Le moment est venu de nous affranchir des castes parasites, qui voudraient perpétuer votre minorité.... Italiens, Polonais, Prussiens, Autrichiens, vous êtes désormais au niveau de vos frères de France.... La révolution est pour vous un fait acquis ; il s'agit d'en étendre, d'en consolider les bases ; il reste à en garantir les conséquences sociales et pratiques.

« L'union fait la force.... concertons-nous pour nous unir.... notre but sera l'abolition de la misère,.... c'est sur ce terrain que s'établira, solidement, la ligue internationale, l'amélioration progressive du sort des travailleurs.

« L'union vous met dans les mains une arme irrésistible, organise la grève européenne tacite et successive ; que la concurrence internationale cesse d'être un obstacle au bien-être général ; que l'obole de tous alimente la caisse centrale de l'agitation permanente contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

« A nous donc, frères d'infortune, suivons l'exemple donné par nos frères d'Angleterre, et notre grande Convention européenne pourra décréter l'abolition de la misère des travailleurs. Rappelons-nous cette parole de nos pères de 89 : *Nos oppresseurs sont grands, parce que nous sommes à genoux devant eux ; LEVONS-NOUS.* »

Robespierre a paru du 1^{er} au 11 juin et publié quatre numéros : tous ses articles sont à peu près dans le goût de ceux que nous venons de rapporter : *abolition de la misère des travailleurs, formation d'une ligue internationale, pour l'amélioration du*

sort des travailleurs, voilà la marotte du *Robespierre* et il ne sort pas de là. Je ne crois pas que les articles de M. Marcel Deschamps aient fait faire un seul pas à la question des travailleurs. Quant à l'Assemblée nationale, *le Robespierre*, comme de raison, est d'avis de la casser, dans le cas où les *com-mis du peuple* violeraient le mandat qui leur a été donné.

M. Marcel Deschamps a été successivement rédacteur du *Père Duchêne*, rédacteur du *Napoléon républicain*. *La Mère Duchêne*, qui nous donne ces détails, a signé à ce *second écrivain* un brevet de sincère républicain (1).

Et

VIEUX CORDELIER

DRAPEAU DU PEUPLE.

FRATERNITÉ — ÉGALITÉ — LIBERTÉ.

République démocratique une et indivisible.

(23) Le successeur de Camille Desmoullins annonce ainsi son apparition dans la presse, *tremblez, bourgeois!!!*

« Réactionnaires, auxquels j'ai peine à croire, voici l'ami de Danton.

« Démagogues sans systèmes, sans idées, sans instincts, plats

(1) *Ecce iterum!* Le même Marcel Deschamps a fait encore paraître deux numéros (18 mai) d'un autre journal :

LE VIEUX CORDELIER

DE 1848.

C'est toujours du gros vin du même tonneau.

valets de toute violence, instruments intelligents de colère et de vengeance, vous, lâches thuriféraires de la guillotine, tombés en syncope devant le couteau qui vous atteindrait.... si quelque jour vous étiez vomis de la tombe.... voici le *Vieux Cordelier*.

« Travailleurs égoïstes, zélateurs de médiocre, race antique des parvenus à la propriété, fasse le ciel que demain je ne répète pas avec Robespierre : *Les dangers intérieurs viennent des bourgeois ; pour triompher des bourgeois, il faut rallier le peuple*.

« Bourgeois, puisqu'il faut t'appeler par ton nom, si ta bouche conspu la foi et le génie ; si, doué soudain du courage de la peur, tu veux arrêter la République, dans son essor vers les grandes choses ; je suis là pour te faire rentrer dans ton marais, moi, adorateur du beau, du grand et du juste, moi, artiste, moi, Camille Desmoulins.

« Et vous, socialistes, qui aspirez à organiser l'avenir, le bonheur, vous qui ne pensez point que la plus grande prospérité consiste pour nous à manger un égal brouet ; hommes aimables qui ne dédaignent pas les bonnes choses en communion avec vos frères ; hommes sensés qui tenez compte de tous les besoins, de toutes les facultés, quel que soit votre nom, quel que patron que vous ayez, sans entrer dans la discussion de la pratique, je partage vos désirs, et je veux qu'on essaye vos systèmes, car la base en est bonne : c'est la fraternité. Et vous me trouverez avec vous sur la brèche ; car j'ai été arraché à ma Lucile, pour avoir aimé, d'un amour trop précoce, le bonheur et le repos.

« Oui, je suis tombé avec les *indulgents* ; mais il est un crime de lèse-humanité devant lequel je me relèverai avec les *implacables* ; le crime, le vice unique, le vice régénérateur, l'égoïsme. Egoïste, quels que soient ton masque et ton nom, j'ai pour toi, pour toi seul, entendu-tu bien, du vrai fléi d'honnête homme.

« Lecteur non élevé, lecteur élevé, bien élevé, mieux élevé, si tu m'as lu jadis, tu trouveras sans doute que ma phrase a considérablement perdu, et que j'ai laissé quelque chose dans la tombe.

« Heureux si je n'y ai laissé que mon style, et si je ressuscite avec le même dévouement pour la sainte cause du peuple.... et des peuples ! »

Oui, honorable citoyen, nous trouvons que la phrase de Camille Desmoulins a considérablement

baissé et qu'il a laissé BEAUCOUP de choses dans la tombe ; vous caricaturisez admirablement votre modèle, et les vieilles attaques de la veste contre l'habit ne gagnent pas à être reproduites par votre plume.

Pauvre peuple de France, voilà donc tes moralisateurs ! voilà donc les hommes qui, au nom de la fraternité, veulent armer tes bras contre des frères !

Citons encore, pour montrer jusqu'où peut aller l'audace de ces prétendus réformateurs :

« Nous sommes dans les jours où la réaction des privilégiés et des repus déborde à larges flots, et où la vérité s'est couverte de ténèbres, comme la liberté et la République se sont enveloppées de deuil. »

« *Vieux Cordelier* ! vieil apôtre du critique, scellé de mon sang, il y a cinquante-cinq ans, je dirai à cette meute enragée de *modérés* qui m'ont donné, le 16 mai, l'exemple de l'oppression et du vandalisme : il y a des hommes qui, mieux que vous, ont mérité de la Patrie, parce qu'ils ont fait et conservé jusqu'au 16 mars la République que vous perdrez, si nous ne lui venons en aide.

« Ces hommes, ce sont les *Montagnards* !

« Imposteurs et ingrats, vous vous êtes rués, revêtus de l'uniforme et l'insulte à la bouche, contre la préfecture de police et la caserne Saint-Victor. *A bas les Montagnards !* disiez-vous, *à bas cette vile canaille !* il faut les fusiller ! et vous ameniez avec vous, courageux citoyens, une pièce de canon et dix mille hommes pour assassiner, si l'on ne s'y fût opposé, trois cents hommes de cœur !

« Pourquoi donc cette fureur aveugle, ce délire féroce ? Ah ! nous le savons ! c'est que ces hommes vous ont donné la République, que vos intérêts secrets repoussaient énergiquement ; c'est qu'ils vous ont prouvé que si le vol, l'astuce, la corruption étaient parmi les derniers suppôts, et vous les connaissez, de Louis-Philippe, le désintéressement, la misère patiente et honnête, l'amour ardent de la République démocratique, pur et incorruptible, en avaient fait, contre vous, des hommes d'acier.

« Ils vous méprisent, lâches que vous êtes, comme l'honneur méprise les tartufes. »

Suit un éloge pompeux des *Montagnards*, après lequel le *Vieux Cordelier* reprend :

« La République ne vous oubliera pas, quand elle sera autre chose que ce qu'on prétend la faire : *une mauvaise monarchie sans roi.* »

« Mais, patience, mes amis, ne brusquez pas l'avenir. L'heure de la vérité avance, et aucune main criminelle ne pourra jamais l'empêcher de sonner. »

« Vivent les Montagnards ! vive le Peuple ! vive la République ! »

Après de pareilles déclamations, après ces appels incessants à la révolte, peut-on s'étonner encore des journées de juin ?

Le Vieux Cordelier a publié six numéros ; né le 19 mai, il est mort le 1^{er} juin : il a trop vécu.

IL Y A EN FRANCE 117 hommes qui se tuent pour la jouissance d'un seul. LE TRAVAILLEUR Celui qui n'est pas avec nous est contre nous. PAR LA

MÈRE DUCHÈNE.

(24) *La Mère Duchêne* — il faut en faire la confidence à nos lecteurs — aime *le vin à quat' sous*. Ceci, croyez-moi, n'est pas une calomnie, *la citoyenne* veut bien nous avouer qu'elle a un faible pour la barrière ; je cite ses propres expressions :

« Corbleu ! allons y tous »

« Boire du vin à quat' sous. »

Vous devinez, dès lors, que le langage de *la Mère Duchêne* doit être différent, selon qu'elle parle à jeun ou après boire.

Écoutons donc d'abord *la Mère Duchêne* à jeun :

« Les vampires royaux sont tombés, buvant jusqu'au dernier râle, le sang du peuple, qui envahit, en vainqueur, l'Hôtel-de-Ville. C'en est fait, la succession des hauts emplois, des grasses sinécures est morte, et d'indignes bâtards se jettent au travers des rues, tournent les barricades, salissent, de leurs

boîtes vernies, le sang versé par nos frères, et sautent par-dessus les cadavres, pour courir à la curée. D'où viennent-ils ? qui sont-ils ? que veulent-ils ? Belle question ! Ils sortent de leurs caves, où ils étaient enterrés depuis le 24 février, et maintenant qu'il n'y a plus de balles à mordre, de cartouches à brûler, les voici qui accourent effarés, pestant encore contre ces remparts de pavés, qui les empêchaient d'aller, un train de poste, dans les rues, pour arriver au partage qu'ils ont convoité.

« Ce qu'ils veulent ? Pardié ! la chose n'est pas neuve : il faut à ces gants jaunes, non pas une balonnette, pour faire la faction, comme les camarades, mais le pouvoir, la force armée, la police, la loi, parce qu'avec le pouvoir, la force armée, la police et la loi, l'on exploite *cet imbécile de peuple*, qui a, au moins, le mérite, d'être le bœuf gras de la fête.

« Qui ils sont ? Morguienne, vous devez les connaître aujourd'hui ; voici venir les Garnier-Pagès, les Marrast, les Goudchaux, les Crémieux, suivis d'un nombreux état-major de laquais et de marmitons ; laissez passer la sequelle, et vous allez voir venir ensuite les Pagnerre, les Flottard ; les Buchez, les Recurt, les Buffet, et toute la bande noire des bipèdes, affamés de titres et d'épaulettes.

« O République ! place donc à tous les laquais de nos rois, place aux laquais des laquais !!!

(27 mai, 1^{er} n^o.)

Mais la *Mère Duchêne* revient de la barrière, elle a bu, elle chancelle, elle a les yeux à fleur de tête et le visage empourpré, elle crie :

Guerre aux riches ! guerre à la civilisation ! guerre au Gouvernement ! guerre aux administrateurs !

Elle écrit à son *honorables époux* :

« Mon vieux bougon,

« Je t'ai connu, dans un temps, impitoyable pour les eustres de la royauté ; ton langage ferme, ta plume acerbe, ton style vrai et satirique ont plus d'une fois rajeuni mes idées. En te voyant ainsi, marquer, d'un fer rouge, la face des voleurs politiques, j'ai senti réchauffer mon vieux sang, tiédi par la captivité et les privations. Pourquoi donc, aujourd'hui, te refroidir toi-même ? Te sentirais-tu si vieux, après trois mois de République, que ton bras s'affaiblit et que ta plume s'émoussât.

« Crois-moi, il vaut mieux être le bourreau de l'infamie que d'être son esclave, en acceptant ses décrets. Marche donc ou je casse mon sabot sur le pot au noir politique !

« Va, les fils d'Eve sont des malheureux, malheureux parce qu'ils forment des castes, et ces castes sont d'infâmes monstruosités, avec lesquelles on tue tout esprit de charité et de fraternité. Ainsi, vous avez vu combien l'aristocratie financière a commis d'iniquités pour se fonder ; vous savez qu'elle a tout renié, père, mère, famille, frères ; vous savez qu'elle a fait plus encore ; dans sa soif insatiable de l'or, elle a tué, dénaturé les lois de Dieu, crucifié Jésus et anéanti sa constitution ; le plus grand légiste des temps, le plus honnête républicain, le plus grand comme le plus sincère démocrate est mort ignominieusement en leur pardonnant.

« Un souffle infernal a donc passé sur la France après cette rosée de sang, rosée qui devait régénérer le monde. Depuis, Satan est sur la brèche, convoitant sa conquête. Et Satan, qu'est-il ? l'exploiteur.

« Oh ! je me souviens encore du 25 février ! Ce jour-là, pour mieux apaiser la colère et la faim du peuple victorieux, chacun lui tendait la main, chacun promettait de l'aider en frère, en ami. Puis, puis quand chacun est revenu de sa stupeur, que le peuple s'est donné de nouveaux maîtres, on lui rit au nez, et aujourd'hui les affamés des ateliers nationaux sont menacés des baïonnettes bourgeoises et des canons-Bugeaud, s'ils ne veulent se passer de manger !.

« A présent que les baïonnettes bourgeoises fonctionnent, à faire croire aux municipaux, il n'y a plus rien à espérer du symbole démocratique : *Liberté, égalité, fraternité*.

« Ainsi donc, tu le vois, le peuple est volé, *archi-volé*, il a pour lui, comme ci-devant, la perspective d'aller mourir à l'hôpital, ou dans un dépôt de mendicité, s'il n'est tué, avant, dans une maison de correction.

« Voilà la situation, vieux, et si la *Mère Duchêne* est b. . . en colère, c'est qu'elle s'aperçoit que tu ne l'es plus autant. Tu es indignement exploité par de vils menteurs. Les Barbes sont traqués, et jetés dans les casernes, parce qu'ils ont proposé, dans une assemblée égoïste, une taxe extraordinaire sur les grugeurs du peuple, parce qu'enfin ils ne veulent pas que le peuple souverain soit maltraité par un cosaque, comme Dupin. Maintenant, faut-il que j'en croie la vindicte publique ? On dit, vieux pot dard, que tu t'es laissé séduire par les beaux yeux d'une altière *républicaine*. On dit même que, foulant aux pieds la liberté, seul bien de la vie, tu es devenu l'esclave d'une *Dulcinée* au cœur noir, comme tout ce qui sent l'aristocratie. Vie

brouillon de ménage, si cela était, sache bien, qu'à ton âge, tu serais le plus misérable des hommes ; et fais bien attention que la *Mère Duchêne* serait capable d'arracher les yeux rouges de ta poupée politique.

« Si encore, tu te laissais enjôler par les filles du peuple, on te le pardonnerait, vieux scélérat, mais par ces langues dorées de bourgeoises décrottées, qui puent la viande humaine, fi donc, vilain monstre d'homme ! oublies-tu que la sueur du pauvre a humecté les lèvres que tu baises ? Oublies-tu qu'il n'y a qu'une femme que tu dois aimer aujourd'hui ? l'Indépendance.

« Prouve-moi donc que ces cancanes sont faux, en faisant la cour au peuple, ce père de la force, de la richesse et de la puissance. Jette ta princesse dans le panier aux ordures, sinon la *Mère Duchêne* se divorce, de par les crétins qui veulent nous faire des lois pour eux.

« Je t'attends prochainement pour aller boire du vin à quatre sous, avec nos fils des ateliers nationaux :

« Corblen ! allons-y tous

« Boire du vin à quat' sous ! (bis.)

« Tout à toi, vieux bribe.

« LA MÈRE DUCHÊNE. »

(2 Juin 1848.)

Je renouvelle mon observation : la *Mère Duchêne* a bu, la *Mère Duchêne* a bien bu ; à travers les fumées vineuses, la civilisation lui semble *un chaos immonde* ; nos gouvernants *sont des pailleasses politiques qui volent le peuple*, tandis que l'organisation du travail tombe en eau de boudin et que les administrateurs escamottent la grenouille.

Mais voyez un peu comment la liberté de la presse est respectée ; ne voulait-on pas réduire la *Mère Duchêne* au silence ! O infâmie ! lui fermer la bouche ! ô pudeur ! l'empêcher de donner des conseils au pauvre peuple ! Arrière, mécréants, arrière, vils suppôts de l'inquisition, la *Mère Duchêne* a bon pied, bon œil et elle saura vous répondre :

« FLOURBIE JUDICIAIRE ET POLITIQUE.

« . . . La *Mère Duchêne* n'est pas morte. Attaquée lâchement, par derrière, elle allait tomber égorgée, assassinée,

quand une main généreuse est venue à son secours. Si on l'avait attaquée bravement en face, et qu'elle fût tombée dans la lutte, elle n'aurait pas eu la honte de dénoncer au public les forfaits d'ennemis cachés et voilés qui se glissent dans l'ombre, pour vous enfoncer le poignard dans les reins; mais tomber sur la dalle, frappée dans le dos, d'un coup mortel, comme un forban ou un bandit! allons donc, misérables, y pensez-vous? oubliez-vous la cause que je défends!

« Prenez donc garde! me voici plus forte, plus puissante, plus impitoyable que jamais, et, pour commencer, exploiteurs et tyrans, *la Mère Duchêne* vous dénonce au ban du peuple. Elle vous dénonce, parce que vous êtes lâches et vils, vils et lâches, comme les aristocrates dont vous êtes les élus. Hommes du pouvoir, magistrats, je croyais que vous vous souviendriez de la force du peuple géant qui, en trois jours, a su balayer un trône soutenu par des baïonnettes et défendu par des canons; je croyais que nourris, hébergés, gavés, repus avec les sacrifices que s'impose ce peuple magnanime, vous n'oseriez point attenter de nouveau à l'une de ses institutions la plus chère, la liberté de la presse.

. Vous avez oublié que nous avons encore du plomb et des bras pour maintenir nos conquêtes.

« Oui, vous avez envoyé chez *la Mère Duchêne* lui faire des prières, des offres, des menaces. Mais vos offres, vos prières, vos menaces ont été accueillies avec le plus profond mépris.

« Nous avons du courage, surtout quand il faut braver les hommes parjures et prévaricateurs; fille de la tyrannie, achève ton pressage, prête les mains pour nous arracher une à une nos libertés, et un beau jour, le peuple, dans sa juste colère, te serrera la gorge, et tu retomberas sur le pavé pour ne jamais te relever. »

Enfin le 22 juin, la veille de la sanglante bataille, *la Mère Duchêne* jette ce défi à l'Assemblée nationale :

« Citoyens amis du peuple, vous oubliez trop vite que votre MAÎTRE, celui qui vous paye avec ses sacrifices et sa misère, le PEUPLE SOUVERAIN, entend que l'on respectera ses décrets formulés au milieu de la fusillade; vous oubliez encore que vous n'êtes rien, rien, rien, entendez-vous, et que demain, si bon nous semble, nous saurons de rien que vous êtes, vous envoyer au néant; vous oubliez, vous dis-je, que nous connaissons le chemin des barricades et que nous pourrions les

relever pour chasser de vils eunuques, qui prétendent nous imposer leurs lois au lieu de subir les nôtres.

« Pour l'honneur de vous-mêmes, pour le bonheur des vôtres, ne cherchez pas à nous ravir nos libertés, vous savez bien que la *presse du peuple* ne peut s'imposer un cautionnement, et, si vous y tenez, vous prouverez, une fois de plus, que vous voulez régner et nous donner le fouet, sous la jambe, citoyens commis du peuple. Mais combien êtes-vous pour pousser cette audacieuse entreprise? Pensez-vous, comme ce roi imbécile, que les baïonnettes intelligentes des *modérés* sauront parer les coups prêts à tomber sur vous? Détrompez-vous, commis du peuple, détrompez-vous, la *Mère Duchêne* vous en supplie, car ses enfants prendront les armes, dès qu'ils sauront que l'on veut, comme autrefois, étouffer la vérité en monopolisant la pensée. Ah! vous voulez tuer la presse, prenez-y garde, prenez-y garde. »

La Mère Duchêne a fait paraître six *jolis petits* numéros de ce genre, du 27 mai au 22 juin; nous ne voulons pas les croire sérieux, ils seraient par trop ignobles; cependant.... ils sont signés.

LE PILORI.

La vérité, rien que la vérité! — Tout pour la nation et par la nation.

(25) L'enseigne de la boutique indique à merveille l'espèce de marchandises qui s'y débite. *Le Pilon* vend du scandale à cinq centimes la feuille; ses adversaires politiques sont des ennemis, des ennemis mortels, irréconciliables; il se croit en droit de les combattre par tous les moyens, jugez-en par le programme suivant:

« LE NOUVEAU PILORI.

« Cet instrument d'une justice menteuse et vénale que nous venons de reconstruire par la pensée, nous voulons le purifier aujourd'hui en l'employant à un usage saint. Que, dans un sens tout moral et seulement comme emblème, l'image de ce supplice soit appliquée aux ennemis du peuple, aux mauvais

serviteurs de la patrie, à ceux mêmes que leurs antécédents proclament comme des hommes dangereux pour le salut de la République.

« Attachons donc au saint pilori de la justice populaire, *pilorisons* (qu'on me passe le barbarisme) non seulement les traîtres, les concussionnaires, les lâches, mais aussi les intriguants, les ambitieux, les incapables, les dévoués suspects, tardifs ou mobiles, les accapareurs de places ou de popularité. Punissons-les, et surtout épouvantons-les par ce supplice, ou par la menace suspendue sur leurs têtes. Certes, nous ne prétendons pas distribuer l'infamie et la clouer sur les fronts. Nous ne voulons infliger que *le blâme* : c'est ainsi que le peuple appelle encore l'exposition en vertu d'un jugement. *Piloriser*, pour nous, c'est signaler, non point aux réactions, à la haine, au mépris, mais seulement à la méfiance publique.

« Nous ne disons point que *la vie privée est murée* pour nous. C'est là un axiome devenu banal et faux dans sa trop grande généralité. Il y a dans toute vie privée une part qui se rattache directement à la vie publique et politique. Tout citoyen a le droit de demander à un fonctionnaire : « Comment donc faites-vous pour économiser ou pour dissiper chaque année le double de ce que je vous paye? »

« En un mot, tout ce qui devient un scandale tombe dans le domaine public. Battez-vous dans la maison, soit : mais que le bruit n'arrive point dans la rue, car, de droit, il sera interprété par tous les passants.

« Il y a, comme cela, une vingtaine de propositions-parapluies, proclamées dans les Chambres dynastiques : *chacun chez soi, chacun son droit ; respect aux droits acquis* (bien ou mal) ; *nous devons au peuple des lois et non du travail et du pain*, etc., etc. ; contre-vérités dont le *pilori* fera justice, en temps et lieu, dans la personne de leurs inventeurs. »

Et maintenant que *le Pilori* s'est mis en règle avec le public, *il expose* M. Thiers :

« PREMIÈRE EXPOSITION.

« M. THIERS.

« *Ab Jove principium* ; à tout seigneur, tout honneur. Étudiez, dans la vignette, cette petite figure grimaçante où la malignité rieuse du singe se mêle à l'astuce réfléchie du renard, le tout voilé d'une paire de lunettes, qui, sans doute, n'a pas été prise uniquement pour soulager l'organe affaibli. Les lunettes ressemblent au langage : elles ont été inventées pour cacher la

pensée. Dans la lucarne où le place notre Némésis, on voit à peu près de sa petite personne tout ce qu'il en montre ordinairement à la tribune : la figure et les mains.

« Les spectateurs y perdent sa petite taille, assez bien prise, quoique tournant un peu à l'obésité et sa jambe bien faite et son pied léger. Ici surtout, les entraves nous privent absolument de ses gestes rapides, pleins d'expression et d'originalité.

« Mais comment ce joli petit homme, qui a l'air, au fond, de ne point manquer d'esprit et de savoir-vivre, s'est-il rendu digne de comparaître si étrangement devant si nombreuse compagnie ? Comment surtout a-t-il eu la maladresse de se laisser surprendre... par les événements ?

« — C'est ce que va nous apprendre le fonctionnaire chargé de lui lire son arrêt et de l'exécuter, le bourreau lui-même, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

« ARRÊT.

« Louis-Adolphe THIERS, né à Marseille le 26 germinal an v (16 avril 1797), est condamné à l'exposition publique et à la flétrissure... morale, comme s'étant rendu coupable des délits ci-après énoncés : »

Nous vous faisons grâce de ces ignobles détails.

Nous ne sommes pas, bien s'en faut, les amis de M. Thiers ; nous avons combattu, bien des fois, les principes et les tendances de l'homme d'État, mais notre plume a su toujours respecter l'homme privé.

Les rédacteurs du *Pilori* ont d'autres idées sur cette matière, nous ne les partagerons jamais.

Le second et dernier numéro du *Pilori* est consacré à M. Dupin aîné. Est-ce la pudeur publique, est-ce la justice qui ont arrêté cette publication ? nous l'ignorons.

Nos lecteurs n'ont pas oublié sans doute qu'après la révolution de Février, le *Palais-Royal*, devenu *Palais-National*, ouvrit ses salons à plusieurs affiliés de clubs qui y tenaient, non seulement leurs séances, mais y prenaient encore leurs repas. Le citoyen Barbès, qui, depuis... trônait alors dans ces beaux

salons et délaissait la présidence des clubs à des démocrates plus obscurs; Huber était à la tête du *Club des Clubs*, Sobrier dirigeait le *club de la Révolution*, et Villain, celui des *Droits de l'Homme*. Le *club des Droits de l'Homme* comprit bientôt la nécessité d'avoir un journal à sa disposition, une feuille bis-hebdomadaire fut créée sous le titre :

Démocratie.

LA PROPAGANDE

Fraternité.

Égalité.

RÉPUBLICAINE.

Égalité.

(26) Le rédacteur en chef débute par l'article suivant :

« Le soldat démocrate, qui dès le 6 août 1830 criait : *Vive la République!* dans la cour du Palais-Royal, où les mercenaires d'un hypocrite se ruaient, en nombre, sur quiconque demandait autre chose qu'un Roi, ce soldat meurtri, broyé, jura, à la face du ciel, qu'il ne laisserait ni paix ni trêve, au monstre que les malédictions et le mépris universel accompagnent aujourd'hui sur la terre d'exil. Ce soldat a tenu parole, il est donc dispensé de toute profession de foi.

La Propagande républicaine n'avait pas une rédaction très variée, le même rédacteur, *ce soldat meurtri, broyé*, avec lequel vous venez de faire connaissance, suffisait à tout; premier-Paris, article de fonds, faits divers, correspondance, feuilleton, variétés, sortaient tour à tour de sa plume, plume médiocre, bien médiocre, il faut l'avouer; l'infatigable *soldat meurtri et broyé* trouvait même encore le moyen d'écrire des lettres

A MARAME VICTORIA COBOURG,

REINE ET PAPESSÉ D'ANGLETERRE,

*Sur le Christianisme et la Démocratie, comme base et moyen
du bonheur des hommes et de la fraternité universelle.*

Peu après cependant le journal entra dans une nouvelle phase, il modifia son titre et ses allures, *la Propagande républicaine* devint

LA PROPAGANDE

RÉVOLUTIONNAIRE,

(27) et sa ligne politique put se résumer ainsi : à l'intérieur : *agir révolutionnairement* ; à l'extérieur : *faire de la propagande armée*. Mais, hélas ! *la Propagande révolutionnaire* s'éteignit bientôt ; disons à sa louange qu'elle n'avait fait ni beaucoup de mal, ni beaucoup de bien.

(28) Nous passons maintenant à un journal curieux, hiéroglyphique, à la collaboration duquel *un prophète, un messie* — ne riez pas trop fort — daignait prendre part.

Jean Journet, un colleur de papier qui s'intitule : **LE MAPAH**, a inventé, depuis tantôt douze ou treize ans, une religion nouvelle qui ne gagne pas à être expliquée ; d'ailleurs les journaux du temps ont suffisamment édifié leurs lecteurs sur le mérite de cette découverte, sur le **DIEU-ANDROGYNE**, sur le **Dieu mâle-femelle**, **père-mère** ; nous ne reviendrons pas sur un pareil sujet :

Voici d'abord le titre du journal :

LA MONTAGNE

DU PEUPLE FRATERNEL ET ORGANISATEUR

TRIBUNE

DES VÉRITABLES REPRÉSENTANTS DE LA FRANCE.

Qu'a été le Peuple? Rien! Que doit-il être? Tout!

C'est l'esprit qui vivifie; la chair ne profite de rien, les paroles que je vous dis sont esprit et vie.

(Saint Jean, v. 63.)

Dors en paix, ma Pologne (lisez humanité), car ce qu'ils appellent ta tombe, moi, je dis que c'est ton berceau.

(F. Lamennais.)

Périssent nos mémoires; mais que l'humanité soit sauvée.

Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des devoirs.

(Robespierre, 1793.)

Les Républicains vaudront tout leur prix, quand ils auront détrôné l'oppression, l'égoïsme et la cupidité, pour y substituer la liberté, l'égalité et la fraternité pratique, qui élèvent l'homme vers Dieu.

(Unité.)

Tout arbre qui ne produit pas de bons fruits sera coupé et jeté au feu.

(Évangile.)

Fondateur-directeur : A.-P. Legallois, éditeur de *l'Évangile du Peuple*, de *la Bible de la Liberté*, de *l'Union ouvrière*, fondateur du *Représentant du Peuple*, du *Club de la Montagne*, de *l'Association fraternelle du travail*, *Électeur* et *Garde national*.

Rédacteurs : George Sand ; Proudhon ; Lamennais ; Bougeart ; Esquiro ; Constant Hilbey ; Meyer (l'ami des ouvriers) ; A. Berthet ; Agathon Bougiélis, d'Athènes ; Pierre Leroux ; L. Collet ; Jean Journet.

Le premier numéro de LA MONTAGNE parut le 4 mai ; c'était un manifeste que l'école *plus que socialiste* de Proudhon, Pierre Leroux, Lamennais, George Sand lançait en guise de ballon d'essai, et comme une panacée universelle destinée à guérir tous les maux de la société. La société ne voulut pas être

guérie par de pareils remèdes ; elle tourna le dos aux docteurs et *la Montagne* passa alors aux plumes de ses rédacteurs du second ordre ; Jean Journet, le messie du Dieu androgyne, Jean Journet LE MAPAH y développa ses doctrines nébuleuses ; Constant Hilbey, que vous connaissez déjà pour le rédacteur du *Journal des Sans-Culottes*, y renouvela ses attaques furibondes et *peu françaises*, et *la Montagne* mourut de sa belle mort, le 14 mai, après avoir publié quatre numéros : elle avait vécu dix jours.

Nous citerons l'article suivant, comprenez qui pourra :

16 avril 1848.

FÊTE DES MANSARDES ET DES CHAUMIÈRES.

Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

(ORGANISATION DU TRAVAIL PAR L'ASSOCIATION.)

Qu'est-ce qu'un républicain ? C'est un socialiste.

Qu'est-ce qu'un socialiste ? C'est un républicain.

Les loups se sont faits agneaux... Prenez garde que les agneaux ne se fassent loups. — Les loups ont crié sur les agneaux : Au loup ! au loup !

Qu'est-ce que le peuple ? C'est la garde nationale.

Qu'est-ce que la garde nationale ? C'est le peuple.

« Aujourd'hui, 16 avril 1848, la révolution politique finit, la révolution sociale commence. Sois, trois fois béni, premier jour de l'ère de délivrance ! Par toi, peuple français, Christ-peuple, Messie des peuples, que toutes les chaumières soient un château, toutes les mansardes un palais ; toute la terre arrosée de notre sueur, de nos larmes et de notre sang, *le jardin des délices* ! »

« Dieu est le grand artiste ; du mal, il fait naître le bien ; des plus infimes causes, les plus grands effets ; de deux grains de poussière qui se heurtent, surgissent le 17 mars et le 16 avril. Le 17 mars, Thomas, tu disais : « Combien sont-ils ? » Il t'a répondu : infinis.

« Aujourd'hui, 16 avril, tu dis : Que demandent-ils ?

« Ils demandent leur place au soleil, et leur part au banquet de la vie sociale.

« Les déshérités, les pieds nus, sans pain, l'ont fait aujourd'hui la première sommation pacifique.... Tremble qu'elle ne soit la dernière !

« Ils blasphèment, ceux qui disent : *A bas le socialisme !* Toute manifestation de la pensée est sainte.... Au temps à séparer l'ivraie du bon grain ! disons : vive le socialisme !

« Le socialisme est le phare de la transition, suspendu sur l'abîme qui nous sépare de la terre promise.

« Honneur ! trois fois honneur à vous, socialistes qui avez inscrit sur les drapeaux du peuple : *Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ; organisation du travail par l'association*. Vous avez donné le fronton du temple d'amour qui va surgir des ruines du vieux monde qui s'écroule.

« Que ces paroles divines retentissent aux quatre coins du monde ! qu'elles soient gravées dans le cœur de tout ce qui vit, grouille et souffre !

« Elles sont le *pain de vie* des affamés.

« Elles sont le *pain de mort* des repus, qui restent assis au festin de Balthazar....

« Satan (égoïsme), à l'aspect de la *bannière sacrée*, tu as compris que ta dernière heure avait sonné, tu as fait un effort suprême ; à ton souffle infernal, *le peuple s'est trouvé armé contre le peuple*, le frère contre le frère !....

« *Pendant quatre heures*, tu as aiguisé les baïonnettes civiles sur les poitrines des citoyens ;

« *Pendant quatre heures*, le cortège des pieds nus, sans pain, portant son denier à la République, est resté enlacé dans ton réseau de fer ;

Pendant quatre heures, tu as mis le feu aux poudres, elles étaient submergées d'amour ;

« *Pendant quatre heures*, une goutte devenait un océan de sang, une étincelle d'incendie !...

« Malheur ! trois fois malheur sur la tête de ceux qui ont ainsi tenté le seigneur ! Devant le 16 avril, l'homme est petit, Dieu seul est grand. Il continue le miracle du 22 février.

« Satan, tu es vaincu.

« Toi, tu étais SEUL ; là est ton néant ; nous, armés ou sans armes, nous étions tous nos frères, tous UN ; là est notre vie.

« Oui, tous frères, tous UN, le pied levé, prêts à t'écraser la tête !.... si tu osais la redresser. Oui, Satan, égoïsme, nous sommes tous libres en Dieu, tous frères en Dieu, tous égaux en Dieu, tous UN en Dieu, et ton règne est passé.

« Républicains socialistes, communistes, phalanstériens, gardes nationaux et soldats, nous sommes tous frères ; l'univers a sur

nous les yeux, ne faisons pas comme les soldats de Cadmus : ne déchirons pas le sein de notre divine mère la République, étendue en ce moment sur un lit de douleur en *travail d'enfantement* du salut du monde ! Il y aurait crime de lèse-humanité, sacrilège.....

« A cette heure d'agonie, le peuple est calme, oui, calme comme un canon chargé à mitraille..... *Mon Dieu, ayez pitié de nous !*

« LE MAPAH. »

—

POLITIQUE DES FEMMES

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

Publié pour l'intérêt des femmes et par une société d'ouvrières.

(29) Le premier numéro est du 24 juil. L'auteur, qui ne prend pas la peine de nous dire son nom, débute ainsi ;

« Notre politique a été toute de ruse et de dissimulation, dans le passé, faisons, qu'à l'avenir, elle soit toute de conciliation et de franchise, cela dépend un peu de nous, et beaucoup des hommes.

« *Un peu de nous* : parce qu'il faut être forte pour être vraie, et que nous ne serons fortes qu'en étant unies entre nous.

« *Beaucoup des hommes* : parce qu'il faut qu'ils apprennent à respecter notre liberté d'opinion et de croyance, qu'ils nous combattent avec loyauté et courtoisie, et non point par la raillerie et l'insulte.

« Notre but politique est le même que le leur. Mais notre point de vue est différent ; nous devons avoir chacun notre originalité. Sous le vaste étendard du socialisme, la politique des femmes peut marcher de front avec la politique des hommes.

« Nous sommes des ouvrières pauvres, et nous n'attendons d'appui que des hommes de cœur, et des femmes qui nous seraient sympathiques. Si ce premier numéro nous attire cet appui, nous pourrions continuer notre œuvre. »

Cet appel n'a pas été entendu, car la *Politique des Femmes* est morte à son second numéro.

On est déjà fixé, par l'article qui précède, sur les

tendances du journal, les jupons veulent se faire socialistes, mais, dans le morceau qu'on va lire, *le communisme* leur semble préférable; nous citons textuellement.

UN GROUPE DE FEMMES DANS LA COUR DU LOUVRE.

« Une *femme*. Quand tout cela finira-t-il ? je n'ai plus rien à mettre en gage ; mon mari est sans travail, mes enfants vont nu-pieds, et je n'ai plus le sou à la maison.

« Une *dame*. Allez aux ateliers nationaux.

« Une *vieille femme*. Il faut avoir de bons yeux pour coudre ; je ne peux faire qu'une chemise, en deux jours ; pourriez-vous vivre avec six sous par jour ?

« Une *femme*. Je suis revendeuse, je ne sais pas coudre, moi.

« *Plusieurs ensemble*. Moi, je suis blanchisseuse.

Et moi, cuisinière.

Et moi, coloriste.

« La *dame*. Si les ouvriers étaient tranquilles, le commerce reprendrait, et alors tout irait mieux.

« Une *ouvrière*. Oui, pour les patrons, ils auront les ouvriers à moitié prix, et ils leur feront payer tous les frais de la révolution

« La *dame*. Vous êtes injuste, les ouvriers, au contraire, ont tous les bénéfices : on a augmenté les salaires, et diminué le nombre des heures de travail.....

« L'*ouvrière*. Sur l'affiche, mais pas dans l'atelier ; les salaires des femmes sont diminués partout, on profite de notre misère.

« La *dame*. Ma chère amie, le gain des femmes est de peu d'importance. L'homme est le chef de la famille, et quand il gagne bien, les femmes sont heureuses.

« Une *femme*. Et quand l'homme est malade ou mauvais sujet ?

« Une *autre*. Et quand les femmes sont veuves ?

« Une *jeune fille*. Et quand elles ne trouvent pas à se marier ?

« Une *ouvrière*. Lorsque la misère est à la maison, les hommes s'y ennuiant, ils vont se distraire au dehors, ils prennent l'habitude de flâner, et les femmes ont toute la peine.

« La *dame*. Où voulez-vous en venir avec ces plaintes ? Les bourgeois ont les mêmes soucis que vous, il faut bien qu'elles se résignent ; croyez-vous qu'il y ait des riches à présent ? ils sont tous ruinés !

« *Plusieurs voix*. LES GUEUX..... ILS CACHENT LEUR ARGENT.....

ILS VEULENT NOUS RÉDUIRE PAR LA MISÈRE..... NOUS SAURONS BIEN LEUR FAIRE RENDRE GORGE.

« Une *couturière*. Il faudra qu'on augmente le prix de notre journée, nous n'avons pas envie de payer toujours les beaux appartements et les belles toilettes de nos patronnes.

« Une *autre*. C'est notre travail et notre argent qui fait leur fortune.

« Une *ouvrière socialiste*. Quand vous crierez ainsi, vous ne ferez rien changer aux choses ; notre force est dans le calme et la persévérance.

Et après trois colonnes d'un pareil caquetage, il est prouvé que M. Cabet est un saint homme; que la *République icarienne* est la panacée universelle; en conséquence, ces dames décident qu'elles s'associeront, et la plus savante d'entre elles fera un cours de morale icarienne.

Les

BÊTISES DE LA SEMAINE.

Revue intérimaire, ministérielle, parlementaire, parisienne, provinciale et étrangère.

Un sot trouve toujours un plus sot qui l'admire.

(30) Journal insignifiant, plaisanteries de très mauvais goût.

Quelques numéros seulement ont été publiés. *Les Bêtises de la Semaine* appartenaient à la République rouge et soutenaient, aux élections, les candidats les plus avancés, entre autres M. Colfavru, le co-homme du *Père Duchêne*.

Dien
et
l'Humanité.

LE TRAVAIL

Droits
et
Devoirs.

• VÉRITABLE ORGANE

DES INTÉRÊTS POPULAIRES

Donnant, en entier, le *Compte-rendu des séances*
et des travaux du

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Le travail est le développement normal de la vie des nations et des individus.

Le travail, c'est la manifestation de la vie.

Vive la République démocratique et sociale !

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, le 24 février 1848.)

(31) Organe du club de la Révolution, ce journal en réflète les idées. On n'a pas oublié que les citoyens Raisan, Baune, Chilmann, Thomassin, Lamieussens, composaient le bureau du club de la Révolution. On y adorait Barbès et Pierre Leroux : voici un hymne en faveur de l'ex-imprimeur de Boussac :

« Arrière, rhéteurs, arrière, faiseurs de statistique, arrière, poètes aux mots splendides, place, place au philosophe humanitaire !

« Oui, place à cet humble prolétaire, qui a indiqué du doigt le chancre rongeur qui dévore la société actuelle !

« Oui, place à cet humble travailleur de la pensée, qui a découvert la pierre angulaire sur laquelle l'humanité régénérée doit s'appuyer dans l'avenir !

« Oui, place au plus vaste génie des temps modernes, place au modeste Pierre Leroux ! »

Le Travail lance, en outre, des philippiques ; en voici un échantillon :

« AUX OUVRIERS DES CORPORATIONS.

« C'est contre vous, mes frères prolétaires et ouvriers, que je lance ma première philippique.

« Eh quoi ! plus de cent mille d'entre vous ont déserté

l'urne électorale ! En vérité, c'est à ne pas y croire ! Les pavés de Paris sont encore teints du sang que vous avez versé pour conquérir vos droits politiques, et lorsqu'au lendemain de la victoire, vous êtes appelés, pour la première fois, à exercer ces droits, soldats indisciplinés, vous manquez à l'appel.

« Le droit implique le devoir, sachez-le bien. Qui méconnaît le devoir n'est pas digne de jouir du droit. Ainsi donc, qu'à l'avenir, nul de vous, prolétaires et ouvriers, ne manque au devoir de l'exercice de ses droits.

« Ouvriers, mes amis, mes frères, écoutez un bon conseil, rappelez-vous que nous avons à fonder une société nouvelle, et que les intérêts de l'humanité sont en jeu.....

« En vain, les intérêts confédérés de l'égoïsme se réuniront-ils autour du drapeau de la société vermoulue qui s'écroule ; en vain s'appuieront-ils sur le droit de la force et du canon ; vains efforts, lutte impuissante contre l'idée régénératrice de l'humanité ; les idées, plus fortes que le canon, les principes, plus puissants que les intérêts et les baïonnettes coalisés, emporteront les hommes dans leur marche progressive et régulière.

« A eux le passé, à nous l'avenir ! »

Le Travail a publié dix numéros, du 29 mai au 21 juin.

Rédacteur-gérant : DUPRÉ.

L'OPINION DES FEMMES

Publication

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION MUTUELLE DES FEMMES.

La pierre que ceux qui bâtissaient avaient rejetée,
a été placée à la tête de l'angle.

(32) Les citoyennes Désirée GAY et Jeanne DEROIN ont fait paraître deux numéros sous ce titre, dans le courant du mois d'août. C'est encore du socialisme en jupons :

Nous citons :

« QU'EST-CE QUE L'OPINION DES FEMMES ?

« C'est le jugement qu'une moitié de l'humanité a le droit de porter sur les lois qui lui sont imposées par l'autre moitié.

« L'opinion des femmes a été jusqu'à présent comptée pour bien peu, si même elle a été comptée pour quelque chose ; on se persuade qu'elles ne peuvent avoir une opinion raisonnée dans toutes les questions religieuses, politiques et sociales. Elles travaillent à former des réunions et à s'associer pour conjurer les orages qui menacent tous ceux qui leur sont chers, et bientôt elles n'auront qu'une même opinion, parce qu'elles ont un même intérêt ; c'est d'établir sur la terre le règne de la paix et de l'harmonie. La diversité des intérêts fait seule naître la diversité des opinions. Ramener tous les hommes vers un même but, l'intérêt général, c'est le seul moyen de concilier tous les intérêts en lutte et de faire naître, dans les cœurs, des sentiments de bienveillance mutuelle ; l'on atteindra ce but, lorsque l'opinion des femmes aura l'influence qui lui est due et viendra, comme un rayon de lumière et d'amour, vivifier l'intelligence de l'homme. »

Ces dames définissent ainsi le socialisme :

« Le socialisme, c'était, il y a quelques années, la réunion de plusieurs systèmes ; c'est aujourd'hui une armée militante, pacifique dans son esprit, mais marchant avec la force aveugle des légions providentielles, qui, de tout temps, ont entraîné les peuples vers les destinées nouvelles. »

Et elles s'enrôlent, de grand cœur sous la bannière du socialisme, en protestant, de toute leur énergie, contre les doctrines de Malthus sur la population et demandant, à grands cris, à partager les droits politiques de leurs maris.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS

Fondé par les ouvriers délégués au Luxembourg.

Organisation du travail par l'association.

Plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

**(33) Les délégués du Luxembourg n'osent plus crier :
Vive la République ! car le gouvernement que nous**

avons n'est pas la République, selon eux ; aussi que demandent-ils ? ils demandent :

« Une République qui soit véritablement le gouvernement de tous ; qui, ne se bornant pas à écrire sur son drapeau : *Liberté, égalité, fraternité*, fasse passer cette admirable devise dans toutes ses institutions.

« Dont les lois soient aussi simples, mais aussi substantielles que le texte de l'Évangile.

« Dont les armées soient industrielles et non pas seulement militaires.

« Dont la politique, ne comportant plus une complication de rapports, repose sur le bon droit et la vérité.

« Dont les enseignements soient grands, répandus et à la portée de tous.

« Une République où le travail de l'intelligence et celui des mains soient justement honorés, équitablement rétribués.

« Où, partant, la richesse soit déversée sur tous, la misère impossible.

« D'où la faveur soit bannie.

« Où le mérite prenne sa place.

« Où la justice ne puisse faillir.

« Une République, en un mot, qui soit assez large pour s'étendre au-delà de la France, au-delà du continent, au-delà des mers. »

Ils demandent aussi Louis Blanc, ils sont en extase devant Louis Blanc ; si Dieu est Dieu, à coup sûr, Louis Blanc est son prophète, son messie rédempteur, Louis Blanc ou la mort.

Louis Blanc ne vient pas ; ils lui écrivent :

« Citoyen,

« Nous sommes habitués, depuis longtemps, à ta parole. En révolution, les heures sont des années, et nous t'aimons trop pour ne pas te demander pourquoi, maintenant, tu gardes le silence..... »

La réponse de Louis Blanc ne se fait pas attendre ; l'organisateur du travail répond à ses chers ouvriers :

« Non, mes amis, je ne suis point découragé.

qu'une majorité *vendue* se laissait imposer par le *vieux corrompu* que tu as chassé?

« O malheureux peuple ! ô malheureuse France ! que n'as-tu suivi mes conseils ? Que t'ai-je dit, lorsque tu trônais sur les barricades de février ? que, si tu en descendais avant d'avoir fait passer ta *volonté* en actes, tu te réduirais au rôle de marche-pied d'ambitions ignobles ; tu ressemblerais à ces rois faïnéants, qui laissent usurper leurs fonctions souveraines par d'insolents *maires* de palais. Aussi, vois déjà, de quel œil *dédaigneux*, les *ennemis du peuple* considèrent la majesté de leur souverain ! ils t'ont chassé honteusement du sanctuaire des lois ; bientôt ils vont te tenir à distance respectueuse ; ils vont transformer les valets en maîtres, ils vont changer les maîtres en valets !

« Peuple dégénéré ! n'as-tu plus d'entrailles pour tes frères de la Pologne ? ont-ils déjà inoculé, dans ton noble sang, le venin impur de leur corruption ? Oublies-tu que l'humanité tout entière n'espère plus qu'en toi ? que la barbarie *cosaque* et *monacale* s'apprêtent à punir les peuples d'avoir mis leur confiance en ta loyauté ?

« Réveille-toi, peuple révolutionnaire ; punis-les, ces lâches, s'ils osent commettre la trahison. Lève-toi fièrement pour rappeler ses promesses au représentant de la France ; et si, par impossible, il recule devant la réaction, écrase-le sous la révolution du mépris. »

Ouf ! *Vrai Père Duchêne* ! vous êtes b...ment en colère, ce matin, calmez-vous, de grâce ; ou bien, non, ne vous calmez pas encore, contez vos griefs et vos douleurs à votre ami le *Vieux Cordelier*, il vous consolera :

« LE PÈRE DUCHÊNE AU VIEUX CORDELIER.

« Millions de tonnerre ! tu m'as rajeuni de plus de quatre-vingts ans !.... J'en ai presque pardonné aux *viédases* réactionnaires ; je me sens d'une joie furieuse ; c'est dit, tu peux compter sur moi.

« Ils nous en ont taillé une rude besogne ! n'importe, tu as raison : nous avons si peu gagné à l'opération du scalpel, que déjà j'avais perdu jusqu'à l'envie de recommencer l'infernale besogne.

« Eh ! mon vieux Cordelier, je crois décidément que nous sommes dans *un monde à rebours* ; les modérés d'aujourd'hui tournent aux *septembriseurs* d'autrefois. Si tu en doutes, tu

n'as qu'à voir le représentant de l'homme de la rue Transnonnain, le *Constitutionnel*, journal d'annonces, qui réclame déjà l'application des lois de septembre 1835, rien de plus, rien de moins ; il ne manquait plus que nous, vieux *septembriseur*, nous tournions au *modérantisme*. Si tu les avais entendus, ces *viédases* de la modération, crier bravement à qui mieux mieux : *A bas ! à l'eau ! à la lanterne ! mort au loup !..... nos fusils de chasse !* Tu me croiras, si tu veux, j'en ai eu la chair de poule... Mais, ne t'inquiète pas, nous les vaincrons ; car ils n'ont pour eux que le mensonge et l'infamie : tu ne tarderas pas à les connaître, ces épiciers, ces vendeurs d'orviétan de conscience et de marchandises falsifiées. Je n'oserais te jurer que j'aurais jamais le courage d'aller jusqu'au fond de l'égoût.... A l'ouvrage, vieux ; car aussi bien, il y en a tant, que je ne suffirais jamais à la besogne. A moi, le peuple, les meurt de faim, les sans-culottes ! à toi, révolutionnaire du grand ton, les parasites, les oisifs, les aristocrates, les repus ! Adieu, je t'ai donné le signal ; je te connais trop bien pour craindre que tu faillisses jamais à la tâche.

« Salut et fraternité.

« PÈRE DUCHÊNE. »

« P. S. On m'a parlé d'un sale plagiaire qui t'a volé ton nom. Je ne puis entretenir de correspondance qu'avec toi ; toi, tu es le *vrai Cordelier* ; quant à ce misérable, qu'il pourrisse d'ennui, lui et ses lecteurs, s'il en a. Ne t'arrêtes pas à la manœuvre de ce mauvais citoyen, borne-toi à maintenir le millésime, et appelle-toi le *Vieux Cordelier de 1848*. »

Le *Vrai Père Duchêne de 1848* a paru, pour la première fois, le 21 mai, il n'a eu que quelques numéros.

LA BOUCHE D'ACIER

PAMPHLET DÉMOCRATIQUE.

Fais ce que dois, advienne que pourra.

Haine au despotisme quel que soit son masque.

(35) Laissons parler la *Bouche d'Acier* :

« La *Bouche d'Acier*, tel est le titre de notre journal, éprouvera-t-elle le même sort que sa sœur aînée la *Bouche de*

Fer (1)? nous ne saurions le dire.... Nous ne craignons pas de livrer à la publicité nos opinions; nous sommes républicains; nous appartenons à la mémorable époque de 93; nous voulons les mêmes résultats, moins les excès et la terreur; nous le disons hautement, car nous ne pensons pas qu'on puisse croire aujourd'hui aux terroristes, aux pillards et aux hommes sanguinaires par tempérament.... Nous voulons ce que le prolétaire réclame depuis si longtemps; le programme des travailleurs est connu.... Depuis la révolution de février, les masses sont éclairées sur leurs besoins, leurs intérêts; le socialisme est leur point de mire; elles le considèrent comme leur salut. De la solution du socialisme dépendent à la fois l'avenir et le repos public; malgré toutes les précautions dont nous avons entouré la capitale, en dépit même de toutes vos prévisions, le socialisme ne fera que briller davantage aux yeux des masses souffrantes, qu'éclairer mieux les esprits et les consciences, que triompher, d'une manière plus éclatante, des haines, des obstacles et des préjugés. A nos yeux, il n'y a donc qu'un seul moyen qui puisse sauver ceux que la fortune a le plus particulièrement protégés, les industriels, les capitalistes et les banquiers; c'est de faire venir en eux des idées de justice, d'association, de solidarité, qui seules feront cesser l'antagonisme des classes et des partis, l'anarchie des idées, des passions et des intérêts.

« *La Bouche d'Acier*, loin de continuer la politique des rédacteurs de *la Bouche de Fer*, la combattra, au contraire.... L'une a les yeux dans l'avenir;.... l'autre regarde un passé qui n'est plus, et qui ne peut plus être. La première veut le progrès, la seconde veut rester dans les ornières du *statu quo* et du ridicule.

« Nous, enfants du peuple, nous n'éprouvons pour le comte de Chambord, principicule de Lucques et d'autres lieux, qu'une pitié profonde. Nous disons : Si, à quelques jours d'ici, Chambord veut être roi, nous lui présenterons une épée, non par la poignée et agenouillés, mais bien par la pointe et debout ! Mais, s'il veut être homme et Français, nous lui ouvrirons nos rangs, nous lui tendrons une main noire par la poudre et durcie par le travail.

« *La Bouche de Fer* était l'organe d'une illusion morte.... Les transfuges de Coblenz, les courtisans de Goritz perdent leur temps à des aspirations généreuses pour leur cher Henri-Dieu-donné. Quoiqu'ils fassent, ils n'incuberont jamais, au peuple

(1) *La Bouche de fer*, feuille blanche, succédait au *Lampion*; elle fut saisie, quelques heures après sa sortie de l'imprimerie.

parisien, le virus empesté d'une légitimité illégitime : le droit divin est connu pour un mensonge, comme la feue Charte ! C'est une rouerie dont on connaît les ficelles ; c'est une duperie qui a fait son temps, et dont, par conséquent, on ne veut plus.

« Il est aujourd'hui un souverain qu'on ne détrônera pas, c'est le peuple ; celui-là règne, en vertu d'un droit qu'on ne pourra plus lui ravir ; le passé lui servira de leçon, l'avenir est à lui. »

La Bouche d'Acier n'a publié qu'un seul numéro, en juin, et... il a été saisi.

LA VOIX DES CLUBS

Journal quotidien des Assemblées populaires.

(36) Ce journal, dont le premier numéro a paru le 8 mars, promettait à ses lecteurs de leur donner les comptes-rendus des séances des clubs. Au moment où *la Voix des Clubs* commença à se faire entendre, les réunions populaires étaient en grande faveur, le Gouvernement provisoire les protégeait. On lisait donc *la Voix des Clubs*, et on y trouvait, parfois, de curieuses révélations ; on y voyait de fougueux conservateurs de *la veille* devenus, tout à coup et par enchantement, de forcenés démocrates de *l'avant-veille*. Nous laissons les noms propres de côté : ils seraient trop nombreux, mais nous engageons nos lecteurs à mettre en parallèle les divers numéros de *la Voix des Clubs* avec les cahiers de la *Revue Rétrospective*. Ce rapprochement les édifiera sur la fixité des opinions politiques de messieurs tels et tels. *La Voix des Clubs* n'était pas seulement un journal reproducteur, elle faisait aussi de la politique pour son propre compte. Voici le programme de cette politique :

« Le droit de réunion a été conquis au milieu des barricades ; désormais il n'est au pouvoir de personne d'en priver les citoyens.

. Dans les clubs se sont déjà révélés des talents hors ligne.... Les clubs, c'est l'action de la pensée, c'est l'élaboration du jugement populaire, c'est la parole des masses, c'est la République qui se fait entendre par des milliers de voix collectives. Quel magnifique spectacle ? combien est précieux ce droit de réunion ? Pourquoi a-t-il fallu qu'un sang généreux fût versé, pour que la France républicaine le possédât.

« Avant tout, la *Voix des Clubs* se publie pour répandre des idées, mais le meilleur moyen de les semer et de les récolter, c'est de constater toutes celles qui se font jour, dans les assemblées républicaines.

. Un mot sur nos opinions : Nous appartenons à la nuance la plus avancée de la démocratie sociale, mais, en attendant le jour où pourront être appliqués, sans réserve, les grands principes de la fraternité humaine, nous serons de zélés républicains, nous servirons la République, avec tout le dévouement, toute l'abnégation qui se trouve dans nos bras et dans notre cœur. »

La Voix des Clubs recevait, dit-on, le mot d'ordre de M. de Montglave, qui est l'un des plus beaux ornements de l'*Institut*. . . *historique*.

LE BUT SOCIAL

Journal de Philosophie positive et des moyens transitoires

LIBERTÉ — SOLIDARITÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

(37) Le citoyen Raginel, auteur de cette publication, parue en juin et non continuée, est encore un de ces nombreux faiseurs de projets, inventeurs d'utopies qui ont inondé la presse.

« Nous sommes républicain, dit-il, républicain socialiste, unitaire et égalitaire.... Nous voulons tout par la progression constante, mais calme, convaincu que lutter c'est courir

une chance ; c'est de l'imprudence, maintenant que l'avenir est à nous. »

Le citoyen Raginel nous donne ensuite ses titres, les voici : combattant de 1830, de 1832 ; prisonnier de 1834, condamné en 1841 ; combattant en 1848 ; le premier qui, aux Tuileries, le 24 Février, proposa de brûler le trône, à la Bastille, avant que la République ne fût proclamée ; ex-commissaire de la République au département de l'Aveyron ; socialiste depuis 1834.

LA SENTINELLE DES CLUBS

Journal quotidien des Sociétés républicaines.

(38) M. Victor Bouton, directeur de cette feuille sur papier rose, née le 2 avril et morte peu après, n'a pas toutes les sympathies de la République *rouge*. Quelques démocrates scrupuleux lui ont hautement reproché, à diverses reprises, certaines accointances avec M. Gabriel Delessert, sous la monarchie de juillet. Nous ne pouvons nous expliquer catégoriquement sur ce sujet, nous ignorons si ces reproches sont fondés.

C'est, dans les termes suivants, que M. Victor Bouton a fait un *Appel aux Clubs* :

« Citoyens, je crois qu'un journal consacré spécialement aux clubs est nécessaire. Présenter, avec ensemble, leurs délibérations, exprimer leurs vœux, constater leur action sur l'opinion publique, suivre leurs mouvements, et présenter la physionomie fidèle et consciencieuse de leurs débats, telle est la tâche que je me suis imposée. Pour y parvenir, j'ai besoin de votre appui, mais ce journal sera le vôtre. Secondez mes efforts, et la puissance que cette feuille acquerra vous sera utile, le jour, où vous aurez besoin, peut-être, de peser, de tout votre poids, sur les délibérations de l'Assemblée constituante. »

CHACUN POUR SOI. — CHACUN CREE SOI.

Défense
de la Morale,
de la Famille
et de la Propriété.

L'ÉPOQUE

JOURNAL DES HONNÊTES GENS

Plus d'utopies.
—
Abolition
du Socialisme.

(39) Ceci est tout simplement une parodie de la défunte *Époque* de M. Granier de Cassagnac, et une parodie insignifiante, sans esprit, sans valeur. Cinq numéros ont été publiés en juin ; on les attribue à des socialistes ; ils sont signés *Bernard*. Saint-Simon, saint Fourier, saint Cabet, saint Considérant, saint Pierre. . . Leroux, ayez pitié du citoyen Bernard.

(40) M. Émile Lambert a fondé, le 21 juin, LA RÉPUBLIQUE POSSIBLE, journal des *intérêts de tous et de la mobilisation du crédit foncier*. Le but de cette publication est d'empêcher la banqueroute de l'État, M. Émile Lambert l'avoue modestement. *La République possible* n'a publié qu'un seul numéro ; gare, dès lors, la banqueroute, puisque M. Lambert n'est plus là pour la détourner.

La République quand même !

La Liberté pour tous !

SENTINELLE DU PEUPLE

JOURNAL DES INTÉRÊTS NATIONAUX.

Nos yeux seront ouverts, si vous dormez !
Sentinelles, veillez ! Sentinelles, veillez !

(41) Cette feuille, née le 20 mars, est morte après avoir publié dix numéros. Rédigée par des républicains

de l'avant-veille, elle a le ton haut et va droit son chemin. On s'aperçoit facilement, aux allures de ses rédacteurs, qu'ils n'ont pas encore déposé le fusil qui leur servait aux barricades de février. *La Sentinelle* s'adresse spécialement aux ouvriers; dans un article où elle les engage à s'abstenir de toute promenade nocturne dans les rues de Paris, nous trouvons ces quelques lignes :

« Est-ce à dire qu'il faille abandonner la vie politique ? par la France ? non. Mais n'avez-vous pas les clubs du soir, et vos fusils chez vous ; la politique d'idée et la politique de fait ? »

LE DIABLE BOITEUX

A

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

(42) LE DIABLE BOITEUX A L'ASSEMBLÉE NATIONALE était un journal plein de malice. Ses coups de béquille n'épargnaient pas les membres du Gouvernement provisoire : il faisait les biographies de Louis Blanc, Flocon, Arago, Marrast, Crémieux, etc., et n'avait pas toujours des gracieusetés à leur dire : il voulait que le Gouvernement provisoire rendit des comptes. Les hommes du *National* ne trouvaient pas, non plus, grâce devant lui et il les traitait sévèrement. Mais en revanche Caussidière était son Benjamin.

Le Diable boiteux a cessé de paraître en juin. C'était un républicain sincère, mais d'une nuance trop foncée, à nos yeux du moins.

LE TOCSIN , DES TRAVAILLEURS.

(43) Né le 1^{er} juin, mort le 24.

Un écrivain de talent et de style, M. Emile Barrault, l'ancien apôtre de la religion saint-simonienne, rédigeait ce journal, de concert avec M. Delente, ouvrier. M. Barrault est trop connu dans la presse périodique, où il a toujours occupé une des premières positions, pour que nous différions plus longtemps de mettre nos lecteurs en communication avec lui.

Voici l'article de début du *Tocsin des Travailleurs* :

« Depuis près de soixante ans que la France rompt avec le passé, la seule révolution faite, ouvertement, en vertu des *droits du travail*, est celle du 24 février 1848. Or, la cause du travail et celle du peuple n'en font qu'une. Le grand travailleur de Dieu, celui qui opère ses miracles sur la terre, c'est le peuple. Donc nous voulons que sa révolution, la seule qui soit bien à lui, parce qu'elle ne procède que de lui, ne lui soit pas volée...

« Or, nous donnerons l'alarme aux travailleurs, nous avons le tocsin.

« Pouvons-nous laisser faire l'Assemblée constituante et dormir ? Sans doute, cette Assemblée veut le bien, mais il s'y trouve tant de bonnes intentions en paletot et en frac ! la blouse y est si rare, qu'elle a l'air d'y faire tache. La blouse était l'uniforme des barricades, ce n'est qu'une exception dans la représentation nationale. Le proverbe a beau dire que *l'habit ne fait pas le moine*, ce qui, trop souvent est vrai, c'est que *l'habit fait le bourgeois*.

« Prenons garde, ayons la main sur le tocsin.

« Est-ce que le comité exécutif est propre à nous rassurer ? Le lendemain de la révolution, on garantissait au peuple un labeur quotidien ; on logeait le problème de l'organisation du travail au Luxembourg, en instituant des ateliers nationaux. Ne semblait-il pas que l'Etat devenait le père de la grande famille ? Aujourd'hui les ateliers nationaux vont être dissous, le Luxembourg a reçu d'autres locataires. *Le National* épilogue sur les garanties affichées par l'Hôtel-de-Ville, à la grande joie

du *Siècle*. Ce que le gouvernement provisoire a écrit, le Directoire intérimaire commence à le raturer. Enfin, l'Etat donne sa démission de ses entrailles paternelles, cela le mettait sur les dents.

« Alerte ! un premier coup de tocsin.

« Et à qui nous fierons-nous ? aux *républicains de la veille* ! Parlons-en vite. La plupart de ces Messieurs sont d'avis qu'avec un roi de moins, et le suffrage universel de plus, le peuple tient la meilleure des républiques. Un roi de moins, comme cela suffit à remplir la poche du peuple ! Le suffrage universel, comme cela le rassasie ! Grand merci, Messieurs. Le langage de ces républicains fossiles, nous rappelle les gens que l'Évangile réprouve ; on leur demande *du pain*, et ils vous donnent..... une *pierre*.

« Vite un second coup de tocsin !

« Serions-nous assez insensés pour compter sur les *républicains du lendemain* ? D'avance, nous le savons, si la République perpétuait l'exploitation du travail par le *capital* et les misères du prolétariat, plusieurs de ces royalistes d'hier, seraient des Brutus.

« Ce qu'ils regrettent dans le trône tombé, c'est l'abri de leur pot au feu. Selon eux, la couronne constitutionnelle est le meilleur couvercle de la marmite bourgeoise. »

Mais, nous direz-vous, M. Barrault donne-t-il un remède ? Oui, vraiment ; et ce remède, le voici :

« Frères, ne vous séparez plus, et que notre tocsin vous rallie.

« Oui, nous serons unis, nous serons forts. Attachons-nous inébranlablement à notre République, nous serons deux fois forts. La République, telle que nous la voyons, à cette heure, n'est pas la terre promise, où les travailleurs doivent entrer et jouir de la répartition équitable des fruits de leurs sueurs, mais elle est le premier degré de leur ascension vers le nouvel ordre social, qui donnera largement à tous le pain quotidien du corps, de l'esprit et de l'âme.

« Courage, travailleurs, vous avez fait la révolution de février, c'est à vous à sauver votre révolution. Pour nous, nous nous efforcerons de vous y aider, et, l'œil ouvert, l'oreille au guet, nous ne laisserons pas notre tocsin muet à l'heure du péril ; s'il le faut, nous mettrons le carillon de la partie. »

Et le remède, redirez-vous, le remède ? — Plus d'héritage, partant plus de propriété individuelle.

L'État héritera pour vous et vous mettra à la portion congrue ; à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. Vous voyez que M. Barrault est toujours un des plus dignes enfants du grand Saint-Simon.

LA

CAUSE DU PEUPLE

PAR

GEORGE SAND.

(44) Après avoir publié trois numéros de la *Cause du Peuple* (le premier numéro est du 9 avril), madame Sand, pour ne pas faire double emploi sans doute, s'adjoignit à la *Vraie République*, journal rédigé par le citoyen Thoré, avec la collaboration de Barbès et de Pierre Leroux. Nos lecteurs connaissent déjà les doctrines politiques de l'ex-baronne Dudevaut, les *Bulletins de la République* ont dû les édifier à ce sujet ; ils nous sauront gré, cependant, de mettre sous leurs yeux l'introduction de la *Cause du Peuple* :

« INTRODUCTION.

« Au milieu des faits qui se pressent, les journaux quotidiens, forcés de suivre l'action jour par jour, heure par heure, n'ont pas le temps de s'occuper beaucoup des principes. Pourtant, à la veille de faire une Constitution, dont la responsabilité ne pèsera plus sur quelques-uns, mais sur chacun et sur tous, jamais le peuple n'a eu autant besoin de s'occuper des principes qui serviront de base à un nouvel ordre social.

« Dans un écrit intitulé : *Première lettre au Peuple*, écrit tracé

sous l'influence des premières manifestations populaires, depuis l'avènement de la République, nous avons posé un principe auquel nous avons eu foi toute notre vie, et dont ces manifestations admirables ont été la réalisation frappante. Nous rappellerons ici ce principe avant d'entreprendre un travail périodique, qui n'en sera que la déduction modeste et patiente :

« L'homme isolé ne compte point devant Dieu, et ne saurait agir sur les hommes. »

« Par l'homme isolé, j'entends celui qui se renferme systématiquement dans une retraite intelligente et morale, sans consulter les pulsations de la vie qui circule dans les veines du genre humain. Par l'homme isolé, j'entends celui qui s'individualise systématiquement dans l'esprit d'une caste ou d'une secte, qui se fait le chef, l'apôtre ou le disciple d'une théocratie ou d'un privilège. Certains utopistes de ces derniers temps me paraissent des intelligences frappées de mort ou de maladie par l'isolement, tout aussi bien que les économistes de l'école aristocratique. Il faut dire bien vite que la différence morale est grande entre eux. Les premiers ont été abusés par un dérèglement de bonnes aspirations, par l'orgueil des sentiments généreux. Les seconds ont eu le jugement perverti par l'égoïsme. Avant le 24 février, les premiers marchaient dans la gloire, les seconds s'arrêtaient dans la paralysie.

« Il y a presque toujours de grandes et belles clartés dans l'âme troublée d'un fanatique sincère. Il y a toujours des nuages obscurs et des exhalaisons mortelles dans la pensée d'un sceptique endurci. Il y a du respect mêlé à la douleur qu'inspirent certaines aberrations. Il y a toujours de la répulsion dans la pitié qu'inspire une prétendue raison qui, par la froideur et l'insensibilité, aboutit à l'absurde.

Ainsi donc, deux écueils dont il faut se préserver avec des sentiments et des armes différentes, mais dont il faut se préserver sous peine de quitter le chemin de la vérité : l'erreur de la secte ou de l'orgueil individuel, l'erreur de la caste ou de l'intérêt personnel.

Ces deux écueils ont été produits par la même erreur : c'est que la vérité pouvait être une révélation isolée dans le monde. Cette erreur repose fatalement sur un principe aristocratique ou théocratique. Le sentiment républicain, c'est-à-dire le sentiment égalitaire, la combat en nous, et doit la combattre dans l'humanité transformée.

« La vérité n'est pas une faveur que Dieu accorde exclusivement à quelques-uns, en leur confiant la fonction de l'enseigner à tous. Cette croyance, prise d'une manière absolue, est un mensonge du passé, dont l'humanité libre s'affranchit.

« Il est bien certain que Dieu confie des fonctions diverses

aux intelligences. A ceux-ci, il donne la forme ; à ceux-là, le fond. L'un conçoit mieux les idées qu'il ne les explique, et réciproquement. Chacun a sa manifestation particulière : l'un parle, l'autre écrit, un troisième chante, d'autres se manifestent dans l'art, d'autres encore dans la science : tantôt c'est le discours qui, dans la bouche de l'homme éloquent, sert d'organe à la vérité, tantôt c'est la simple conversation qui, dans la bouche de l'homme lucide et sympathique, éclaire les groupes. Les intelligences sont donc précieuses ; mais elles ne sont vraiment utiles qu'à la condition de chercher la vérité simultanément en elles-mêmes et hors d'elles-mêmes, c'est-à-dire dans la conscience du genre humain, en même temps que dans celle de l'individu.

« La *Première lettre au Peuple*, que nous remettons sous les yeux du lecteur dans ce premier numéro, développera davantage le principe que nous posons ici comme la profession de foi de notre publication. Il se résume personnellement pour nous en un mot : *Nous ne regardons pas la vérité comme notre propriété personnelle.*

« Cette formule indique assez que la *Cause du Peuple* ne prétend pas être une doctrine élaborée d'avance, et imposée à la conscience et à la raison publiques du haut de notre infailibilité. Un plaidoyer est fort différent d'un jugement en dernier ressort. Il souffre la réplique, il appelle l'examen.

« Comme la sincérité et le courage sont les forces vitales de la cause du peuple, nous qui nous présentons avec le peuple, dans le peuple, et devant le peuple, pour la soutenir du mieux que nous pourrons, nous ne cachons pas notre individualité sous le voile d'une prudence improvisée. Nous dirons, à l'occasion, tout ce que nous avons dans le cœur, parce que nous n'avons jamais cru à cette politique d'intrigues et à ces *opportunités* de franchise qui ont engendré tant de dissimulations. Nous croyons la franchise toujours opportune, toujours nécessaire. Celui qui ne veut pas donner le plus complet témoignage de sa foi ne peut avoir de bonnes intentions. Si la loyauté n'est pas sur nos lèvres, comment oserions-nous soutenir qu'elle est dans notre âme ?

« Ainsi, au risque de paraître nous établir sur un paradoxe, nous dirons que nous avons en nous-même une forme idéale de la vérité qu'on ne nous arracherait qu'avec la vie. Et pourtant nous dirons aussi que nous ne croyons à cette forme que parce qu'elle nous semble réaliser le besoin et le vœu de tous ; que, si quelque chose pouvait nous y attacher plus que nous ne le sommes, ce serait l'assentiment croissant de tous nos semblables : de même que, si quelque chose pouvait nous en détacher, ce serait la preuve fournie par l'humanité elle-même d'une vérité meilleure et plus conforme à sa véritable aspiration.

« Cette forme idéale de la vérité, j'ignore encore si je serai appelé à la dire dans cette publication que j'entreprends avec l'espérance de m'éclairer moi-même, en présentant au peuple des sujets d'examen et de méditation : je l'ai fait pressentir assez clairement dans de nombreux ouvrages, alors qu'il y avait danger à le faire, pour ne me croire pas obligé ici à une profession de foi. Sous la menace des lois de septembre, c'était un devoir de proclamer sa croyance individuelle. Sous le régime de la liberté, ce qui était courage peut devenir du pédantisme, et la possibilité d'encourir ce reproche nous rendra très circonspect à l'endroit des idées qui seraient seulement le fruit de nos études et de nos recherches personnelles.

« Ce n'est donc pas une inconséquence que de conserver la foi individuelle, et de la soumettre au concours de vérité qui va s'ouvrir, avec la volonté de ne pas chercher la sanction de cette foi en dehors du vœu et du besoin du peuple. Si nous n'apportons rien à ce concours, nous ne mériterions pas d'y entrer. Ce serait la preuve que nous avons vécu jusqu'à cette heure sans nous intéresser à la marche et au salut de l'humanité. Si nous y apportons un système préconçu et arrêté d'une façon assez absolue pour nous faire rejeter toute lumière venant du dehors, nous serions indigne ou incapable de prendre part à la vie collective. Notre vanité philosophique serait une protestation contre l'idée républicaine.

« L'esprit des sectes nous répugne personnellement. Nous admettons pourtant la diversité des croyances et la liberté absolue de toutes les recherches sérieuses. Nous voyons bien que l'unité de croyance ne sortira désormais que de cette diversité passagère. Ce n'est donc pas la secte en elle-même que notre esprit repousse, c'est le vice inhérent à toutes les sectes, c'est l'intolérance, l'orgueil, la vanité, la prétention d'accaparer la forme, la formule, l'application, l'organisation de la vérité. C'est le système devenant exclusif et se servant des armes qui peuvent tuer le principe. C'est l'apostolat de la vérité usant du mensonge comme d'un moyen, l'apostolat de la liberté voulant détruire chez les autres la liberté qu'il réclame pour soi-même, l'apostolat de l'égalité s'érigeant en théocratie superbe, l'apostolat de la fraternité pratiquant la haine, l'accusation, le sarcasme, le dédain, la rancune. Voilà ce que nous appelons l'esprit de secte, vice fatal, à la destruction duquel est attaché le progrès qui peut et doit se manifester dans le monde, à tout prix, par les sectes, ou malgré les sectes.

L'école est différente de la secte, et nous n'aimerions pas à nous vanter de n'avoir appartenu à aucune école. Le mot d'école est bon parce qu'il ne signifie pas autre chose, dans la maturité de la vie intellectuelle, que ce qu'il signifie à son début. Nous

allons à l'école, et il est fort bon que nous y allions. Mais l'éducation que nous en rapportons n'enchaîne pas notre avenir. Nous y apprenons à réfléchir, à travailler. Notre individualité ne s'y absorbe pas ; le progrès que d'autres études nous feront faire n'est pas détruit dans son germe par ce premier développement donné à nos facultés. Elle nous laisse les maîtres de former nous-mêmes entre nous des écoles nouvelles et d'y rappeler nos premières leçons pour les commenter, les développer ou les modifier. La secte est une petite église hors de laquelle il n'y a point de salut. Elle soumet le progrès à un homme, et ne souffre pas même l'initiative de plusieurs hommes. C'est l'isolement à sa plus haute puissance.

« Un élément nouveau tend désormais à rendre la lumière plus diffuse et plus générale. Cet élément c'est le *club*, l'assemblée populaire. Les écoles diverses peuvent y combattre en champ clos, et quand on aura trouvé l'art de parler pour dire quelque chose, il s'y fera d'excellentes études politiques, philosophiques, sociales et religieuses.

« A l'heure qu'il est, ces assemblées populaires si bonnes en principe, sont, en fait, insuffisantes et d'un effet vague. Ce premier inconvénient de l'essai d'une force nouvelle n'est inquiétant que pour ceux qui nient le progrès. Avant peu, l'éloquence creuse, l'insinuation perfide, la rodomontade vaniteuse y seront jugées sévèrement par l'admirable bon sens du peuple. L'esprit français est trop pénétrant pour rester dupe, et bientôt, à l'audition de tout discours inutile, le peuple, las de perdre son temps et son attention, répétera l'analyse railleuse du poète anglais : *Des mots, des mots, des mots !*

« C'est pour hâter le retour de l'esprit de logique sur tous les points de la France où une assemblée populaire se constitue, que nous avons entrepris ce recueil. Nous ne le donnons pas comme un corps de doctrine, comme un dogme politique élaboré au coin de notre feu et destiné infailliblement à sauver le monde. Nous l'apportons simplement comme un élément de discussion destiné à ramener, de temps en temps, les questions opportunes sur leur terrain véritable, et à les empêcher, autant qu'il dépendra de nous, de s'égarer dans des dissertations vaines et dangereuses par le temps qu'elles font perdre.

« L'examen des candidatures absorbe notre temps, et pourtant le temps presse et l'heure approche. Nous en dépensons beaucoup en querelles sans résultat. Nous allons encore flotter et nous agiter pendant trois semaines autour des noms propres. Si nous étions fixés sur les choses que nous voulons, nous serions déjà fixés sur les hommes qui nous conviennent. Le malheur est que nous sommes aussi incertains sur le choix des idées

et des institutions que sur celui des personnes chargées de nous représenter.

« Vouloir trouver des hommes qui rallient les opinions les plus diverses est à peu près impossible. Nous nous recommandons bien les uns aux autres de choisir de vrais républicains ; mais savons-nous bien ce que c'est qu'une vraie république ? »

« Si nous pouvions persuader à la France entière de laisser de côté, pour toute une semaine, les questions de personnes, et de consacrer cette semaine à l'examen des principes, si nous pouvions obtenir que des opinions sérieuses, sincères, entièrement dégagées de personnalité, fussent exposées, écoutées, discutées tous les jours, sur tous les points de la France, et dans toutes les assemblées populaires ; nous croyons que cette semaine nous avancerait d'une année, que nos choix seraient ensuite plus rapides, nos élections plus faciles, et le résultat plus significatif.

« On s'accorde généralement pour demander des professions de foi aux candidats. On fait bien ; mais ne devrait-on pas préalablement, et pour procéder avec ordre, s'entendre sur les principes que ces professions de foi doivent consacrer ? Il nous semble que ces questions ont été jusqu'ici assez vagues, et laissent beaucoup de portes ouvertes au scepticisme ou à la trahison. Pendant quelques jours, on le croira avec peine dans l'avenir, la première question posée aux candidats des clubs d'ouvriers, était celle-ci : *Approuvez-vous ou blâmez-vous la circulaire du citoyen Ledru-Rollin ?* L'on faisait ainsi d'une communication tout administrative une question de principes.

« Cependant, comme rien n'est insignifiant dans les manifestations générales, il y avait un principe caché sous cette formule, et si le principe eût été formulé autrement, au lieu d'une simple émotion politique, nous aurions eu, de plus, une idée sociale.

« Eh bien, puisque cette question a été posée, puisque beaucoup de candidats y ont répondu, puisqu'elle a servi de drapeau à des opinions sérieuses, nous la prendrons sérieusement et nous tâcherons de lui rendre son véritable sens, afin que ceux qui ont pris sur cette formule un engagement envers leurs commettants, sachent bien à quoi les mène leur acceptation ou leur refus. Ce sera la première question qui nous occupera, et le choix de cette question montre tout d'abord dans quel ordre nous entendons procéder dans ce journal, destiné particulièrement à porter dans les assemblées populaires un essai de calme et de clarté.

« Nous ne pouvons admettre un ordre régulier et systématique. D'excellents catéchismes républicains sont publiés ou vont l'être, et le peuple y trouvera l'ordre désirable. Pressés par le

temps et les événements, nous ne saurions nous livrer au développement des articles successifs de ces résumés de la religion politique. D'ailleurs, il est possible que plusieurs de ces articles ne soient pas absolument l'expression de notre sentiment, et si nous acceptons le jugement du peuple, nous nous réservons le droit de lui soumettre les propositions dans la forme où elles se présenteront à notre esprit. L'ordre que nous pouvons suivre est donc purement chronologique, c'est-à-dire que l'événement complexe de chaque phase du temps qui s'écoule nous fournira le sujet d'examen, et nous mettra en rapport direct avec l'émotion du moment. En la partageant, cette émotion vivifiante, nous serons sûr de rester dans la vie générale, et de nous inspirer du même sentiment que le peuple, dont nous plaçons la cause, aujourd'hui pendante devant le tribunal de la postérité.

« GEORGE SAND. »

A la suite, se trouve la *Lettre au Peuple* qui a été *criée* dans toutes les rues de Paris, le 7 mars, et qui se termine ainsi :

« Résumons — nous, en nous serrant la main, avant de nous parler encore.

« La vérité sociale n'est pas formulée. Tu voudrais, en vain, l'arracher de la poitrine des mandataires que tu as élus dans un jour de victoire. Ils la veulent, à coup sûr, puisque tu as cru en eux, et tu ne te trompes jamais dans tes grandes heures de libre inspiration. Mais, ils sont hommes, et leur science ne peut déroger à la loi de l'humanité. La loi de l'humanité est que la vérité ne se trouve pas dans l'isolement, et qu'il faut le concours de tous.

« L'isolement était le régime de la séparation des intérêts et des droits.

« Ce régime tombe à jamais devant le mot de RÉPUBLIQUE !

« Tu vas exercer ton droit, apporter la lumière de ton âme et le vote de ta conscience. Patience, et la justice vivra.

« A toi, peuple, aujourd'hui comme hier. G. S. »

Dieu et Patrie.

L'AMI DU PEUPLE

Oubli du passé.

Liberté

en 1848.

pleine et entière
de la Pensée.

An 1^{er} de la République reconquise.

Vigilance
pour l'avenir.

Tolérance religieuse
illimitée.

PAR

F.-V. RASPAIL.

Suffrage universel

(45) Il y a deux hommes en M. Raspail. L'un appartient à la science, l'autre à la politique. Le premier est le créateur de *la chimie organique*, l'homme d'intelligence que des susceptibilités jalouses refusent de reconnaître, le second est le vieux conspirateur. Ces deux hommes ont été également méconnus. Nous n'avons à nous occuper ici que de l'homme politique, restons dans notre rôle. On a fait de M. Raspail un républicain farouche, un Marat, une nature haineuse et sauvage; on a dit qu'il ne reculerait devant aucun excès pour imposer ses doctrines; rien de tout cela n'est vrai; nous sommes heureux de le déclarer publiquement. La vie de M. Raspail a toujours été modeste, retirée, remplie de bonnes œuvres; les pauvres et les malheureux ne se sont jamais adressés vainement à lui.

Dès le 27 février, M. Raspail a lancé le premier numéro de *l'Ami du Peuple*. Ce titre réveillait de sanglants souvenirs; il occasionna presque une émeute dans le Quartier-Latin, des étudiants brûlèrent, solennellement, cette feuille sur la place Saint-Michel.

Voici l'article de début de *l'Ami du Peuple*:

« (27 février.) Salut! toi, qui as béni mon berceau, et toi, qui béniras désormais ma tombe, République, gouvernement des peuples majeurs et dignes de la liberté! Salut! culte de toute ma vie, et que je n'ai jamais eu le malheur de renier une seule fois, dans ma carrière déjà longue d'un demi-siècle! toi, pour qui j'ai combattu! toi, pour qui j'ai tant souffert de la

part des parjures que le souffle du peuple vient de disperser comme la feuille, et de renvoyer à l'étranger aussi humiliés qu'ils avaient été arrogants ! Oh ! qu'on est fier de ces souvenirs ! au spectacle sublime de l'insurrection populaire et de la lutte gigantesque de ces enfants du peuple, qui s'étaient formés, pour l'amour de la liberté, au cliquetis de nos fers et à la tribune de nos procès politiques. Bravo ! enfants de Paris et de Rouen ! bravo, enfants de la France ! vous avez laissé bien derrière vous nos trente ans de leçons à mains armées ! A vous, à vous seuls cette victoire rapide comme l'éclair, écrasante comme la foudre, qui vient à l'instant de se faire entendre ; à merveille ; le ciel proclame votre nouvel emblème ; la foudre à la place du coq gaulois, qui, pendant dix-huit ans, a abdiqué la gloire des Pyramides et de Marengo !

« Que reste-t-il de cet échafaudage qu'avait élevé, au prix de tant de persécution et de sang, le valet couronné de la sainte-alliance, la doublure de Metternich, qui va tomber comme tant d'autres de ses doublures ? Que reste-t-il de ces lois liberticides qui peuplaient, chaque année, nos bastilles et nos cachots avec l'élite de la population, avec les citoyens les plus avancés de la France ? Rien, rien, rien ! et à jamais rien ! Entendez-vous, vous tous qui accourez à la curée pour nous replâtrer quelque chose d'analogue ! rien ! c'est cruel ; mais, rien, c'est beau ! car c'est ainsi que cela ne sera plus à recommencer tous les quarts de siècle. Le progrès s'est assis sur les barricades ; il a pris droit de bourgeoisie autour des feux du bivouac ; il marche à pas de géant et franchit les distances sur les ailes de l'électricité. Le télégraphe tourne à gauche ; c'est pour nous dire que la liberté arrive à Bruxelles : il tourne à droite ; c'est pour nous dire qu'elle est à Londres ou à Berlin. Nos quarts d'heure sont des siècles ; cette République, qui n'était pas possible en France, la voyez-vous déjà ? elle couvre l'Europe. *Vive la République européenne ! dans un an : Vive la République universelle ! Vive la cité de Dieu sur la terre !* Les peuples, terribles contre leurs tyrans, ne videront plus désormais leurs querelles qu'en conseil de famille et par la pacifique discussion. Le fer, qui lançait la foudre pour pulvériser les trônes, se transformera en levier de travail pour enfanter d'autres prodiges, tout aussi dignes de nos bénédictions.

« Peuple, voilà ton œuvre ! peuple, veille sur elle, et que nul n'y porte plus une main profane ! car toi seul gouvernes en souverain. Tu as fait grâce, c'est bien ; mais tu n'abduques pas ta préséance. Nul n'est rien sans toi ; nul ne doit être rien que pour toi, et toi seul n'as besoin de personne, afin d'être tout et encore quelque chose. Entendez-le bien, hommes qui vous aviseriez d'être les gens du lendemain : ne vous mettez pas

dans l'esprit de recommencer 1830. Le peuple de 1848 impose de terribles responsabilités et ne confère plus d'oripeaux.

« Le suffrage *universel, universel*, entendez-vous bien ! et sans catégories exceptionnelles ! c'est là désormais son droit de contrôle. »

Continuons à citer :

(28 février.) « Nous avons attendu vainement ces huit grands jours , pour nous orienter sur les tendances du Gouvernement provisoire de la République française. Il nous semble qu'il a de la peine à se défaire des habitudes de l'ex-chambre des députés. Ce n'est plus le temps des phrases et de ces longs parlagés parlementaires.

« Non , vous êtes jusqu'à présent restés silencieux et sourds, diplomates, comme des monarques. Rien au dehors, et si peu de chose au dedans, qu'en lisant vos proclamations, chacun se demande qu'est-ce que cela signifie; au lieu d'un manifeste aux peuples amis, vous nous affichez un avis aux boulangers , comme si les boulangers n'auraient pas tout aussi bien reçu cet avis par la poste ou le commissaire du quartier ? Nulle idée, nul acte qui vous dévoile au peuple ! Vous lui administrez de l'opium à haute dose , et voilà tout. Mais , l'opinion publique a son antidote ailleurs.

« Le seul d'entre vous qui se mette en communication avec le peuple par la parole et les apparitions, c'est le citoyen Lamartine ; mais le citoyen Lamartine fait au peuple de la sentimentalité et de la belle poésie. Quant aux idées , point ; quant au programme , point ; quant aux assurances sur l'esprit républicain qui doit nous animer, point.

A la suite de cet article, M. Raspail propose un projet de loi :

« *Article 1^{er}.* La République française accorde amnistie pleine et entière aux juges qui ont participé directement ou indirectement à la prononciation d'une condamnation politique, depuis les événements de 1830 ;

« *Article 2.* Leur peine est dans leurs remords ; leur amende est dans les gages qu'ils donneront désormais à la cause de la liberté nationale ;

« *Article 3.* Tout juge ou fonctionnaire public qui, directement ou indirectement, aura pris part à la procédure d'un procès politique, dans la vue d'amener une condamnation, est de droit et de fait destitué de ses fonctions , sauf à lui à se présenter pour une élection nouvelle ;

« *Article 4.* Toute condamnation politique, excepté celle relative à Fieschi, lequel a tiré sur le peuple, sera déchirée sur la place publique, par la main glorieuse d'un blessé de nos barricades ;

« *Article 5.* La Patrie assimile la condamnation de l'accusé à une blessure sur le champ de bataille ; et sur la tombe de chacun de ceux qui sont morts dans les cachots, elle inscrira ces mots : *Mort au champ d'honneur ! Honneur à sa mémoire !* »

On murmurait contre M. Raspail, des menaces lui furent faites, dit-on, il suspendit la publication de son journal, le 29 février et ne l'a repris que le 12 mars. Il répond ainsi à ses accusateurs :

« Vous nous accusez par vos mille bouches occultes d'être des hommes de sang et de vengeance ! Cette accusation est vieille de dix-huit ans ; nous croyions que nos enfants l'avaient brisée sur les dernières barricades. Apprenez-en donc une autre qui ait un peu plus l'air de la nouveauté.

« Contre qui voulez-vous que nous exercions nos vengeances ? Contre vous qui, sous tous les règnes, nous avez tant dénoncés et tant persécutés ? Cette pensée est bien la dernière qui vous serait venue en tête ; nous n'y avons pas songé, tant nous étions absorbés par une autre espèce de mission. Mais, si nous étions vindicatifs, quelle vengeance plus raffinée aurions-nous à savourer, que de vous contempler baissant la tête devant cette République, qui vous pardonne et vous invite à devenir meilleurs. .

.....
« *Nous voulons la terreur ! nous l'avons prêchée dans nos deux numéros ! Nous avons proclamé la guillotine en permanence !* Vous êtes fous, vraiment, permettez-moi de vous le dire, de vous attacher à de pareils griefs en parlant de nous, et en vous adressant à ce public qui nous connaît, et nous sait par cœur depuis sa tendre enfance.

« La terreur fut une inexorable nécessité en 93 ! c'était l'arme de tous les partis ! l'arme de la cour aveuglée, l'arme de la Bastille en défense, l'arme du peuple justement exaspéré, l'arme offensive de Coblenz et de la Vendée, et partout l'arme défensive de la Convention.

« Trois castes étaient en présence ; une contre trois ; le combat était à outrance et à mort. La noblesse et le clergé d'un côté ; le tiers était de l'autre. Dans de pareils conflits, la pitié est toujours pour les vaincus, et l'odieux pour les vainqueurs. Honneur aujourd'hui aux vainqueurs, qui ont tous sacrifié leur mémoire à la réalisation de la victoire, dont nous allons tous,

et vainqueurs et vaincus, recueillir les fruits aujourd'hui ! Mais la terreur de 93, aujourd'hui en 1848 ! elle n'a plus de sens ; elle ne serait plus qu'une atroce folie, un drame à la Néron, un incendie de Rome, pour traduire en action l'incendie de Troie.

« Depuis quinze jours, je vois des Français parlout, et des ennemis nulle part. Au milieu de ce peuple de frères, promenez donc la guillotine, si vous l'osez ? on vous conduira vous et elle à Bicêtre, le dernier jour du carnaval.

« A vous, enfants, d'autres destinées, d'autres scènes et d'autres luttes.

« Le vote libre et universel, voilà le triangle qui doit trancher les difficultés de l'ère nouvelle. La violence, qui est le plus saint des devoirs sous l'empire de la tyrannie, est un crime de lèse-nation sous le règne de la liberté ; l'escamotage est un crime de même nature. »

L'Ami du Peuple, dans son numéro du 16 mars, appelle, de tous ses vœux, la proclamation d'une République universelle :

« Le vieux fourbe de roi, avare et égoïste, avait tellement ramené à lui les racines de l'arbre monarchique, qu'il avait fini par n'en pas laisser la plus petite radicelle dans le cœur des Français. Le dégoût avait gagné ses valets, même avant d'arriver à tout le monde ; il n'en a plus trouvé un seul autour de lui, pour lui baisser le marche-pied de la voiture qui l'emportait dans l'exil.

« La monarchie avait usé jusqu'à son dernier ressort, dans ce spécimen de la plus crasse avarice ; elle a expiré en France à son 75^e essai malheureux.

« Que mettre donc à la place de ces volontés d'un seul, si ce n'est la volonté générale ? La volonté générale est donc invoquée par toutes les opinions ; toutes les opinions, même les plus disparates, sont franchement résolues à faire un appel définitif à la volonté de la nation.

« Cet appel seul est la proclamation la plus éclatante de la République.

« Courage, nos frères, vous avez été très grands au combat, soyez grands également à recueillir les fruits de la victoire.

« Dieu vous a bénis ; l'Europe vous observe ; vous lui avez donné l'exemple de ce que peut un grand peuple pour renverser une vieille institution, un passé de 1500 ans ; il vous reste à compléter votre ouvrage, en lui apprenant ce dont vous êtes encore capables, pour reconstruire l'édifice de l'avenir, pour

léguer un noble et immortel héritage aux générations futures de notre beau pays.

« Vive la République universelle ! »

Trois jours après, il s'exprime ainsi au sujet de la réaction légitimiste qui lui semble lever la tête :

« La République est adoptée, à la face du ciel qui la bénit, à la face des peuples qui la souhaitent, à la face des rois conjurés, dont le trône s'ébranle et menace ruine, privé du contre-poids abhorré qu'ils s'étaient fait en France, et que vous venez de renverser à jamais d'un coup de pied. Vive à jamais la République ! A ce cri de trente-cinq millions d'hommes, l'univers entier a fait écho.

« Mais voilà que quelques adhérents se ravisent, et semblent tout à coup vouloir expliquer leurs suffrages, et ne les regarder que comme ayant été donnés conditionnellement, sauf à soumettre leur vote à la sanction de l'Assemblée nationale.

« Nous entendons, par-ci, par-là, des petits cris poussés par des voix à demi-éteintes, en faveur, nous ne dirons pas d'une forme de gouvernement en général, mais en faveur d'un nom pros crit en 1830 par le peuple ! Ces petits cris sont ridicules au milieu des acclamations d'un peuple libre ; ils y sont tellement étouffés, qu'il faut, quand on est proche, se les faire répéter trois fois afin de les distinguer dans la foule.

« Eh bien, par honneur pour le nom français, nous serions heureux de ne plus les entendre.

« L'Assemblée nationale n'inaugurera son entrée au Capitole qu'au cri de *vive la République !* Nul ne sera admis qu'après avoir prêté serment de sa fidélité à la *République et à la Nation*.

« N'ayez pas d'autre arrière-pensée ; vous n'arriveriez pas à la réaliser. Laissez donc là des illusions chimériques, que l'agiotage peut exploiter, que le sentiment national réprouve ; vous perdez du terrain dans l'affection de vos concitoyens, en semblant en reprendre un peu dans le souvenir suranné de nos époques rétrogrades.

« Nous avons vu, jeudi, un spécimen de ces tentatives insensées faites par quelques hommes. Nous avons vu, vendredi, la réponse solennelle faite par cent mille citoyens à la tentative, marchant comme un seul homme, en bataillons et drapeau en tête, défilant sur les quais par la rue Saint-Antoine, les boulevards et les Champs-Élysées, aux cris mille fois répétés de *vive la République !* Les fenêtres étaient pavoisées de drapeaux tricolores, dans le jour, et spontanément illuminées, dès le soir. Où donc a-t-on vu pointiller un petit drapeau blanc ou un drapeau-livrée, dans cette assemblée nationale de cent mille citoyens, c'est-à-dire de

presque tous les hommes de la grande capitale ? A ce spectacle jusque-là inconnu, c'était à se mettre à genoux devant les destinées de la France !

« Je vous le répète, messieurs de la résistance, ne vous jetez pas en travers de ce mouvement, après l'avoir secondé de vos suffrages; ce mouvement immense briserait votre résistance comme une paille, après avoir accepté votre concours comme le gage d'une réconciliation. Tout espoir de l'arrêter est une chimère. L'argent, ce nerf de la corruption, n'est plus le nerf de la guerre contre les principes; vous épuiseriez aujourd'hui le Pactole, que vous n'auriez pas une voix de plus. »

Dans le numéro suivant, continuant le même sujet, *l'Ami du Peuple* dit :

« Nous nous occupons beaucoup de certaines démonstrations hostiles à la République; mais n'oublions pas que le sieur Louis-Philippe pourrait bien être l'agent secret des échauffourées supposées carlistes et autres. Ce misérable ne procédait pas autrement après la révolution de Juillet, afin de se débarrasser de la République. »

Les élections lui inspirent cette boutade :

« Le jour des élections approche; les coteries se remuent: le patriotisme ne doit pas rester en défaut. Mêlez-vous des listes, des flatteries comme des calomnies, et des belles professions de foi qui ne coûtent guère; car Thiers et Bugeaud vous en feraient une républicaine, si vous voulez bien les écouter, même dans la rue Transnonain. Quand on a prêté trois serments, que coûte-t-il d'en prêter un quatrième? »

S'animant par degré, *l'Ami du Peuple*, à qui les tendances du gouvernement déplaisaient singulièrement, s'écriait, la veille de l'envahissement de l'Assemblée nationale :

« A bas les communistes de la curée! les pillards des fonds publics! les ambitieux déçus et confus! les sans-culottes du Directoire et de la réaction! les Escobars qui ne peuvent plus tromper personne! »

Vint le 15 mai, vous savez comment se conduisit M. Raspail à l'Assemblée nationale. Il est accusé, respectons sa position.

L'Ami du Peuple, né le 27 février, est mort le 15 mai; il a eu 21 numéros.

LE PEUPLE CONSTITUANT

Journal quotidien.

(46) L'abbé de Lamennais a fondé ce journal en collaboration avec M. Pascal Duprat, représentant du peuple. Le premier numéro a paru, le 27 février, et le dernier, le 11 juillet. La collection se compose de cent trente-quatre numéros. Les doctrines du *Peuple Constituant* sont connues, elles ont eu un grand retentissement et peuvent se résumer en ces quelques mots : Le peuple est tout, la justice, la vérité émanent de lui ; il les manifeste par le suffrage universel ; ce que le peuple veut, c'est la justice, c'est la vérité ; inclinons-nous et obéissons. Il fut un temps où l'auteur de *l'Indifférence en matière de religion* ne soutenait pas de pareils principes ; mais ce temps d'*ultramontanisme* est bien loin de nous, et M. de Lamennais n'a sans doute plus envie de s'en aller, à Rome, faire amende honorable, aux pieds du saint Père.

Constatons, d'abord et avant tout, que M. de Lamennais n'appartient pas au *socialisme*, encore moins au *communisme* :

« Si l'on entend par socialisme quelques-uns des systèmes qui, depuis Saint-Simon et Fourier, ont pullulé de toutes parts, et dont le caractère général est la négation, explicite ou implicite, de la propriété ou de la famille, non, nous ne sommes pas *socialiste*, on le sait assez.

« Si l'on entend par socialisme, d'un côté, le principe d'association admis comme un des fondements principaux de l'ordre qui doit s'établir, et, d'un autre côté, la ferme croyance que, sous les conditions immuables de la vie elle-même, de la vie physique et morale, cet ordre constituera une société nouvelle, à laquelle rien ne sera comparable dans le passé ; oui, nous sommes *socialiste*, plus que qui que ce soit, on le verra bien. »

Voici comment *le Peuple Constituant* juge les journées de juin :

« Lorsque la pensée s'est proménée tristement sur les colonnes sanglantes des journaux réactionnaires, lorsqu'elle est fatiguée de l'énumération complaisante des faits douloureux accomplis les 23, 24, 25 et 26 juin, on aime à chercher dans les actes des frères égarés des traces de la noble race à laquelle ils appartiennent.

« Vainqueurs, vous avez assez d'historiens pour vous prodiguer la louange ; après vous avoir dit que vous avez franchi bravement les barricades, laissez-nous, hommes de désintéressement, habitués à combattre les puissants du jour, vous dire ce que valent encore les amis du 23 février, vaincus hier et entassés dans des caves, où tout leur manque, même un air pur ; sachez que dans ces égoûts infects, ils se révoltent pour recevoir la mort.

« Oul, dans ces fatales journées, des Français se sont combattus avec une égale fureur, chose étrange, au cri de *vive la République !* Chaque pavé a porté sa tache rouge, où se confondait le sang de divers partis : du moins, la colère finissait là.

« Ordinairement, surtout dans notre France héroïque, on pardonnait et on tendait la main à un ennemi tombé. Aurions-nous dégénéré ?

« Entre des citoyens et des frères, il est important que le pardon soit proclamé sur le champ de bataille ; ne perdons pas de vue que les morts de ces fatales journées reposent aujourd'hui dans le sein de Dieu, qu'ils avaient outragé en combattant, et nous verrons, vainqueurs et vaincus, s'embrasser de même sur cette terre, pour mettre fin à nos discordes civiles, si on donne aux derniers les blessés des vainqueurs pour juges. »

Nous terminerons nos citations par l'article suivant, qui a paru encadré de noir dans le dernier numéro du *Peuple Constituant* : il résume M. de Lamennais :

« *Le Peuple Constituant* a commencé avec la République, et finit avec la République. Car ce que nous voyons, ce n'est pas, certes, la République, ce n'est même rien qui ait un nom. Paris est en état de siège, livré au pouvoir militaire, livré lui-même à une faction qui en a fait son instrument ; les cachots et les forts de Louis-Philippe encombrés de 14.000 prisonniers, à la suite d'une affreuse boucherie, organisée par des conspirateurs dynastiques, devenus, le lendemain, tout puissants ; des transports sans jugement, des lois attentatoires au droit de réunion, détruit de fait ; l'esclavage et la ruine de la presse, par l'appli-

cation monstrueuse de la législation monarchique remise en vigueur : la garde nationale désarmée , en partie , le peuple décimé et refoulé dans sa misère , plus profonde qu'elle ne le fut jamais ; non , encore une fois non , certes , ce n'est pas là la République ; mais autour de sa tombe sanglante , les saturnales de la réaction.

« Les hommes qui se sont faits ses ministres , ses serviteurs dévoués , ne tarderont pas à recevoir la récompense qu'elle leur destine , et qu'ils n'ont que trop méritée. Chassés avec mépris , cachés sous la honte , maudits dans le présent , maudits dans l'avenir , ils s'en iront rejoindre les traîtres de tous les siècles , dans les charniers où pourrissent les âmes cadavéreuses , les consciences mortes.

« Mais que les factieux ne se flattent pas non plus d'échapper à la justice inexorable qui pèse les œuvres et compte les temps. Leur triomphe sera court. Le passé qu'ils veulent rétablir est désormais impossible. A la place de la royauté qui , à peine debout , retomberait d'elle-même sur un sol qui refuse de la porter , ils ne parviendront à constituer que l'anarchie , un désordre profond , dans lequel aucune nation ne peut vivre , et de peu de durée , dès lors. En vain , ils essaieraient de le prolonger par la force. Toute force est faible contre le droit , plus faible encore contre le besoin d'être. Cette force d'ailleurs où la trouveraient-ils ? dans l'armée ? L'armée de la France sera toujours du côté de la France.

« Quant à nous , soldats de la presse , dévoués à la défense des libertés de la patrie , on nous traite comme le peuple , on nous désarme. Depuis quelque temps notre feuille , enlevée des mains des porteurs , était déchirée , brûlée sur la voie publique. Un de nos vendeurs a été même emprisonné à Rouen , et le journal saisi , sans autre formalité. L'intention était claire : on voulait à tout prix nous réduire au silence. On y a réussi par le cautionnement. Il faut aujourd'hui de l'or , beaucoup d'or , pour jouir du droit de parler ; nous ne sommes pas assez riche. Silence au pauvre ! » (10 juillet.)

Cet article a été saisi et poursuivi par le parquet ; M. de Lamennais l'avait signé , il a demandé successivement à la justice et à l'Assemblée nationale que les poursuites fussent dirigées personnellement contre lui , mais le texte de la loi était formel. Depuis lors , M. de Lamennais s'est retiré sous sa tente et ne prend aucune part aux discussions d'une Assemblée qui n'a pas voulu admettre son projet de constitution.

LA LANTERNE

ORGANE DE LA JEUNESSE RÉPUBLICAINE DÉMOCRATIQUE.

(47) *La Lanterne* a été allumée dans le Quartier-Latin ; elle n'y a pas jeté un vif éclat et s'est éteinte au bout de quelques jours :

« La lanterne va donc reparaitre à l'horizon, elle qui a travaillé, pendant plus d'une année à ressusciter, dans la jeunesse, le mouvement révolutionnaire. Les fruits ne se sont pas fait attendre ; l'action a répondu aux idées ; le discours du trône bafoué et lacéré en plein collège de France ; la manifestation des étudiants à la Chambre, le 3 février, en faveur de la liberté de la pensée ; le banquet des écoles, qui est devenu le banquet du 12^e arrondissement, dont le dénouement a été la glorieuse victoire de février ; la royauté écrasée, une fois encore, par la République !

« Mais pour avoir tant fait, il lui reste encore beaucoup à faire. Bon gré, malgré, tôt ou tard, la révolution creusera son lit où seront jetés les fondements de l'ordre nouveau. A vous donc, qui portez en vous l'ardeur de l'action et la sève de la pensée, de faire la société à votre image, de créer une politique jeune et vigoureuse.

LA FRATERNITÉ

JOURNAL MENSUEL

Par le citoyen Charles MARCHAL.

CRI DE GUERRE.

(48) Le citoyen Charles Marchal, avant de pousser le *Cri de guerre* pour appeler la France au secours de la Pologne et de l'Italie, publiait, dès le 16 avril, le *Conservateur de la République*, dans lequel il conseillait au peuple la modération et la patience ; en d'autres termes, le citoyen Marchal, avant de faire

de la politique rouge, dans *la Fraternité*, faisait de politique tricolore, dans *le Conservateur de la République*. Nous nous souvenons que le même Marchal, condamné, vers 1842, pour avoir publié *Les d'Orléans*, fut envoyé à Doullens. La Révolution de Février lui ouvrit les portes de cette citadelle, mais le laissa gros Jean comme devant, à tel point que peu de jours après, le condamné politique signait : CHARLES MARCHAL, *républicain de la veille, affamé du lendemain*. M. Marchal, depuis que la loi sur les cautionnements a été mise en vigueur, publie des *canards*.

La Fraternité n'a eu qu'un numéro, on y lit ce passage :

« Polonais, Italiens, levez-vous !
. le sang des martyrs les fait plus grands que leurs oppresseurs. Voilà ce que la démocratie française crie aux esclaves, et voilà ce que comprendra le gouvernement, s'il est capable de quelque intrépidité par l'esprit, de quelque courage par le cœur. »

D'ALLIANCE

DES PEUPLES.

Solidarité de tous les peuples.

Affranchissement universel.

Le fer a été donné à l'homme pour qu'il n'y ait point d'esclaves.

(49) Journal de la propagande révolutionnaire destiné à amener la confédération pacifique des peuples.
Il n'a paru que le *spécimen*. Gérant : *Veillerot*.

LA VOIX DES FEMMES.

Journal socialiste et politique.

ORGANE DES INTÉRÊTS DE TOUTES.

(50) Madame Eugénie Niboyet était la directrice de ce journal qui a débuté le 21 mars, et fini le 10 juin, après avoir publié quarante-deux numéros. Parlons un peu de madame Niboyet, nous dirons, ensuite, quelques mots de *la Voix des Femmes*.

Madame Niboyet s'était affolée, jadis, des doctrines saint-simoniennes; elle est encore fidèle à son dieu. Quelques jours après la Révolution de Février, nous la voyons appeler à elle le ban et l'arrière-ban des femmes *fortes* et persuader à ces dames que le jour de *l'émancipation de la femme* est enfin venu. L'assemblée décide à l'unanimité que la femme doit être affranchie et *prendre possession de l'ère nouvelle qui va organiser le monde*. Il faut un organe qui puisse répandre *ces vérités*, les vulgariser, *les faire pénétrer dans les masses*; *la Voix des Femmes* est créée au moyen d'une cotisation personnelle. Le journal paraît donc, on le vend dans les rues; dès les premiers jours, le produit de la vente couvre les déboursés. La semaine suivante, les acheteurs deviennent rares, que faire? Madame Niboyet met *la Voix des Femmes* en commandite... Olinde Rodrigues, l'ex-banquier saint-simonien, Olinde Rodrigues, l'auteur d'une constitution et d'une foule d'autres choses, souscrit pour quatre actions. Hélas! ce fut le seul, ce fut l'unique souscripteur. On suspend la publication du journal, on se désole... mais, l'abbé Châtel vient au secours des *déshéritées*; il conseille l'ouverture d'un club, *le Club des Femmes*, d'un club

payant, et propose d'appliquer la recette à la publication du journal. L'idée est acceptée avec enthousiasme. Dès le lendemain, des affiches apposées dans tout Paris, annoncent la première représentation. La foule accourt, on lève le rideau ; madame Eugénie Niboyet occupe le bureau et préside la séance : autour d'elle se groupent six dignitaires d'un âge plus que respectable. La scène se passe dans la salle des Spectacles-Concerts, sur le boulevard Bonne-Nouvelle : le lieu est parfaitement choisi, les loustics y abondent. On demande *des lampions* ; on chante *la Marseillaise*, les gamins miaulent, les *titis* aboyent, bref, il faut lever la séance, qui n'a pas été ouverte, et à la sortie, les clubistes doivent implorer la protection des gardiens de Paris ; mais la recette est abondante et *la Voix des Femmes* peut reparaître. Madame Niboyet continua ainsi ses représentations pendant une semaine ou deux ; un soir, le club fut envahi, le bureau dispersé et les *colombes* qui le composaient, obligées de chercher un nid dans un quartier plus tranquille, se réfugièrent dans la Chaussée-d'Antin. Là, le public se montra plus docile et *le Club des Femmes* put y agiter les questions du divorce, de l'association et de l'entrée des représentantes à l'Assemblée nationale. Peu de jours après le club fut dissous et le journal cessa de paraître.

En voici quelques extraits :

« PARTICIPATION DES FEMMES AU MOUVEMENT
SOCIAL.

« Les femmes ne doivent pas, ne peuvent pas rester étrangères au mouvement général des idées ; l'ordre, qui *est la paix*, se personifie en elles. Ne pas comprendre cela, c'est fermer les yeux pour ne point voir. L'antagonisme conduit, par la violence, à la destruction ; l'antagonisme, c'est la folie des époques de transition. Flotterons-nous encore, sans gouvernail, sur une mer incertaine, ou prendrons-nous possession de l'ère

nouvelle qui doit organiser le monde? Nous renversons les autels du privilège; nous proclamons l'égalité. Pour l'obtenir, avons-nous purifié nos âmes aux sources éternelles de la religion? La religion, ça n'est pas, selon nous, le formalisme étroit de l'intolérance, mais le développement successif du dogme, qui mesure, comme base de toute justice, l'égalité par la fraternité, qui affranchit l'esclave, qui honore le travail, en s'appuyant sur les travailleurs! Ce que nous appliquons aujourd'hui, Jésus-Christ l'a prêché, il y a dix-huit siècles, lui, le fils du charpentier, crucifié parce qu'il fut peuple par la pensée, par la parole, par l'action.

Peuple bon et généreux dans tes instincts, peuple naïf, garde la candeur de ton âme; n'écoute pas les méchants qui soufflent sur toi le feu de leurs passions; ne rejette pas la voix qui te crie : Honore ta compagne; ne rougis pas de marcher à ses côtés!.... Il ne faut plus un jour, il ne faut plus une heure de retard; les femmes doivent se mettre à l'œuvre pour relier, pour unir, pour pacifier. La tête et le bras de l'humanité, c'est l'homme; le cœur de l'humanité, c'est la femme. Unis, ils résument ensemble une trinité sainte : l'amour, l'intelligence, la force.... Un peuple nouveau vient d'éclorre; ses pieds touchent le sol ancien; retournez le sol, jetez-y la semence, écartez l'ivraie, et vous recueillerez le bon grain. »

« CANDIDATURE DE GEORGE SAND.

« Nous n'avons pas élevé la voix en vain; la question sociale se traite désormais sous son double aspect : les femmes deviennent quelque chose dans un pays où les hommes étaient tout, Déjà voici les ouvrières appelées à se faire représenter par des déléguées auprès de la commission du Luxembourg, c'est un pas de fait en avant; les autres pas se feront successivement. Dans cet acte accompli pour la France, dans Paris, il y a la consécration d'un fait qui relève l'indignité de l'homme aux yeux du monde, parce que l'homme a relevé l'indignité de la femme! Merci, messieurs; continuez et, par votre justice envers toutes, vous aurez bien mérité de Dieu Ne nous en tenons pas là; les ouvrières à l'aiguille ont leur apôtre : ouvrières de la pensée, faisons un choix à notre tour.... Est-il donc besoin de le dire, le représentant qui réunit nos sympathies, c'est le type *un* et *une*; être *mâle* par la virilité, *femme* par l'intention divine, la poésie.

« Nous avons nommé *Sand*!

« Et comment fera-t-on cet outrage au génie que de ne pas la porter, elle dont les facultés abstraites sont doubles, en vertu d'un ordre divin? En effet, la première femme appelée par les hommes à l'Assemblée constituante devrait être acceptée par

eux. Sand ne leur est pas semblable, mais son génie les étonne, et peut-être, *magnifiques rêveurs*, lui font-ils l'honneur d'appeler *mâle* ce génie

La femme marche encore, sans force, dans la liberté; Sand est puissante et ne s'effraie personne; c'est elle qu'il faut appeler par le *vœu de toutes au vote de tous*. Nous en avons la conviction; du jour où nos intérêts seront en ses mains, elle vivra *en nous et comme nous*. Place aux principes, ils sont impérissables; place au talent, il est saint; place au génie, il est immortel !..... »

LA FRANCE LIBRE

Par MAXIMILIEN MARIE

Ancien Élève de l'Ecole Polytechnique.

(51) M. Marie débute de la manière suivante :

« *La France libre!* A ce cri traversant les airs, le monde tressaille pour la troisième fois depuis cinquante ans, et, des rives de la Seine aux rives de la Vistule, les cœurs renaissent à l'espérance

Mais quoi ! cinq siècles employés à faire des ruines nous lèguent un funeste héritage. Tous les cœurs ont battu de joie au dernier craquement du vieil édifice; mais quelle joie que celle qui naît de la possession du vide !.... Communistes, humanitaires, vous tous qui vous nommez d'un nom particulier, sachez que, dès que vous vous classez dans une secte, dès que vous adoptez une formule, la probabilité est contre nous; car, dans l'ignorance commune des plus capables et des plus sages, il est impossible que vous seuls ayez la solution que tout le monde cherche.... »

A ces paroles, vous devinez sans doute un hardi novateur; vous ne vous trompez pas, M. Marie vous apporte tout un plan de réformes; écoutez :

« Le terme de la révolution qui s'opère est dans une organisation de la propriété sur des bases telles, qu'elle se réduise à une simple épargne, à une économie faite par le travailleur sur la consommation à laquelle son travail lui donnait droit par le moyen de l'échange. La propriété acquise doit rester disponible

entre les mains du propriétaire, mais elle ne peut donner d'autres droits que d'en dépenser le capital ; tant que la propriété se produira d'elle-même, au profit du prêteur, par une dîme prélevée sur le travail de l'emprunteur, le travail sera dans une condition servile incompatible avec la dignité et les droits du travailleur, (car la propriété se traduit en fait par la possibilité de vivre indéfiniment sans rien faire et sans s'appauvrir ; ce n'est et ce ne peut être que parce qu'elle constitue une force, un moyen de domination et de tyrannie ; enfin, tous nos efforts doivent tendre à élaborer une série de mesures générales, ayant pour but de faire baisser le taux de l'intérêt jusqu'à ce qu'il n'en reste plus que des traces imperceptibles. Quand le taux de l'intérêt sera descendu à un millionième de centime par cent francs, à mon sens, il y aura encore injustice, mais elle ne serait plus sensible.... »

Pour atteindre ce but, M. Marie possède une demi-douzaine de *recettes* plus ou moins ingénieuses, il n'a, dit-il, que l'*embarras du choix*.

« L'État s'interposera entre le capitaliste et l'emprunteur ; il peut et doit augmenter l'impôt, de manière que les revenus, dépassant les recettes, il puisse employer l'excédent à fournir des capitaux à l'industrie honnête. »

Autre moyen :

« On créera une assurance mutuelle contre les faillites, assurance gérée par l'État, à son profit. »

Quant à la politique, M. Marie ayant à s'expliquer sur le projet de constitution, s'exprime en ces termes :

« Certes, si vous réduisez votre ambition à constituer les pouvoirs politiques, si par constitution vous entendez le choix d'un mode de gouvernement, l'évidence vous donne raison. Il faut, en effet, attribuer l'autorité ; elle ne peut pas rester au premier occupant ; elle ne peut rester offerte au premier ambitieux, au premier fanatique qui voudrait s'en saisir. Mais même, sous ce rapport, le provisoire doit subsister en partie ; le peuple doit conserver l'habitude de s'immiscer dans les affaires générales par des démonstrations spontanées ; c'est la condition inévitable de tout état de crise, c'est le garde-fou qui doit nous faire éviter les écueils ; car les hommes politiques se trompent, les assemblées gâchent et pataugent, mais un peuple que

l'anxiété, un sentiment de défiance, ou, dans d'autres cas, un élan de gratitude et d'enthousiasme, amènent sur la place publique, le peuple, dans ces moments, ne saurait se tromper.

« Citoyens, ne souffrez donc pas qu'on organise trop tôt votre déchéance, qu'on individualise encore l'autorité ; car elle doit résider dans la nation entière, tant que l'avenir pliant ses ailes ne sera pas venu se poser sur vos toits et garantir vos têtes, en se transfigurant dans le présent.

.....
« Pour moi, si j'avais à présenter un projet, je commencerais ainsi, sans préambule, sans invocation aux dieux (*sic*) et sans prosopopée :

Lorsque fatigué tu seras,
Ou cossu très suffisamment,
Quand travailler plus ne voudras,
Mais faire le Roger Bontemps,
A ton frère tu prêteras
Ton champ, ta bêche amiablement,
Et d'intérêts n'exigeras.
Qu'un fraternel remerciement.

« Cela vaudrait mieux que tous les dithyrambes ; mais, en si beau chemin, je ne m'arrêtera pas.
Qu'on le sache bien, à la science seule appartient désormais l'honneur de rétablir l'accord entre les hommes. »

Il a paru quatre numéros de ce journal. Hélas !!!

LA VRAIE RÉPUBLIQUE

Rédacteur en chef : T. THORÉ

Collaborateurs : PIERRE LEROUX, GEORGE SAND, BARBES.

(52) En 1831, le citoyen Thoré mettait sur ses cartes de visites : *M. Théophile Thoré, substitut de M. le procureur du roi*, et exerçait ses royales fonctions près le tribunal civil du Mans. Là, deux fois par semaine, vous auriez pu voir *l'homme du roi* lancer les foudres de son éloquence contre ces pauvres *deshérités* qu'un délit de chasse, une prévention de tapage nocturne ou une rixe de cabaret appelaient sur les

bancs de la police correctionnelle. Un journal a raconté, — mais c'est sans doute une calomnie — que M. le substitut du Mans apportait, dans l'exercice de son *ministère*, une sévérité qui frisait quelquefois l'abus de pouvoir, et que maint prévenu-*prolétaire* avait vainement sollicité la faveur d'être jugé, à son tour, sans pouvoir l'obtenir. On a même attribué à ce sujet, à M. Thoré, certaines paroles que n'avouerait pas d'Aguesseau. Quoi qu'il en soit, M. Thoré se trouvait assez bien sur son siège de magistrat royal et pensait sans doute que la monarchie de juillet valait la meilleure des républiques (1). Je ne sais comment cela se fit pourtant, j'ignore si la royauté se brouilla avec M. Thoré, ou si M. Thoré se brouilla avec la royauté, mais nous retrouvons, quelques années après, le futur et illustre publiciste, dans la rédaction d'un journal *bourgeois*; Thoré, le vrai Thoré, habite le rez-de-chaussée du... CONSTITUTIONNEL, puisqu'il faut l'appeler par son nom, et rédige les comptes-rendus des expositions de peinture, dans cet infâme journal : de plus, Thoré, le vrai Thoré jouit d'une barbe rouge qui fait sa gloire et le désespoir des *rapins*. C'est sans doute à cette époque que l'ange de la démocratie apparut à Thoré et à sa barbe, et leur traça, dans un sillon lumineux, la marche qu'ils devaient suivre, l'un portant l'autre. Ils désertèrent le *Constitutionnel*, ils publièrent un dictionnaire *phrénologique*, ils firent commerce d'amitié avec tous les *défenseurs* du peuple, ils eurent même l'honneur d'être poursuivis et jetés sur la paille humide des cachots

(1) Le *National* disait à peu près à la même époque : « L'intérêt de la population de Paris, comme celui de la population de la France entière, c'est la conservation de la *royauté* de 1830, parce qu'on ne peut rien mettre à la place, parce qu'elle seule peut garantir à la France et sa grande unité politique et sa grande unité territoriale. La *démocratie absolue* nous diviserait et nous armerait les uns contre les autres. »

du tyran pour le Prospectus d'un journal qui ne parut pas. Vint la Révolution de février, la barbe de Thoré y prit une part des plus actives; en récompense de sa belle conduite, elle fut nommée capitaine d'État-major dans la garde bourgeoise, et cette même garde bourgeoise, quelques mois plus tard, le 15 mai, aurait fait un mauvais parti à son capitaine d'État-major, si elle l'eût trouvé à l'Hôtel-de-Ville, mais, hâtons-nous de le dire, il ne s'y trouvait pas, il n'y était jamais allé, bien qu'un brevet de maire de Paris l'y attendît. Et aujourd'hui cette belle barbe rouge qui n'a cependant fait qu'une opposition pacifique, nous le croyons sincèrement, est proscrite et rayonne sur la terre étrangère.

Nous ne pouvons mieux faire connaître la ligne de conduite de *la Vraie République* qu'en extrayant, de ce journal, la profession de foi de son rédacteur en chef, à l'époque des élections des représentants du peuple :

« AU PEUPLE DE PARIS.

« La grande révolution sociale vient de commencer. Hier, nous étions esclaves; aujourd'hui, nous sommes souverains.

« Hier, malgré notre asservissement, nous avions le droit imprescriptible; aujourd'hui, nous avons la puissance.

« Demain, nous aurons le fait.

« L'ancienne société, gouvernée par la force, subissait le privilège et l'anarchie.

« La République nouvelle, gouvernant par l'intelligence, produira l'ordre et la justice.

« Mais la jeune société républicaine est encore comme un martyr garotté et percé de flèches. Les saintes femmes qui viendront arracher les flèches et parfumer d'huiles bienfaisantes les blessures du peuple martyr sont : la liberté, l'égalité, la fraternité.

« Qu'est-ce donc que cette République idéale que notre amour poursuit depuis si longtemps? Nos pères l'ont bien aperçue, mais elle ne s'est point arrêtée parmi eux.

« Comment donc consacrer les fiançailles de la vierge adulte avec le peuple régénéré devant Dieu et devant les hommes, devant la patrie qui espère, devant l'Europe qui regarde?

« Le caractère saillant de la Révolution de 1848 est le socialisme, c'est-à-dire l'établissement de la solidarité entre tous les citoyens et dans tous les ordres de leurs rapports.

« Ainsi, par l'éducation publique commune et gratuite, les hommes doivent participer à l'intelligence et s'élever tous ensemble aux bonheurs de l'esprit.

« Par le suffrage universel, par la vie collective, par la liberté de la pensée et de l'expression, par toutes les communications publiques et privées, les citoyens doivent entretenir leurs sentiments généreux, et s'élever aux bonheurs de la vertu.

« Par l'organisation du travail, par l'émancipation définitive de l'agriculture et de l'industrie, par l'augmentation des produits et la justice de la répartition, les travailleurs, profitant de la fécondité de la nature, doivent s'élever tous ensemble à l'aisance et à la liberté. — A bas la misère et l'esclavage !

« La grande œuvre de la République populaire, son œuvre originale et véritablement moderne, sera l'institution de la solidarité dans l'ordre économique.

« Comment abolir le prolétariat, et réaliser à la fois, parmi les travailleurs, la liberté, l'égalité, la fraternité ?

« Aujourd'hui, l'immense majorité des hommes travaille en dehors de ses aptitudes et au-delà de ses forces, et consomme au-dessous de ses besoins, tandis qu'une minorité imperceptible consomme au-delà de ses besoins, et produit, quand elle produit, en dehors de ses aptitudes et au-dessous de ses forces.

« Ce fait actuel, résultant des lois monarchiques, est-il conforme à la justice ?

« Si, au contraire, on supposait un milieu social, où chacun, travaillant selon ses aptitudes et dans la mesure de sa force, consommât selon ses besoins légitimes, la liberté, l'égalité, la fraternité ne seraient-elles pas satisfaites ?

« C'est là le sens de l'avenir républicain.

« La Révolution doit donc considérer les éléments de travail comme un moyen, pour tous les hommes, de se développer, chacun selon sa nature. L'Etat, c'est-à-dire tout le monde, a donc le droit et le devoir de socialiser pacifiquement la terre et le crédit, afin d'en assurer le bienfait à tous les citoyens de la patrie.

« De même, la consommation n'est qu'un moyen de vivre ; on ne vit pas pour consommer, mais pour se consacrer aux devoirs envers la patrie, envers la famille, envers soi-même.

« Après avoir décrété la souveraineté du peuple et la forme démocratique, l'éducation publique et la liberté de la pensée, la Constituante aura pour mission l'établissement de cette République sociale une et indivisible.

« Citoyens,

« Ma vie entière a été dévouée à la Révolution !

« J'ai lutté par la presse, par la parole, par la conspiration, par la révolte, jusqu'au triomphe du peuple, le 24 février.

« J'ai fait des livres et des brochures révolutionnaires. Après le prospectus d'un nouveau journal républicain, *la Démocratie*, j'ai subi un an de prison pour attaque à la royauté et aux lois iniques de l'ancien régime.

« J'ai fait de la politique dans *la Revue républicaine* de Dupont, dans *le Réformateur* de Raspail, dans le *Journal du Peuple* de Dupoty et de Cavaignac, dans *l'Encyclopédie populaire*, *la Revue indépendante*, *la Revue sociale* de Pierre Leroux, dans *la Revue du Progrès* de Louis Blanc, dans *la Réforme* de Flocon et de Ledru-Rollin. J'ai fait de la littérature et de la critique dans tous les journaux où fut possible la guerre en faveur de l'avenir.

« C'est pourquoi le prolétaire intellectuel, l'ouvrier de la pensée, aspire à représenter le peuple à l'Assemblée nationale, qui décidera du sort de la patrie.

« Vive la République !

(13 avril.)

« THORÉ. »

La Vraie République est née le 16 mars, elle a été suspendue par le gouvernement, en juin, a reparu le 9 août, et a été suspendue de nouveau le 21 du même mois ; l'interdit dure encore.

LA RÉPUBLIQUE

Journal quotidien.

(53) *La République* est socialiste ; dès le 26 février, jour de sa naissance, elle a arboré, sur son drapeau, ces devises significatives :

« Association des peuples — éducation pour tous — réforme électorale — organisation du travail — liberté de la presse — ordre — liberté — progrès. »

La République chérit M. Louis Blanc, et porte la Commission du Luxembourg dans son cœur. Sa

nuance s'est un peu empourprée, depuis quelques mois, elle atteindra bientôt celle de la *Vraie République*.

Voici la profession de foi publiée par *La République*, dans son premier numéro :

« Nous voulons la liberté, le progrès et l'ordre ; mais nous voulons surtout :

« Que les lois qui entravent la liberté de penser, de parler, d'écrire et de s'assembler soient abolies à jamais ;

« Que les intérêts et les droits de chacun, ceux du riche comme ceux du pauvre, soient respectés également, et soutenus efficacement par des institutions en harmonie avec les besoins du temps, les désirs de notre époque ;

« Que tous les citoyens qui participent aux charges de la France puissent être électeurs et même éligibles ;

« Que l'éducation soit donnée gratuitement aux enfants de tous les Français ;

« Que le travail matériel et intellectuel soit organisé sur de nouvelles bases ;

« Que les rapports des maîtres et des ouvriers soient réglés dans l'intérêt des uns comme des autres ;

« Que l'existence de tous les travailleurs soit assurée d'une manière définitive ;

« Que les différentes branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce reçoivent les améliorations qu'elles réclament ;

« Que les sciences, les lettres et les arts soient protégés comme ils doivent l'être en France, dans cette nation intelligente qui marche depuis si longtemps à la tête de la civilisation européenne.

« Nous voulons, en un mot, que tous les citoyens soient LIBRES, qu'ils occupent tous les emplois dont ils sont capables, qu'ils jouissent de tous les droits politiques, et qu'ils puissent être pour toujours affranchis du besoin et de la misère. »

Le journal *La République* continue à paraître, et à s'empourprer de plus en plus.

LE DÉMOCRATE ÉGALITAIRE

Semaine sociale et républicaine.

(54) Le citoyen Frédéric Gérard, rédacteur en chef de ce journal, a *échu* des malheurs, absolument comme Bilboquet; quoique maire de Montrouge, quoique président de club, les bourgeois de Montrouge, ses administrés, se sont rués sur lui et l'ont emprisonné. Revenu à Paris, il fonde le *Démocrate*, en participation avec le citoyen d'Alton-Shée, et l'ex-pair l'abandonne peu à près. Seul contre tous, le citoyen Gérard publie alors le *Démocrate égalitaire*; voici ses théories :

« La société doit pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant des moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler.

« Tant qu'il y aura dans la société un seul citoyen qui ait le juste droit de se plaindre, c'est que les institutions seront encore mauvaises.

« Nous reconnaissons dans l'homme le droit imprescriptible de la vie, sans acception des dissemblances, d'aptitudes et de talents, de force et de faiblesse; partout où un homme trouve un autre homme, il a, en vertu du titre respectable qui les unit, un droit à des privilèges égaux, en ce qui touche à la satisfaction de la vie et au développement de ses facultés et de son intelligence.

Conclusion : *Droit, au travail, solidarité, régime égalitaire.*

(55) LA TRIBUNE POPULAIRE, gérant : *Ménier*, veut faire aussi une campagne en faveur de la réforme sociale, que la Révolution politique de février traîne à sa suite, mais, au moins, ce journal, et nous l'en félicitons sincèrement, ne s'engage pas à nous donner des utopies irréalisables, à la place de ce qu'il prétend renverser :

« Au milieu de ces débris dont nous voyons jonché le sol de

la patrie, il reste encore debout les principes fondamentaux, éléments primitifs de toute organisation, principes qui survivent à tous les ébranlements, à toutes les grandes transformations politiques et sociales ; ces principes sont la famille et la propriété. Au-dessus, et comme pour les faire bénir et protéger contre toutes les tentatives insensées, plane le sentiment moral et religieux, qui se développera, puissant, sous l'influence des principes nouveaux ; car ce sentiment a besoin d'un ciel démocratique pour s'épanouir dans toute sa beauté. »

La Tribune populaire n'a eu que quelques numéros.

(56) *Le Tribun du Peuple*, organe des travailleurs, par le citoyen Constant, dit l'abbé Constant, auteur de *la Bible de la Liberté* et de *la Voix de l'Homme*, avec cette épigraphe : *Ton droit est mon devoir, ton devoir est mon droit.*

M. Constant est un abbé défroqué, qui a eu maille à partir avec le parquet de la défunte monarchie. Cet honorable citoyen nous raconte ses infortunes dans le premier numéro de son journal. Il fut condamné et mis en prison pour avoir publié *La Voix de la Famine* ; sa jeune femme, alors enceinte, essaya, mais vainement, d'obtenir des secours du ministère..... L'abbé Constant fait ensuite l'exposition de ses *principes sociaux* et de ses *tendances politiques*.

« PRINCIPES SOCIAUX.

« Méconnaître les droits de l'homme, c'est l'affranchir de ses devoirs ; et par le nom d'homme, j'entends l'humanité, avec ces trois termes qui forment la trinité sociale : homme, femme et enfant. La société nous doit en raison de ce que nous faisons pour elle, et nous lui devons en raison de ce qu'elle fait pour nous : la vie pour la vie, le bien pour le bien, la guerre pour la guerre, la paix pour la paix. On ne peut forcer personne à croire, à vouloir et à aimer. La religion, l'amour et les autres attraits légitimes sont donc essentiellement libres. Toute voie de fait, toute violence qui tendrait à contraindre la foi, doit être considérée comme une tentative d'assassinat moral, le père de

tous les crimes. Toute pensée qu'on opprime, toute parole qu'on étouffe est sainte; elle doit être vraie, puisqu'on la craint; le mensonge tombe de lui-même. L'obéissance à l'injustice est une injustice; la soumission à un ordre social qui ne garantit pas la vie à tous et accorde du superflu à quelques-uns, est une complicité de meurtre.... »

« TENDANCES POLITIQUES.

« Elles appartiennent au parti socialiste le plus radical; mais ce que nous voulons avant tout, c'est le bien de l'humanité. Nous croyons qu'une goutte de sang inutile devrait être expiée par les larmes de tout le monde, et nous croyons aussi qu'un seul homme qui meurt de faim accuse d'assassinat la société tout entière.... Je désire d'abord la paix universelle à tout prix, excepté au prix de la justice. Je demande que tous aient le droit de vivre.... Je crierai à tous ceux qu'on voudra tromper, pour les endormir encore et les exploiter : Ne vous laissez pas sucer le sang par des vampires ! Guerre aux buveurs de sang ; ne vous vengez pas, mais défendez-vous. Nous attendons, pour en dire davantage, les premières opérations de notre Assemblée nationale. »

Le Tribun du Peuple nous avoue, dans un des numéros suivants, qu'il craint que le pays ne soit représenté par des canards et des dindons, et il s'écrie : *Arrière donc, arrière la volaille.*

Le Tribun du Peuple a publié trois demi-feuilles; entre autres choses, on y trouve des chansons.

Sc

Représentant du Peuple.

(57) Journal quotidien des travailleurs, avec cette épigraphe : *Qu'est-ce que le producteur ? Rien. Que doit-il être ? Tout. Qu'est-ce que le capitaliste ? Tout. Que doit-il être ? Rien.*

Aidé de M. Fauvety, jeune bonnetier du plus grand avenir, M. Proudhon a publié *le Représentant*

du Peuple, qui a été suspendu, par deux fois, saisi trois fois, et a cessé de paraître par défaut de cautionnement, après avoir publié 108 numéros, à partir du 1^{er} avril.

Le Représentant du Peuple, c'est M. Proudhon, tout entier, ce sont les idées folles, incroyables, inconcevables de cet utopiste renouvelé de Babœuf, et de bien d'autres encore. M. Proudhon a inventé tout un système économique, il refait la société, il prétend l'établir sur des bases nouvelles et durables. Dans un livre publié en 1846, sous le titre de : *Système des contradictions économiques, ou philosophie de la misère*, ce messie a daigné manifester ses théories aux profanes, nous citons :

« HYPOTHÈSE DE DIEU.

« Oubliez votre foi, et; par sagesse, devenez athée. Quoi ! dites-vous, athée, malgré notre hypothèse ! Non, mais à cause de votre hypothèse. Il faut avoir, dès longtemps, élevé sa pensée au-dessus des choses divines, pour avoir le droit de supposer une personnalité au-delà de l'homme, une vie au-delà de cette vie. Du reste, n'ayez crainte de votre salut. Dieu ne se fâche point contre qui le méconnaît par raison, pas plus qu'il ne se soucie de qui l'adore sur parole ; et, dans l'état de votre conscience, le plus sûr pour vous est de ne rien penser de lui. Ne voyez-vous pas qu'il en est de la religion comme des gouvernements, dont le plus parfait serait la négation de tous ? Qu'aucune fantaisie ni politique ni religieuse ne retienne donc votre âme captive ; c'est l'unique moyen aujourd'hui de n'être ni dupe ni renégat ! Ah ! disais-je, au temps de mon enthousiaste jeunesse, n'entendrais-je point sonner les secondes vêpres de la République, et nos prêtres, vêtus de blanches tuniques, chanter, sur le mode dorien, l'hymne du retour : *Change, ô Dieu, notre servitude, comme le vent du désert en un souffle rafraîchissant* ; mais j'ai désespéré des républicains, et je ne connais plus ni religion ni prêtres. Je voudrais encore, pour assurer tout à fait votre jugement, cher lecteur, vous rendre l'âme insensible à la pitié, supérieure à la vertu, indifférente au bonheur. Mais ce serait trop exiger d'un néophyte. Souvenez-vous seulement, et n'oubliez jamais que la pitié, le bonheur et la vertu, de même que la religion et l'amour, sont des masques....

« On a dit ; Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer. Et moi, je dis : Le premier devoir de l'homme intelligent et libre est de chasser incessamment l'idée de Dieu de son esprit et de sa conscience : car Dieu, s'il existe, est essentiellement hostile à notre nature, et nous ne relevons aucunement de son autorité. Nous arrivons à la science malgré lui, au bien-être malgré lui, à la société malgré lui ; chacun de nos progrès est une victoire, dans laquelle nous écrasons la divinité.

« Qu'on ne dise plus *les voies de Dieu impénétrables* ; nous les avons pénétrées, ces voies, et nous y avons lu, en caractères de sang, les preuves de l'impuissance, si ce n'est du mauvais vouloir de Dieu.... Ma raison, longtemps humiliée, s'élève peu à peu au niveau de l'infini ; avec le temps, elle découvrira tout ce que son inexpérience lui dérobe ; avec le temps, je serai, de moins en moins, artisan de malheur ; et, par les lumières que j'aurai acquises, par le perfectionnement de ma liberté, je me purifierai, j'idéaliserai mon être, et je deviendrai le chef de la création, l'égal de Dieu. Le moindre progrès que l'homme ignorant, délaissé et trahi, accomplit vers le bien, l'honore sans mesure : de quel droit Dieu me dirait-il encore : Sois saint, parce que je suis saint ? Esprit menteur, lui répondrai-je, Dieu imbécile, ton règne est fini ; cherche parmi les bêtes d'autres victimes. Je sais que je ne suis ni ne puis jamais devenir saint ; et comment le seras-tu, toi, si je te rassemble ? Père éternel, Jupiter ou Jehovah, nous avons appris à te connaître ; tu es, tu fus, tu seras à jamais le jaloux d'Adam, le tyran de Prométhée....

« Ton nom, si longtemps le dernier mot du savant, la sanction du juge, la force du prince, l'espoir du pauvre, le refuge du coupable repentant ; eh bien ! ce nom est incommunicable. Désormais voué au mépris et à l'anathème, il sera sifflé parmi les hommes ; car Dieu, c'est sottise et lâcheté, c'est tyrannie et misère ; Dieu, c'est le mal. Tant que l'humanité s'inclinera devant un autel, l'humanité, esclave des rois et des prêtres, sera réprouvée ; tant qu'un homme, au nom de Dieu, recevra le serment d'un autre homme, la société sera fondée sur le parjure ; la paix et l'union seront bannies d'entre les mortels. Dieu, retire-toi ; car, dès aujourd'hui, guéri de la crainte et devenu sage, je jure, ma main étendue vers le ciel, que tu n'es que le bourreau de ma raison, le spectre de ma conscience.... »

« L'ÉGLISE.

« . . . Qu'elle demande pardon à la société, cette Eglise qui s'est dite infailible, et qui n'a pas su conserver le dépôt ; que ses sœurs prétendues réformées l'humilient,.... et le peuple désabusé, mais clément, avisera.... »

« LA PROPRIÉTÉ.

« La propriété, c'est le vol ; il ne se dit pas, en mille ans, deux mots comme celui-là. Je n'ai d'autre but sur la terre que cette définition de la propriété. Mais, je la tiens plus précieuse que les millions de Rotschild ; elle sera l'événement le plus considérable du règne de Louis-Philippe. M. Michelet m'a répondu qu'il y a en France VINGT-CINQ MILLIONS DE PROPRIÉTAIRES qui ne se dessaisiront pas. *Pourquoi suppose-t-il qu'on ait besoin de leur consentement ?*

« Pense-t-on que les travailleurs ne se lèveront pas dans leur colère, et qu'une fois maîtres dans leur vengeance, *ils se reposeront dans l'amnistie ?*

« Je crois que la bourgeoisie a mérité tous les maux dont on la menace, et mon devoir est d'établir la preuve de sa culpabilité.

« La propriété, régime de spoliation et de misère, doit périr aussitôt que la civilisation aura acquis la conscience de ses lois.

« La propriété, par principe et par essence, est immorale ; conséquemment, le code qui détermine les droits de la propriété est un code d'immoralité ; la jurisprudence, cette prétendue science du droit, est immorale.

« Et la justice, qui ordonne de prêter main-forte contre ceux qui voudraient s'opposer aux abus de la propriété ; la justice, qui afflige quiconque est assez osé pour prétendre réparer les outrages de la propriété ; la justice est infâme ! et la propriété, qui est sortie de l'odieuse lignée de la justice, est infâme ! »

Voici maintenant comment M. Proudhon paraphrasait ses découvertes dans le *Représentant du Peuple* :

« QU'EST-CE QUE LA PROPRIÉTÉ ?

« Je ne viens point ici avec une sotte et lâche impertinence commenter la formule, trop connue et trop peu comprise : la propriété, c'est le vol ! Cela se dit une fois, cela ne se répète pas. Laissons cette machine de guerre bonne pour l'insurrection, mais qui ne peut plus servir aujourd'hui qu'à contrister les pauvres gens.

« Je veux dire seulement une chose, c'est que soit que l'on considère le présent, soit qu'on envisage l'avenir, la propriété n'est plus rien, c'est une ombre. Comme toute création de la pensée éternelle, la propriété, née de l'idée, est retournée à l'idée. Elle a épuisé ce qu'elle contenait de réalité, elle est allée

de vie à trépas, elle ne reviendra jamais. La propriété est désormais du domaine de la tradition, c'est de l'histoire ancienne; il faut avoir, comme les poètes, le don d'évoquer les fantômes, pour croire à la propriété.

« Qu'est-ce donc que la propriété, aujourd'hui? qu'est-elle devenue? un titre le plus souvent nominal, qui ne tire plus sa valeur comme autrefois, du travail personnel du propriétaire, mais de la circulation générale; un privilège qui a perpétuellement besoin de l'escompte, et qui, à lui seul, ainsi que les vieux titres de marquis et de baron, ne donnerait pas au porteur crédit d'un dîner.

« La propriété dont on voudrait faire la base des institutions nouvelles, la propriété n'est rien par elle-même. Ce n'est plus qu'un privilège sur la circulation, comme un péage établi sur une rivière; un reste de féodalité dont l'abolition est le complément obligé de notre grande et glorieuse période révolutionnaire.

« Que veulent donc aujourd'hui les travailleurs? Deux mots sur cette question, nous éclairerons sur l'avenir de la propriété.

« Les travailleurs, quelles que soient leurs formules, demandent que la circulation ne soit plus abandonnée au hasard et livrée à l'agiotage, mais réglée par des obligations réciproques. Ils demandent que les lois de cette justice commutative qui a pénétré la propriété, au point de la faire disparaître, soient étudiées, qu'au-dessus du droit romain et féodal, au-dessus de la propriété soit établi un droit d'échange; enfin que la solidarité naturelle, que l'observation des faits économiques nous découvre, soit définie. Ainsi posée, et on ne peut pas la poser autrement, la question n'atteint pas directement la propriété, elle ne s'adresse qu'au privilège.

« Voilà ce que demandent les travailleurs; ce que les propriétaires ne peuvent refuser, puisqu'ils sont intéressés à leur tour; ce dont la bourgeoisie a reconnu la justice. Tous les publicistes, tous les journaux de la propriété, sont d'accord aujourd'hui de ces deux points: que *le travail doit être garanti à l'ouvrier*, et qu'*il faut améliorer la condition du prolétariat*.

« Le seul mode d'amélioration possible consiste donc à augmenter la production. Mais augmenter la production, c'est augmenter le travail, soit en durée, soit en quotité, soit en intensité. Mais vous ne pouvez amener au travail les improductifs, et réduire les faits généraux de la production, sans une détermination nouvelle des rapports d'échange, sans une réorganisation de crédit et de la circulation, et, par suite, sans une réforme complète de l'atelier national, ce qui aboutit toujours, directement ou indirectement, à modifier, restreindre

dre, changer la propriété. »

Mais l'article le plus saillant du *Représentant du Peuple* a été sans contredit celui qui porte pour titre : *le 15 juillet*, et dans lequel M. Proudhon engageait les locataires et fermiers à s'entendre et à présenter à l'Assemblée nationale, non pas une pétition, mais *un ordre*. L'Assemblée nationale aurait tout simplement décrété que, du 15 juillet 1848 au 15 juillet 1851, remise serait faite par tous les propriétaires de maisons, d'immeubles et créanciers hypothécaires, aux locataires fermiers, et débiteurs, du sixième des loyers, fermages et créances ; un autre sixième revenant à l'État.

Le numéro du *Représentant du Peuple*, qui contenait ce projet de décret fut saisi, M. Proudhon ne se tint pas pour battu, il porta sa proposition devant ses collègues à l'Assemblée nationale ; elle fut écartée à l'unanimité, moins deux voix (la sienne et celle du représentant Greppo), à la suite du Rapport de M. Thiers. Il faut lire, dans le *Moniteur*, le compte-rendu de cette séance, le discours de M. Proudhon est un des morceaux les plus curieux que nous connaissions.

D'ailleurs, si M. Proudhon veut abolir la propriété et se faire le liquidateur général de la société, il a, sous main, une panacée universelle pour remédier à tous les inconvénients de la transition ; cette panacée est une banque nationale d'échanges, qui comporte l'abolition du numéraire.

M. Proudhon, le 26 juin 1848, en *contemplation*, sur la place de la Bastille, admirait le spectacle terrible et sublime de la canonnade, et quelques jours après, il écrivait dans son journal :

« Si le droit était de ce côté-ci des barricades, il était aussi de ce côté-là ; l'épouvantable carnage auquel nous avons assisté,

ressemblait à ces tragédies antiques, où le devoir et le droit se trouvaient en opposition, et qui partageaient les dieux. . . . »

M. Proudhon veut bien ajouter :

« Pleurons sur nos frères de la garde nationale, pleurons sur nos frères de l'insurrection, et ne condamnons personne. »

M. Proudhon a aussi lancé le *spécimen* d'un journal mensuel, *Le Peuple* ; ce spécimen a été saisi, immédiatement, et le journal n'a pas encore paru. Il était destiné à remplacer le *Représentant du Peuple*.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

(58) Ce journal a fait du bruit dans la rue, dans les salons, et à la Chambre des représentants. Hâtons-nous de le dire, ce n'est pas à cause du talent de ses rédacteurs, taillés sur le modèle de tous les socialistes raisonneurs, mais *l'Organisation du travail* avait une spécialité, elle dressait la liste des fortunes mobilières et immobilières ; elle nous apprenait que M. A., par exemple, possédait trois millions en numéraire, et M. B. cinq millions en propriétés ; en un mot, *l'Organisation du travail* dressait le bilan de ce qu'elle appelait la *bourgeoisie*. Que vous semble du procédé ?

Inutile d'ajouter, sans doute, que les théories du Luxembourg, et le système de M. Louis Blanc, étaient préconisés, sur tous les tons, dans ce journal qui nous conduisait tout droit à la ruine et à l'anarchie industrielles. Fort heureusement, *l'Organisation du travail* n'a pas duré longtemps ; née le 3 juin, elle a été suspendue le 24, et a publié, en tout, vingt-deux numéros.

LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Moniteur des Clubs, des Corporations d'Ouvriers
et de l'Armée.

Se rallie à notre bannière qui voudra ?

L'attaque qui l'ose ?

(59) *La Commune de Paris*, journal du citoyen Sobrier, ex-délégué à la Préfecture de Police, est une feuille franchement révolutionnaire, qui dit tout haut ce que tant d'autres pensent tout bas. Nous préférons M. Sobrier à ces démocrates-métis, qui cachent adroitement la couleur de leur drapeau, et ne nous en montrent aujourd'hui qu'un lambeau, sauf à le déployer, quand il en sera temps.

Dès les premiers jours de la révolution de Février, M. Sobrier inscrit en tête de son journal : *Qu'est-ce que le peuple ? Tout. — Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! Serrons nos rangs ! unissons-nous pour le maintien de la République pure*, et il demande des mesures révolutionnaires, comme *unique moyen d'anéantir la réaction*. C'est sur cette thèse qu'il rédige ses articles, des articles virulents, qui sentent encore la poudre des barricades.

Cependant, la révolution ne marche pas au gré de *la Commune de Paris*, le Gouvernement provisoire ne se montre pas assez révolutionnaire, c'est alors que Sobrier appelle autour de lui ses fidèles, prend position dans l'hôtel n° 16 de la rue de Rivoli, et y établit une espèce de caserne, où nous voyons des hommes armés monter nuit et jour la garde ; c'est

alors que *la Commune de Paris* porte chaque matin, en tête de ses colonnes, l'avis suivant :

« Nous prions tous les révolutionnaires, nos amis connus et inconnus, tous les présidents de clubs, tous les chefs de corporations, de passer dans nos bureaux, afin de nous donner des renseignements sur la situation qui devient plus grave tous les jours. Plus que jamais, il importe de se serrer et de se recruter pour tenir tête à la réaction. Nous demandons, dès aujourd'hui, l'adresse du citoyen Pierre Leroux. »

On le voit à ces quelques lignes significatives, *la Commune de Paris* se sépare du Gouvernement, qui cependant la laisse circuler, en franchise, dans toute la France.

La caserne de Sobrier se remplit en même temps d'hommes et de munitions, et le journal tance verbalement les membres de l'Assemblée nationale, qu'il appelle les *commis du peuple*.

Vient le 15 mai, on sait la part que prit *la Commune de Paris*, en la personne de plusieurs de ses rédacteurs, à l'envahissement de l'Assemblée nationale. Sobrier fut arrêté l'un des premiers, et conduit au donjon de Vincennes. Le domicile de *la Commune de Paris* fut mis en séquestre, les Montagnards qui le gardaient, dispersés, et les cartons de la rédaction présentèrent une série de décrets, dont voici les titres :

« 1° Dissolution de la garde nationale ; 2° Mise hors la loi de tout individu qui sortira du territoire en emportant du numéraire ; 3° Destitution de tous les magistrats, les maires exceptés ; 4° Etablissement d'un impôt progressif, immédiat ; 5° Organisation d'une force ouvrière, remplaçant la garde nationale, etc. »

Ces projets de décret font mieux connaître l'*esprit* de *la Commune de Paris*, que la reproduction de ses articles, qui n'ont jamais brillé ni par la forme ni par le fond.

Après l'emprisonnement de Sobrier, Cahaigne, son

ami, essaya de ressusciter *la Commune de Paris* ; il ne parvint qu'à publier deux ou trois numéros ; *la Commune de Paris* mourut dans ses bras.

1^{er} Numéro.

Mars 1848.

1793

LA

1848

— **GUILLotine** —

Tout le monde
y passera.

PAR
UN VIEUX JACOBIN.

Personne
n'y passera.

(60) Au-dessous de ce titre se trouve un portrait de Louis-Philippe. L'ex-roi, entr'ouvrant sa chemise, montre une petite guillotine tatouée sur sa poitrine. Le journal est signé OLUSI-LIPPEPHI. Voici le premier article :

« Celui qui, du fond d'une tribune, applaudissait à l'arrêt de mort de son oncle, et qui, nonchalamment assis sur le dossier de sa calèche, assista, sans frémir, à son exécution ; celui qui, familiarisé, identifié même avec le crime, a constamment, dans sa vie, fait un usage plus ou moins direct du fer, du poison ou de la corde ; celui-là devait naturellement applaudir à l'adoption d'un appareil qui, en abolissant divers genres de supplice, assurait à tous les condamnés *l'égalité* d'une mort par la décapitation, réservée autrefois pour les nobles.... A cet homme seul, qui, pour assouvir sa soif de l'or, n'eût pas craint de réaliser cette terrible devise : *Tout le monde y passera*, qu'il avait gravée au fond du cœur, aussi profondément que le tatouage de l'échafaud était gravé sur sa poitrine ; à cet homme seul, dis-je, appartenait d'écrire l'histoire de la guillotine. Il s'est fait narrateur ; s'il l'eût osé, il se fût fait apologiste. »

A la suite se trouvent des articles *peu remarquables* sous les titres suivants : *Recherches sur la date de l'invention de la guillotine* — *Notice sur Guil-*

lotin — Exécutions principales — La famille Samson — Décadence de la guillotine.

Comme on le voit, la publication de ce journal n'a été qu'une spéculation sur le titre.

(64) **L'ARLEQUIN DÉMOCRATE**, journal de toutes pièces, de toutes couleurs, politique, littéraire et blagueur, comme ses grands confrères, échappe à toute analyse.

(62—63) On nous a dit que **LE SANGUINAIRE** et **LA SYBILLE** avaient été publiés; il nous a été impossible d'en retrouver un seul numéro.

(64) **LE JOURNAL DES FAUBOURGS**, dont un seul numéro a paru (le 46 avril), appartient à la catégorie de la *Guillotine*; il est même plus cramoisî et moins français.

(65) **L'ENFER ET LE PARADIS DU PEUPLE**, journal rédigé par madame de Beaufort, a montré quelques tendances socialistes; il appartient cependant à la République modérée. (Premier numéro.)

(66) Le 44 mai, veille de l'envahissement de l'Assemblée nationale, **LE JOURNAL DES JACOBINS**, *sentinelle des droits de l'homme*, publia son premier et dernier numéro. Sa déclaration de principes contenait cette phrase significative : « Nous « réveillons du tombeau ces héroïques Montagnards qui péri-
« rent, en 1793, avec la liberté vaincue.... » et se terminait par ces mots : « Fraternité aujourd'hui ou justice demain ! »

Le Journal des Jacobins était orné de ces deux épigraphes : « Je succombe sans regret; je vous laisse ma mémoire; elle
« vous sera chère, et vous la défendrez. » (*Dernières paroles de Maximilien Robespierre* au club des Jacobins, la veille du 9 thermidor.) — « Robespierre était incorruptible et incapable de

« voter ou de causer la mort de qui que ce fût, par inimitié personnelle ou par désir de s'enrichir. Il ne laissa pas un sou à sa mort. On lui imputa tous les crimes commis par Hébert, Collot-d'Herbois et autres. C'étaient des hommes affreux et sanguinaires qui le firent périr. Ils ont tout jeté sur lui. »
(NAPOLÉON.)

(67) **LE CENSEUR RÉPUBLICAIN**, journal de la démocratie radicale, prétend : « Qu'il n'y a, en France, qu'un roi de moins et une bonne fille de plus. » M. Cellier, rédacteur en chef de ce journal, flagelle impitoyablement les républicains de la veille, qui ont fait main basse sur les emplois publics ; il en veut surtout aux quatre Marrast, aux trois Arago, aux trois Isambert, aux trois Regnault et à la dynastie du *National*.

Si le *Censeur républicain* vivait encore, il aurait beau jeu contre les républicains de la veille ; ces beaux messieurs vont de plus fort en plus fort.

(68) Le premier numéro du **COURRIER DU SOIR**, très chaud démocrate, a paru le 20 mars. Dès sa seconde apparition, le *Courrier du Soir* prit le nom de **DÉPÊCHE** ; la *Dépêche* eut quatre jours d'existence. Nous ne dirons rien de ce journal ; s'il a péché, pardonnons : *Parùm pro nihil reputatur*.

(69—70) **L'ESPRIT DU PEUPLE**, courrier des rues (rédacteur en chef, Ch. Désolmes), et **L'ÉCHO DU PEUPLE** (rédacteur en chef, Alphonse Vernet), avaient été créés et mis au monde pour encenser maître Ledru, soir et matin. *L'Echo du Peuple* lui disait, le 9 avril : « Courage, Ledru-Rollin ! en un jour, vous avez pris des dimensions colossales ; la chose publique a fait un pas de géant ; la nation vous regarde, les républicains espèrent en votre patriotisme fervent et éclairé : ils sauront seconder vos efforts. »

(71) On accuse M. Ledru-Rollin et M. Démosthènes Olivier d'avoir fondé le journal **L'ÉGALITÉ**. Nous n'affirmons pas ; *adhuc sub judice lis est* ; d'ailleurs, *l'Egalité* n'a vécu que quelques jours.

Mentionnons dans notre nécrologue :

(72) **L'ÉTENDARD DES DROITS DU PEUPLE**; gérant, Isidore Demouret.

(73) **LE FANAL RÉPUBLICAIN**, *éclaireur du peuple souverain*; par Jules Mauviel, ouvrier du socialisme et candidat prolétaire.

(74) **LE PATRIOTE**, *avocat du peuple*; gérant, L. Bethune.

(75) **LE PÈRE ANDRÉ**, *journal reproducteur*.

(76) **L'ORDRE PUBLIC**, *journal des barricades*; gérant, Eugène Blanc.

(77) **LA PRESSE DU PEUPLE**, *journal de tous*; gérant, Pourrat Alof.

(78) **LE RÉVEIL DU PEUPLE**, *journal quotidien*; rédacteur, Ch. Félix.

(79) **LA JEUNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE** (gérant, J. Ferraut) n'a publié que son programme. On y lisait, comme épigraphe : « Dieu et la liberté, la propriété et la famille. »

(80) **LA LANTERNE MAGIQUE RÉPUBLICAINE**, *recueil d'épisodes comiques et satiriques, métaphores politiques, nouvelles blagues, bons mots, épigrammes, etc.* (par Alexis Dalès), ne brille ni par les idées ni par le style. Une méchante vignette sur bois, placée sous le titre du journal, représente *le comte de Paris se cassant la g..... sur les barricades* (sic). Vous pouvez juger par là de la convenance et du ton de cette feuille, qui s'est essayée concurremment à la prose et aux vers. Nous y avons trouvé les suivants, qu'on met dans la bouche de M. Emile de Girardin :

« Hélas ! de fonder la *Presse*
« Me serais-je trop *pressé* !
« Chez moi, le peuple *empressé*
« Vient pour briser chaque *presse* ;
« Quand la foule *m'a pressé*,
« J'avais le cœur *oppressé*. »

(81) **LE JOURNAL DU DIABLE**, rédigé par M. Edouard Georges, tient ce langage au *National* : « Frères, vous avez de
« beaux habits et de beaux carrosses, des écharpes à graines
« d'épinards. Frères, vous palpez environ cent francs par jour,

« et vous ripaillez du matin au soir.... Par les cornes de Satan,
« mon maître, vous avez là, messeigneurs, une singulière ma-
« nière d'entendre la fraternité!.... »

Citons, mais seulement pour mémoire, les journaux suivants, journaux mort nés, qui n'ont publié que des *spécimens* :

(82) **LA VOIX DU PEUPLE LIBRE, SOUVERAIN ET PROGRESSIF**; gérant, Laudoin.

(83) **LE SOIR**; gérant, Lefloch.

(84) **LE PÈRE DU PEUPLE**; directeur, Durand.

(85) **LA VOIX DE LA RÉPUBLIQUE**; gérant, de Féréal.

(86) **LA VOIX DU PEUPLE**, *organe du club-lycée des prolétaires, journal-bibliothèque, parole de vérité salutaire, agent d'organisation, d'unification*. Le seul numéro paru contient un article sur la *pantosophie patriotique et l'unification par la parole-travail*, que nous recommandons spécialement aux amateurs de rébus : gérant, Laudoin.

(87) **LE VOYANT DE 1848**.

(88) **LE PEUPLE SOUVERAIN**, *journal des travailleurs*; rédigé par A. Salières, du club des *Travailleurs libres*. Cette feuille « conseille aux électeurs de choisir des hommes qui puissent sauver la République par leur énergie, leur obscurité, leur pauvreté. »

(89) **LE RADICAL**.

(90) **LE DIABLE**.

(91) **L'INCENDIE**.

(92) **LA POUDRE**.

(93) **LA HAUTE VÉRITÉ**.

L'existence de ces cinq journaux n'est pas bien prouvée; cependant, un vieil amateur de curiosités bibliographiques nous assure qu'ils ont été publiés dans la première quinzaine de mars.

(94) **LA PRESSE PROPHÉTIQUE**, *contre la presse Girardin, Lamartine, etc., en présence des représentants du peuple et des so-*

statistes, journal unique de tous les jours et de tout le monde, à l'usage surtout des hommes supérieurs et de tous ceux qui tiennent à ne plus être surpris par les événements, 1848 - 1849; édition nouvelle, perfectionnée.

Tel est le titre d'un journal hiéroglyphique, bourré de citations bibliques, qui doit paraître une fois par an. Le numéro de 1849 nous semble uniquement destiné à dire des sottises à M. Emile de Girardin.

(95) **L'ÉPILOGUEUR**, journal antipathique à tout ce qui n'est pas l'expression vraie de la popularité, du patriotisme et de la nationalité, par le citoyen Salomon, du Finistère, auteur d'un calendrier planétaire et inventeur d'un papier inaccessible au lavage.

(96) **L'ACCUSATEUR RÉVOLUTIONNAIRE** se dit rédigé par un combattant de février, qui, après avoir déposé les armes, veut consacrer le reste de ses jours à la défense de la classe des travailleurs. Cet excellent journal rouge demande d'abord que les électeurs de la Seine envoient vingt-quatre ouvriers, comme représentants, à l'Assemblée nationale, puis il consacre une longue tartine à médire des hommes d'affaires perfides, des banquiers aux doigts crochus, des rentiers poltrons, des nobles imbéciles, des hommes de lettres faméliques, des professeurs gommés de science, des avocats habitués à filer des phrases, comme le ver à soie file son cocon, en laissant le milieu vide, etc.

(97) **L'APOTHE DU PEUPLE** est d'une teinte beaucoup moins écarlate que le journal précédent. Son épitaphe :

« Le peuple ! il est partout où bat un noble cœur, »
le démontre suffisamment.

(98) **LES ARCHIVES DE LA RÉPUBLIQUE** que devinrent, plus tard, **LES ARCHIVES DU PEUPLE**, devaient former des volumes, mais les abonnés n'ont pas été de cet avis. Ce journal, après avoir publié quelques numéros (en mai), a cessé de paraître. Il était dévoué, corps et âme, à la république rouge ; il conseillait à la commission exécutive de mettre en liberté les prisonniers de Vincennes. Nous empruntons aux archives les quatre vers suivants :

« Vive Dieu ! les prisons sont pleines
« Sous cette ère de liberté ;
« Pourquoi ne pas nommer Vincennes
« Le fort de la fraternité ? »

(99) — (100). **L'ASSOCIATION FRATERNELLE ET UNIVERSELLE DES TRAVAILLEURS**, ainsi que **L'ASSOCIATION NATIONALE**, *journal mensuel des améliorations immédiates*, appartiennent à la *variété* socialiste. Chacun de ces journaux a son système, son remède, son plan. Le premier veut que les travailleurs deviennent propriétaires de grands établissements industriels, à l'aide de cotisations personnelles. Le second s'adresse spécialement aux tailleurs d'habits, et les engage à former un capital d'un million de francs, divisé en soixante-trois mille actions de 5, 25, 400 et 500 francs.

(101) **L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE**, *journal spécial de la garde mobile*, est née et morte le 44 mai ; elle fut socialiste et incompréhensible.

(102) **L'AVANT-GARDE**, *journal des écoles*, n'a pas franchi le Pont-Neuf. Après quelques numéros, elle est morte sur ses terres ; nous la regrettons, car elle avait du bon sens (chose rare) et convenait très volontiers « qu'aujourd'hui c'était à la « raison de s'épurer, de travailler, et non au sanglant couteau « de fonctionner. »

(103) **LE BANQUET SOCIAL**, *journal du 42^e arrondissement*, prêchait la démagogie dans le quartier Saint-Marceau ; il avait de la verve, mais peu de style, beaucoup de violence, mais peu d'idées.

(104) **LE BON CONSEIL**, qui a paru plus tard sous le titre de **CONSEIL RÉPUBLICAIN**, a publié onze numéros, du 25 mars au 44 avril. C'était une feuille socialiste, bonne fille, assez naïve, bien intentionnée et qui ne manquait pas de sens. Elle disait à propos de la crise financière : « Soyons de bonne foi, si « nous pouvons ; la crise c'est tout simplement l'histoire de la « cruche cassée. Vous avez fait trop de trous à la lune, gou- « vernement et particuliers, la pauvre planète est percée à « jour. »

Enfin, pour terminer notre revue, mentionnons encore :

(105) **LA FRATERNITÉ DES PEUPLES**, feuille obscure et inconnue.

(106) **LA PRESSE RÉPUBLICAINE**, publiée par le citoyen Charles Marchal, pendant l'interdit de la *Presse-Girardin*.

(407) **L'AVENIR DES TRAVAILLEURS**, par M. Lambert, socialiste pacifique.

(408) **LE BON SENS**, ressuscité le 18 mai, après une dizaine d'années d'interruption, et mort presque aussitôt.

(409) **LE FIGARO SOCIALISTE**, par M. Montfort.

(410) **LE MESSAGER DE LA RÉPUBLIQUE**, qui n'était que la doublure de *la République*.

(411) **LE NAPOLÉON RÉPUBLICAIN**, de M. Marcel Deschamps.

(412) **LE PROPHÈTE RÉPUBLICAIN**, *Almanach du peuple*.

(413) **LE CRI PUBLIC**.

(414) **L'EUROPE RÉPUBLICAINE**.

(415) **LA SENTINELLE DES TRAVAILLEURS**.

(416) **L'ALBUM DE L'OUVRIER**.

(417) **L'ASSOCIATION LIBERTISTE**.

(418) **LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**.

(419) **LA VÉRITABLE RÉPUBLIQUE**.

(420) **L'AURORA DE LA RÉPUBLIQUE**, journal très recherché aujourd'hui, mais peu digne de l'être, et qui ne contient, dans son unique numéro, qu'un *précis sur la Révolution de 1848*, très pauvre de style et d'idées; une prédiction faite, il y a 500 ans, par un *poète du Midi*, et trouvée dans la *Bibliothèque de Carpentras*; et deux lettres missives peu curieuses, l'une du prince de Montpensier, l'autre du général Sébastiani.

(421) **LA VÉRITÉ**, *journal des vrais intérêts du peuple*.

(422) **LA TRIBUNE NATIONALE**, publiée, en avril, par l'abbé de Lamennais, Alphonse Esquiros, et qui est introuvable.

Notre liste est close; elle est aussi complète que possible, cependant quelques journaux peuvent avoir échappé à nos investigations; ce n'est pas un grand dommage, d'ailleurs, car les *Journaux Rouges*, du premier au dernier, ont eu pour résultat d'égarer l'esprit du petit nombre de lecteurs qui ont pris leurs doctrines au sérieux.

FIN.

TABLE.

	Pages.
Accusateur public.	29
Accusateur révolutionnaire	152
Aimable faubourien, journal de la canaille.	26
Album de l'ouvrier	154
Alliance des peuples	124
Ami du peuple	113
Apôtre du peuple	152
Archives de la république.	152
Arlequin démocrate.	148
Association fraternelle et industrielle des travailleurs.	153
Association nationale.	153
Association libertiste	154
Avant-garde de la république	153
Avant-garde, journal des écoles.	153
Avenir des Travailleurs.	154
Aurore de la république	154
Banquet social.	153
Bêtises de la semaine.	89
Bonheur public et général	34
Bon conseil	153
Bonnet rouge	24
Bon sens.	154
Bouche d'acier.	97
Boulets rouges	53
Bulletins de la république	5
But social	100
Cause du peuple.	106

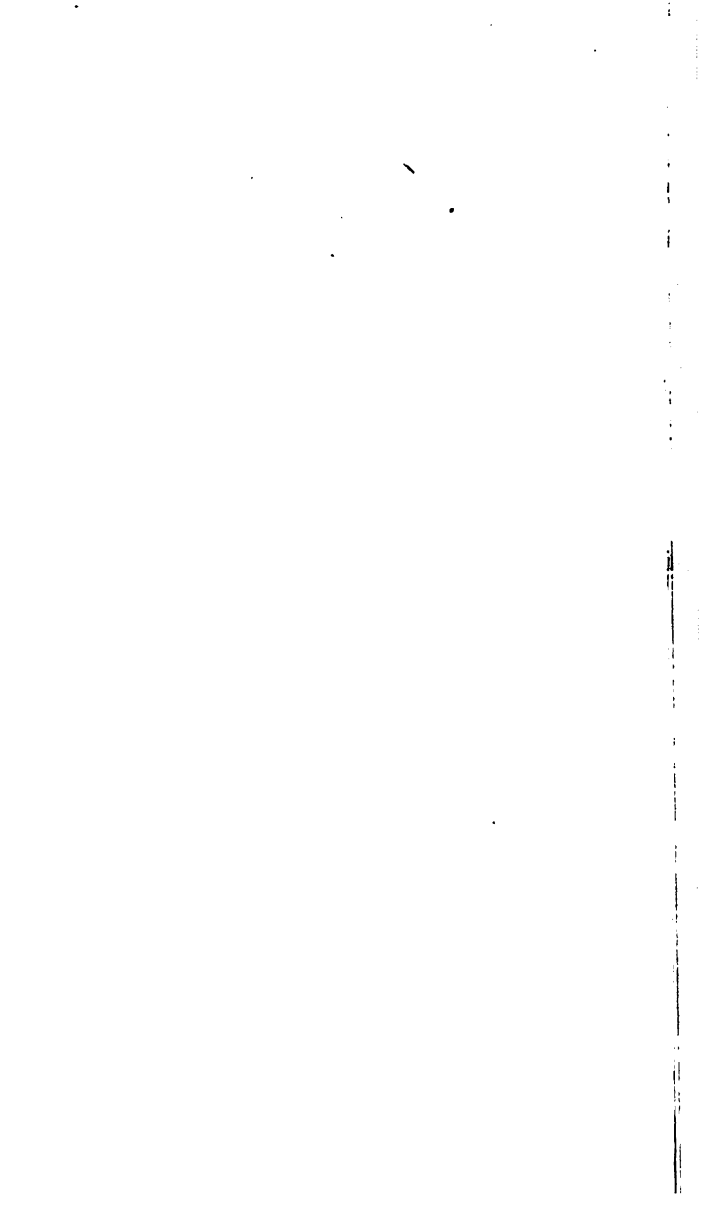
	Pages.
Censeur républicain.	149
Christ républicain.	56
Colère d'un vieux républicain.	64
Commune de Paris	130
Conspiration des poudres	23
Courrier du soir (ou Dépêche)	149
Cri public	154
Diable.	151
Diable boiteux	103
Démocrate égalitaire	136
Droits de l'Homme	50
Echo du peuple	149
Egalité.	149
Enfer et Paradis du peuple	148
Epilogueur.	152
Epoque	102
Esprit du peuple	149
Etendard des droits du peuple	150
Europe républicaine.	154
Fanal républicain.	150
Figaro socialiste.	154
France libre	128
Fraternité, cri de guerre	123
Fraternité des peuples	153
Foudre	151
Guillotine	147
Harmonie universelle.	130
Haute vérité.	151
Incendie.	151
Jeune république démocratique et sociale	150
Journal du diable.	150
Journal démocratique et officiel des ateliers nationaux	55
Journal des Jacobins.	148
Journal des faubourgs	148
Journal des travailleurs	92
Journal des Sans-culottes.	20
Lanterne magique républicaine	150
Lanterne.	123
Messager de la république	154
Montagne du peuple fraternel et organisateur.	84

	Pages.
Napoléon républicain	154
Opinion des Femmes	91
Ordre public, journal des barricades	150
Organisateur du travail.	35
Organisation du travail.	144
Patriote, avocat du peuple	150
Père André	150
Père du peuple	151
Père Duchêne, gazette de la révolution	9
Père Duchêne, ancien fabricant de fourneaux	37
Peuple (<i>Esquiros</i>).	29
Peuple (<i>Proudhon</i>).	144
Peuple constituant.	120
Peuple souverain.	151
Pilori.	79
Politique des Femmes.	87
Presse du Peuple.	150
Presse prophétique.	151
Presse républicaine.	153
Propagande révolutionnaire.	83
Propagande républicaine.	82
Prophète républicain.	154
Radical.	151
Représentant du Peuple.	138
République.	134
République française.	154
République possible.	102
République rouge.. . . .	60
Réveil du Peuple.	150
Robespierre.	67
Salut social.	45
Sanguinaire.	148
Sentinelle des Clubs.	101
Sentinelle du Peuple.	102
Sentinelle des Travailleurs.	154
Soir.	151
Souveraineté du Peuple.	36
Spartacus.	44
Sybille.	148
Tocsin des Travailleurs.	104

	Pages.
Travail.	96
Travailleur, par la mère Duchêne.	74
Tribunal révolutionnaire.	47
Tribun du Peuple.	137
Tribune du Peuple.	137
Tribune nationale.	154
Tribune populaire.	136
Vérité.	154
Véritable République.	154
Vieux Cordelier, drapeau du peuple.	71
Vieux Cordelier de 1848.	71
Voix du Peuple.	151
Voix de la République.	151
Voix du Peuple libre.	151
Voix des Femmes.	125
Voix des Clubs.	99
Volcan.	42
Voyant de 1848.	154
Vrai Père Duchêne de 1848.	95
Vraie République.	130

55
82









Oct 11 1934

